A CORPS PERDU



1

december

2008

Revue anarchiste internationale



Cette revue part d'une exigence commune : dépasser la nécessaire agitation du quotidien des luttes pour prendre le temps de l'approfondissement et aiguiser nos armes. Parce que nous ne séparons pas la théorie de la pratique, que nos désirs de liberté se forgent d'expériences comme de réflexions, nous avons souhaité apporter une autre contribution à la guerre sociale en cours. Un moment qui soit une source d'idées et pas d'opinions, un lieu où réinventer un espace commun de débat à partir de contextes particuliers.

Mais cette revue part aussi d'une insatisfaction : lire ce que nous n'avons pas trouvé ailleurs, porter une perspective anarchiste qui parte de l'individu pour la relier à l'antagonisme social quotidien, retrouver le goût d'une subversion affranchie des classiques de la critique autoritaire, même hétérodoxe. En somme, débarrassée de la politique.

Si des compagnons de plusieurs pays y participent, les textes publiés ne représentent personne et n'aspirent pas à le faire. Ils doivent leur présence ici à un contenu que nous avons jugé d'intérêt, sans que nous partagions nécessairement en entier leur forme ni que cela signifie en soi une *affinité* avec leur auteur.

Sommaire

A corps perdu
21ter, rue Voltaire
75011 Paris

revue.acorpsperdu@gmail.com
http://www.acorpsperdu.net

Prochain numéro: avril 2009

Copies : 3 euros (frais de port inclus)

Distributeurs (5 exemplaires) : 10 euros (frais de port inclus)

Paiements :

* **Pour la France:**
Envoyez un chèque à l'ordre de « Ce »

* **Ailleurs:**
Adresses à la page 74

Dix coups de poignard à la politique

Tous les hommes d'Etat ne sont pas payés par le gouvernement. Ils existent des fonctionnaires qui ne siègent pas au parlement et encore moins dans ses pièces adjacentes.

La politique est l'art de la **séparation**. Là où la vie a perdu sa plénitude, où la pensée et l'action des individus ont été sectionnés, catalogués et enfermés dans des sphères séparées, là commence la politique. Ayant éloigné certaines activités des individus (la discussion, le conflit, la décision en commun, l'accord) en une zone en soi qu'elle prétend gouverner, forte de son indépendance, la politique est en même temps séparation parmi les séparations et gestion hiérarchique du cloisonnement. Elle se révèle ainsi comme une spécialisation, contrainte à transformer le problème en suspens de sa propre fonction en un présupposé nécessaire pour résoudre tous les problèmes. C'est justement pour cela que le rôle des professionnels de la politique est indiscutable – et la seule chose qu'on peut faire c'est les substituer, en changer de temps en temps. Chaque fois que les subversifs acceptent de séparer les différents moments de la vie et pour changer, en partant de cette séparation, les conditions données, ils deviennent les meilleurs alliés de l'ordre du monde. C'est justement parce qu'elle aspire à être une sorte de condition première de la vie même que la politique insuffle partout son haleine mortifère.

La politique est l'art de la **représentation**. Pour gouverner les mutilations infligées à la vie, elle contraint les individus à la passivité, à la contemplation du spectacle mettant en scène sa propre impossibilité d'agir, la délégation irresponsable de ses propres décisions. Alors, tandis que l'abdication de la volonté de se déterminer soi-même transforme les individus en appendices de la machine étatique, la politique recompose en une fausse unité la totalité des fragments. Pouvoir et idéologie célèbrent ainsi leurs propres noces funestes. Si la représentation est ce qui enlève aux individus la capacité d'agir, leur fournissant en contrepartie l'illusion d'être des participants et pas des spectateurs, cette dimension du politique réapparaît toujours là où une quelconque organisation supplante les individus et un quelconque programme les maintient dans la passivité. Elle réapparaît toujours là où une idéologie unit ce qui est opposé dans la vie.

La politique est l'art de la **médiation**. Entre la totalité présumée et la singularité, et entre les individus. Tout comme la volonté divine a besoin de ses propres interprètes et représentants terrestres, la Collectivité a besoin de ses propres délégués. Tout comme il n'existe pas dans la religion de rapports entre les hommes mais seulement entre les croyants, ce ne sont pas les individus qui se rencontrent dans la politique, mais les citoyens. Les liens d'appartenance empêchent l'union, parce que ce n'est que dans la différence que disparaît la séparation. La politique nous rend égaux parce qu'il n'y a pas de diversité dans l'esclavage – égalité devant Dieu, égalité devant la loi. Au dialogue réel qui, lui, nie le pouvoir en niant la médiation, la politique substitue son idéologie. Le racisme est l'appartenance qui empêche les rapports directs entre les individus. Toute politique est une simulation participative. Toute politique est raciste. Ce n'est qu'en démolissant ses barrières dans la révolte qu'on peut rencontrer les autres dans leur et notre singularité. Je me révolte donc nous sommes. Mais si *nous* sommes, adieu révolte.

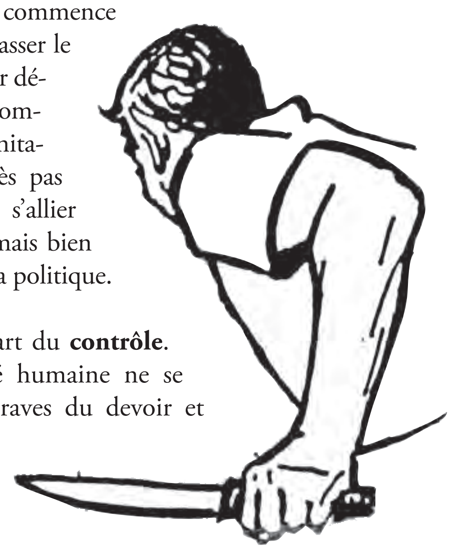
La politique est l'art de l'**impersonnel**. Toute action est unique et particulière. Toute occasion est comme l'instant d'une étincelle qui fuit l'ordre du vague. La politique est l'administration de cet ordre. « Quel sens veux-tu qu'aie une action face à la complexité du monde ? » C'est ainsi qu'argumentent les endormis par la double somnolence d'un Si

qui n'est personne et d'un Plus tard qui n'est jamais. La bureaucratie, fidèle servante de la politique, est le rien administré afin que Personne ne puisse agir. Afin que d'aucun ne reconnaisse jamais sa propre responsabilité dans l'irresponsabilité généralisée. Le pouvoir ne dit plus que tout est sous contrôle, il dit au contraire : « Si même moi je ne réussis pas à trouver des remèdes, imaginez quelqu'un d'autre ». La politique démocratique se base désormais sur l'idéologie catastrophiste de l'urgence (« C'est nous ou le fascisme, c'est nous ou le terrorisme, c'est nous ou l'inconnu »). Le vague, même celui qui est antagoniste, est toujours un événement abstrait, un événement qui n'arrive jamais et qui efface tout ce qui advient. La politique invite chacun à participer au spectacle de ces mouvements en arrêt.

La politique est l'art de l'**ajournement**. Son temps est le futur, c'est pour cela qu'elle nous emprisonne tous dans un misérable présent. Tous ensemble, mais demain. Quiconque dit « Moi et maintenant » ruine, avec cette impatience qui est l'exubérance du désir, l'ordre de l'attente. Attente d'un objectif qui sorte de la malédiction du particulier. Attente d'un groupe dans lequel ne pas mettre en péril ses propres décisions et cacher ses propres responsabilités. Attente d'une croissance quantitative adéquate. Attente de résultats mesurables. Attente de la mort. La politique est la tentative permanente de transformer l'aventure en avenir. Mais c'est uniquement si « moi et maintenant » le décide qu'il peut exister un nous qui ne soit pas l'espace d'un renoncement réciproque, le mensonge qui fait de l'un le contrôleur de l'autre. Celui qui veut agir tout de suite est toujours vu comme suspect. Si ce n'est pas un provocateur, dit-on, il en a certainement l'apparence. Mais c'est l'instant d'une action et d'une joie sans lendemain qui nous porte au matin suivant. Sans le regard fixé aux aiguilles de la montre.

La politique est l'art de l'**accommodement**. Attendant toujours que les conditions soient mûres, on finit un jour ou l'autre par s'allier au patron dans l'attente. Au fond la raison, qui est l'organe de l'échelonnement et de l'ajournement, offre toujours une bonne justification pour se mettre d'accord, pour limiter les dégâts, pour sauver quelques détails d'un tout que l'on méprise. La raison politique a des yeux perçants pour dénicher des alliances. Tout n'est pas égal nous dit-on. Rifondazione comunista n'est certes pas comme cette droite rampante et dangereuse. (Aux élections on ne vote pas pour elle – nous sommes abstentionnistes, nous – mais les comités citoyens, les initiatives dans la rue, c'est autre chose). La santé publique sera toujours mieux que l'assistance privée. Un salaire minimum garanti sera toujours préférable au chômage. La politique est le monde du moins pire. Et en se résignant au moindre mal, on accepte pas à pas ce tout, à l'intérieur duquel ne nous sont concédées que des préférences. Celui qui en revanche ne veut rien savoir de ce moins pire est un aventuriste. Ou un aristocrate.

La politique est l'art du **calcul**. Afin que les alliances soient profitables il est nécessaire d'apprendre les secrets de ses alliés. Le calcul politique est le premier des secrets. Il faut savoir où on met les pieds. Il faut rédiger des listes détaillées des efforts et des résultats obtenus. Et à force de mesurer ce que l'on a, on finit par tout obtenir, excepté la volonté de le mettre en jeu et de le perdre. On est s'économise, attentif et prêt à présenter l'addition. L'œil fixé sur ce qui nous entoure, on ne s'oublie jamais soi-même. Vigilants comme les carabiniers.
Lorsque l'amour de soi déborde, il exige d'être propagé. Et cette surabondance de vie nous fait nous oublier, nous fait perdre le compte dans la tension de l'élan. Mais l'oubli de soi est le désir d'un monde où il vaille la peine de se perdre, d'un monde qui mérite notre oubli. C'est pour cela que le monde tel qu'il est, administré par des matons et des comptables, doit être détruit – pour qu'on puisse se dépenser sans compter. Là commence l'insurrection. Dépasser le calcul, mais non par défaut, comme le recommande cet humanitarisme qui pas après pas finit toujours par s'allier avec le bourreau, mais bien par excès. Là finit la politique.



La politique est l'art du **contrôle**. Afin que l'activité humaine ne se libère pas des entraves du devoir et du travail pour se révéler dans toute sa puissance. Afin que les ouvriers ne se rencontrent pas en tant qu'individus et n'arrêtent pas de se faire exploiter. Afin que les étudiants ne décident pas de détruire les écoles pour choisir comment, quand et quoi apprendre. Afin que les membres de la famille ne tombent pas amoureux les uns des autres et ne cessent d'être de petits serviteurs d'un petit Etat. Afin que les enfants ne soient rien d'autre que la copie imparfaite des adultes. Afin qu'on ne liquide pas la distinction entre les bons (anarchistes) et les

mauvais (anarchistes). Afin que ce ne soient pas les individus qui aient des rapports, mais les marchandises. Afin qu'on ne désobéisse pas à l'autorité. Afin que si quelqu'un attaque les structures de l'Etat, on s'empresse de dire que « ce n'est pas l'œuvre de compagnons ». Afin que les banques, les tribunaux, les casernes ne sautent pas en l'air. En somme, que la vie ne se manifeste pas.

Pour l'instant, elle ne croit à rien, cette petite cité bien lasse. Ses habitants dorment mal, travaillent dans la mauvaise humeur, vont parfois au cinéma ou au bar. Ils lisent des journaux qui, avec leurs gros titres à sensation sur le dernier meurtre non élucidé, leur peur de toute autre analyse que celle des matchs de boxe et des énigmes policières, ainsi que leur confusion intellectuelle, sont faits pour des gens fatigués qui n'ont pas la force de jouir d'autre chose que d'émotions bien tempérées. Il faut se garder de chercher ici ce qu'il y a de « typiquement français » car on la rencontre partout cette espèce de personnes pauvres, mécontentes et nerveuses, comme cette forme d'hibernation permanente qui est la tragique façon de vivre de l'Européen pauvre et déchiré de l'après-guerre.

Stig Dagerman, *Une petite cité aux habitants fatigués*, 14 avril 1948

La politique est l'art de la **récupération**. La manière la plus efficace pour décourager toute rébellion, tout désir de changement réel, est de présenter un homme d'Etat comme un subversif, ou bien – mieux encore – transformer un subversif en homme d'Etat. Tous les hommes d'Etat ne sont pas payés par le gouvernement. Ils existent des fonctionnaires qui ne siègent pas au Parlement et encore moins dans ses pièces adjacentes ; au contraire, ils fréquentent les centres sociaux et connaissent discrètement les principales thèses révolutionnaires. Ils dissertent sur les potentialités libératoires de la technologie, ils théorisent des sphères publiques non étatiques et le dépassement du sujet. La réalité – ils le savent bien – est toujours plus complexe que n'importe quelle action. Ainsi, s'ils conçoivent une théorie totale, c'est uniquement dans le but de pouvoir, dans la vie quotidienne, l'oublier totalement. Le pouvoir a besoin d'eux parce que – comme ils nous l'enseignent eux-mêmes – lorsque personne ne le critique, le pouvoir est critiqué en tant que tel.

La politique est l'art de la **répression**. De celui qui ne sépare pas les différents moments de sa vie et veut changer les conditions données à partir de la totalité de ses propres désirs. De celui qui veut brûler la passivité, la contemplation et la délégation. De celui qui ne se laisse supplanter par aucune organisation, ni immobiliser par aucun programme. De celui qui veut avoir des rapports directs entre individus et fait de la différence l'espace même de l'égalité. De celui qui n'a aucun *nous* sur lequel jurer. De celui qui perturbe l'ordre de l'attente parce qu'il veut s'insurger tout de suite, pas demain, ni après-demain. De celui qui se donne sans contrepartie et s'oublie par excès. De celui qui défend ses compagnons avec amour et détermination. De celui qui n'offre aux récupérateurs qu'une seule possibilité : celle de disparaître. De celui qui refuse de prendre place parmi la foule innombrable des fourbes et des endormis. De celui qui ne veut ni gouverner ni contrôler. De celui qui veut transformer l'avenir en une aventure fascinante.

Traduit de *Il Pugnale*, journal anarchiste à numéro unique, Italie, mai 1996

Qu'est-ce que le terrorisme ?

L'aspect historique du terme montre comment le terrorisme est la violence du pouvoir qui se défend de la Révolution, non pas la Révolution qui attaque le pouvoir.

En mai 1898, le roi Umberto I, préoccupé par les nouvelles qui lui parviennent de Milan où venait d'éclater une grève générale, confiait au général Bava Beccaris le soin de réprimer la révolte. L'ordre est donné aux soldats de tirer à vue, et Bava Beccaris fait ouvrir le feu sur la ville à coups de canon. Le bilan est de 80 morts et 450 blessés. Fier du devoir accompli, le général télégraphe au roi que Milan est désormais «pacifiée». Le chef de gouvernement, le marquis Di Rudini, fait interdire plus de cent journaux d'opposition, les Bourses du Travail, les cercles socialistes, les Sociétés mutualistes, mais aussi pas moins de 70 comités diocésains et 2500 comités paroissiaux. De plus, les Universités de Rome, Naples, Padoue et Bologne sont fermées, tandis que se déroulent des milliers d'arrestations. Umberto I envoie immédiatement un télégramme de félicitations à Bava Beccaris et le décore de la croix de l'Ordre Militaire de Savoie «pour les précieux services rendus aux institutions et à la civilisation». Deux ans plus tard, le 29 juillet 1900, l'anarchiste Gaetano Bresci allège le roi Umberto I du poids de ses responsabilités en le tuant à Monza. Le Roi et l'anarchiste. Deux assassins aux mains tâchées de sang, c'est indéniable. Pourtant, peut-on les mettre sur le même plan ? Je ne le pense pas, pas plus qu'on ne peut considérer les motivations et les conséquences de leurs actes de la même manière.

Et donc, puisqu'ils ne peuvent être unis dans une exécration commune, lequel des deux a commis un acte de terrorisme ? Le roi qui a fait massacrer la foule, ou l'anarchiste qui a abattu le roi ?

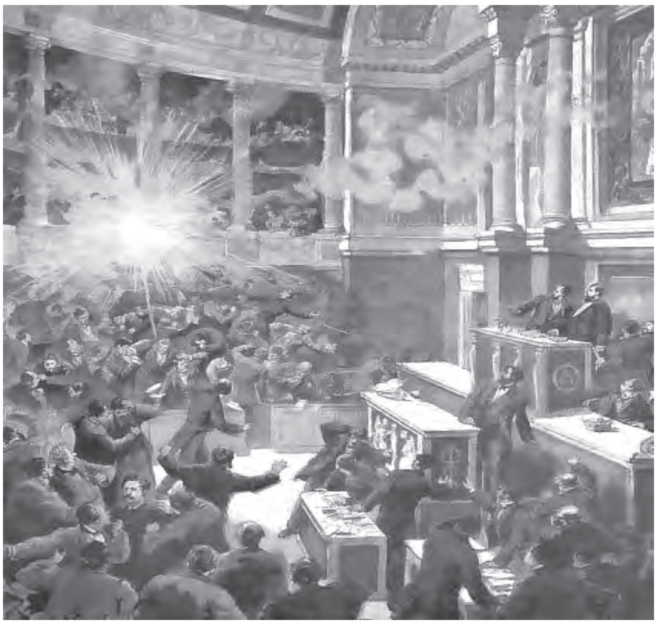
Se demander ce qu'est le terrorisme est une de ces questions qu'il est en apparence inutile de poser, parce qu'elle est destinée à recevoir une réponse univoque. En réalité – lorsqu'elle est formulée de manière rigoureuse –, elle ne manque pas de susciter des réactions étonnantes. Les réponses sont en effet toujours différentes et contradictoires. «Le terrorisme, c'est la violence de ceux qui combattent l'Etat» diront certains ; «le terrorisme c'est la violence de l'Etat» répondront d'autres ; «mais non, le terrorisme est tout acte de violence politique, d'où qu'elle vienne», préciseront les derniers. Et ne parlons pas des débats qui s'ouvrent face aux distinctions qui peuvent être faites par la suite en la matière : par exemple, le terrorisme est uniquement la violence contre les personnes ou également contre les choses ? Doit-il nécessairement posséder une motivation d'ordre politique ou se caractérise-t-il uniquement par la panique qu'il sème ?

La multiplicité de sens assignés à ce terme est suspecte. La sensation ici n'est pas de se trouver en présence des malentendus habituels liés à l'incapacité des mots à exprimer une réalité dont la complexité dépasse les symboles qui voudraient la représenter. Au contraire, l'impression est celle de se retrouver face à un confusionisme intéressé, à une relativisation d'interprétations créée artificiellement, dans l'intention de vider les idées de leur sens, de neutraliser la force pratique, de banaliser toute la question en réduisant à du bavardage toute réflexion qu'on pourrait mener à son propos.

Pourtant, ce mot de dix lettres doit bien avoir une origine, une histoire, dont il serait possible de déduire un sens en mesure de dissiper au moins une bonne partie des ambiguïtés que son usage génère aujourd'hui. Et c'est en effet le cas.

La première définition qui est donnée à ce terme par la plus grande partie des dictionnaires est à ca-

ractère historique : «le gouvernement de la Terreur en France». On connaît donc avec précision l'origine du vocable. Le terrorisme correspond à la période de la Révolution Française qui va d'avril 1793 à juillet 1794, lorsque le Comité de salut public mené par Robespierre et Saint-Just a ordonné un grand nombre d'exécutions capitales. La Terreur était donc représentée par cette guillotine dont la lame a tranché la tête à des milliers de personnes qui, présume-t-on, constituaient une menace pour la sécurité du nouvel Etat en formation. A partir de cette base, les mêmes dictionnaires ajoutent par extension une définition plus générale du *terrorisme* : «toute méthode de gouvernement fondée sur la terreur».



A présent, cette première interprétation du concept de terrorisme est extrêmement claire. Tout d'abord, elle met au jour le lien étroit qu'il y a entre terrorisme et Etat. Le terrorisme est né avec l'Etat, est exercé par l'Etat, est justement une «méthode de gouvernement» que l'Etat emploie contre ses ennemis pour garantir sa propre conservation. «La guillotine – disait Victor Hugo – est la concrétion de la loi». Seul l'Etat peut promulguer des lois. Et la loi, loin d'être l'expression de ce contrat social garant de la cohabitation harmonieuse entre les êtres humains, représente le fil barbelé avec lequel le pouvoir protège ses privilèges. Quiconque oserait l'outrepasser aura à passer entre les mains du bourreau. Ainsi, avant le mois d'avril 1793, de prétendus criminels de droit commun et quelques insurgés étaient déjà montés à l'échafaud.

Quoi qu'on en pense, la guillotine n'est en effet pas une invention de monsieur Guillotin. En France, cet instrument d'exécution capitale avait déjà une histoire, mais personne ne parlait encore de Terreur. Ce n'est que lorsque l'autorité de l'Etat, alors aux mains des jacobins, sera menacée par une vague révolutionnaire, ce n'est que lorsqu'il n'aura plus seulement affaire à de simples hors-la-loi ou à des insurgés isolés, mais à un énorme mouvement social capable de le renverser, ce n'est qu'à ce moment que la violence répressive se nommera Terreur.

Mais, en plus de son caractère institutionnel, une autre caractéristique distingue le terrorisme : tout un chacun peut en être victime. Au cours de la période de la Terreur, rien que dans Paris, il y aurait eu pas moins de 4 000 exécutions. Louis Blanc aurait retrouvé l'identité de 2 750 guillotinés, découvrant que seulement 650 d'entre eux appartenaient aux classes aisées. Cela signifie que la machine étatique de la guillotine ne faisait pas tant de distinctions, décapitant quiconque était estimé incommode ou suspect. Il n'y a pas que les nobles, les militaires et les prêtres qui ont perdu leur tête lors de ces journées – comme le voudrait la propagande la plus conservatrice et traditionaliste –, mais surtout de simples artisans, des paysans, des pauvres. Le terrorisme est tel parce qu'il frappe à l'aveugle, d'où le sentiment de panique collective qu'il inspire. L'usage indiscriminé de la guillotine, systématisé grâce à la simplification des procédures judiciaires permise par la loi de Prairial, crée l'effet inéluctable d'opérations à la chaîne, annulant les différences individuelles entre tous ces décapités. Cette pratique de l'amalgame a un sens politique précis : regroupant en une même séance des personnes soupçonnées de «crimes» de nature ou d'identité complètement différents, la Terreur vise à anéantir les différences individuelles pour créer un consensus populaire, et à détruire «l'abjection du moi personnel» (Robespierre), vu qu'il ne doit exister qu'une seule entité dans laquelle fondre les individus : l'Etat. Le terrorisme est donc né comme instrument *institutionnel* et *indiscriminé*. Ces deux aspects retentissent aussi dans des expressions courantes, comme par exemple «des bombardements terrorisants». Un bombardement, en effet, non seulement se déroule lors d'une guerre menée entre Etats, mais sème la mort et la désolation dans toute la population. On pourrait faire le même discours concernant le *terrorisme psychologique*, considéré comme «une forme d'intimidation ou de chantage afin de manipuler l'opinion publique, effectuée surtout à travers les moyens de communication, par l'exagération des dangers de certaines situations ou bien en les inventant, afin d'induire les masses à des comportements déterminés au plan politique, social, économique». On voit bien comment seul celui qui détient le pouvoir

est en mesure de manipuler les grands moyens de communication et, à travers eux, les «masses», afin d'atteindre son but.

Le terrorisme est donc la violence aveugle de l'Etat, comme le montre sans ambiguïté l'origine du terme. Mais le langage n'est jamais une expression neutre. Loin d'être uniquement descriptif, le langage est avant tout un code. Le sens des mots indique toujours le côté vers lequel penche la balance de la domination. Celui qui détient le pouvoir possède aussi le sens des mots. Cela explique comment il se fait que, le temps passant, le concept de terrorisme ait recouvert un nouveau sens qui contredit complètement sa genèse historique mais correspond aux exigences de la domination. Aujourd'hui, ce concept est défini comme «une méthode de lutte politique fondée sur des violences intimidatrices (meurtres, sabotages, attentats explosifs, etc), employés généralement par des groupes révolutionnaires ou subversifs (de gauche ou de droite)». Comme on le voit, cette interprétation, qui a commencé à se diffuser à la fin du XIXe siècle, s'oppose complètement à ce qui a été dit jusqu'à présent. Dans l'acceptation initiale du terme, c'est l'Etat qui recourt au terrorisme contre ses ennemis ; dans la seconde, ce sont ses ennemis qui emploient le terrorisme contre l'Etat. Le renversement de sens ne pourrait être plus explicite. L'utilité d'une telle opération pour la Raison d'Etat n'est que trop évidente. Mais comment naît cette mystification ? La Terreur en France a été l'œuvre d'un Etat né lors d'une Révolution. Pour justifier le sens actuel du concept de terrorisme, l'idéologie dominante a du intervertir les sujets et attribuer à la Révolution la responsabilité qui appartenait en réalité à l'Etat. Ainsi, on nous enseigne aujourd'hui que la Terreur est l'œuvre de la Révolution qui, en ce lointain contexte historique, s'était incarnée dans l'Etat. La Terreur serait donc synonyme de violence révolutionnaire. Un saut acrobatique de la logique qui continue à enchanter les parterres de spectateurs du monde entier, qui ne semblent pas se rendre compte de l'arnaque plus qu'évidente.

En réalité, on ne peut attribuer la Terreur à la Révolution, au peuple insurgé, parce que ce n'est que lorsque la Révolution s'est faite Etat que la Terreur est apparue. C'est un énorme mensonge idéologique et un faux historique grossier que de faire de la Terreur l'expression même de la violence révolutionnaire «massacrante», celle des rues, des journées sur les barricades, de la vengeance populaire. Avant le 17 avril 1793 (jour de la fondation du tribunal révolutionnaire), la violence exercée contre le pouvoir, même celle particulièrement cruelle, n'avait jamais recouvert le nom de terrorisme. Ni les sanglantes Jacqueries du XIVe siècle, ni les excès qui se sont déroulés lors de la Grande Révolution (comme par exemple la manifestation des femmes de Marseille qui portaient à la ronde, au bout d'une pique, les viscères du major De Beausset au cri de «qui veut des tripes ?») n'ont été considérés comme des actes de terrorisme. Ce terme n'indiquait *que* la violence répressive de l'appareil étatique au moment où il devait se défendre – pour la première fois dans l'histoire – d'un assaut révolutionnaire. En somme, l'aspect historique du terme montre comment le terrorisme est la violence du pouvoir qui se défend de la Révolution, non pas la Révolution qui attaque le pouvoir.

Quelle monstruosité sociale, quel chef d'œuvre de machiavélisme que ce gouvernement révolutionnaire ! Pour tout être qui raisonne, gouvernement et révolution sont incompatibles.

Jean Varlet, *Gare l'explosion*, 15 vendémiaire an III

Il faut dire à ce propos que la persistance de cette ambiguïté a été encouragée pendant longtemps par les révolutionnaires eux-mêmes, qui ont accepté de bon gré ce qualificatif, sans se rendre compte que ce faisant, ils aidaient la propagande de cet Etat qu'ils souhaitaient frapper. Et si le concept de terrorisme peut légitimement trouver sa place dans un concept autoritaire de la révolution (comme Lénine et Staline l'ont démontré en Russie), il est absolument privé de sens, pour ne pas dire aberrant, dans une perspective de libération anti-autoritaire. Ce n'est pas par hasard si ce sont justement les anarchistes qui ont en premier revu l'usage impropre de ce terme, peut-être poussés par les événements. En 1921 eut lieu le tragique attentat contre le cinéma-théâtre Diana de Milan, qui a causé la mort et des blessures à de nombreux spectateurs, bien qu'ayant comme objectif le préfet de la ville, responsable de l'incarcération de quelques anarchistes célèbres. Malgré les intentions de ses auteurs, ce fut un acte de terrorisme. Comme on peut l'imaginer, cet acte a provoqué d'âpres discussions à l'intérieur du mouvement anarchiste. Ainsi, face à la condamnation du geste par de nombreux anarchistes, si la revue *Anarchismo* de Pise, sans aucun doute la publication plus diffusée de l'anarchisme autonome en Italie, continuait à défendre « cette vérité anarchiste cardinale, à savoir l'impossibilité de séparer le terrorisme de l'insurrectionnalisme», elle commençait d'un autre côté à esquisser les premières réflexions critiques sur le concept de terrorisme : «pourquoi nommer et

taxer de “terreur catastrophique” – qui est le propre de l’Etat – l’acte de révolte individuel ? L’Etat est terroriste, le révolutionnaire qui s’insurge, jamais !». Un demi-siècle plus tard, en un contexte de fortes tensions sociales, cette critique sera reprise et développée par ceux qui n’entendaient pas accepter l’accusation de terrorisme lancée par l’Etat contre ses ennemis.

A ce conformisme qui sévit dans tous les domaines, sauf dans celui des raffinements terroristes où ces messieurs prennent toujours plaisir à innover, il n’est possible d’opposer avec succès que les forces précisément les plus décriées par lui : la rêverie d’Icare, l’esprit d’anticipation délirant de Léonard, les coups de sonde aventureux des socialistes utopiques, la vision généreuse et tamisée d’humour d’un Paul Lafargue ! Le socialisme scientifique s’est dégradé jusqu’à n’être plus pour ses disciples qu’un pompeux exercice de récitation. Une large aération de l’ambiance et de l’idée sociale s’impose, si l’on veut ménager à l’homme un avenir qui ne soit pas desséché d’avance et qui ne rompe pas à d’injustifiables disciplines, sa faculté de toujours entreprendre.

Contre l’odieux accouplement du conformisme et de la terreur, contre la dictature des « moyens » oublieux des fins dont ils se recommandent, la *Joconde* de l’utopie peut, non pas l’emporter, mais faire planer à nouveau son sourire et rendre aux hommes l’étincelle prométhéenne à quoi se reconnaîtra leur liberté recouvrée.

Il n’est que temps de redorer le blason des chimères...

Georges Henein, *Prestige de la terreur*, 1945

Les mots ont toujours été sujets à une évolution de leur sens. Il n’est pas surprenant que le sens du terme terrorisme se soit également modifié. Il n’est toutefois pas acceptable qu’il contredise chacune de ses caractéristiques originaires, qui sont celles de l’aspect *institutionnel* et *indiscriminé* de la violence. Cette violence peut être exercée contre les personnes ou contre les choses, peut être physique ou psychologique, mais pour qu’on puisse parler de terrorisme, il faut au moins qu’une de ces deux caractéristiques demeure. Par exemple, on a justement parlé de terrorisme pour indiquer les actions menées par des escadrons de la mort de l’Etat espagnol contre des militants d’ETA. Ces actions étaient dirigées contre un objectif précis, mais il s’agissait de toute façon d’une forme de violence institutionnelle contre une menace considérée comme révolutionnaire. De même, le terrorisme peut ne pas toujours être mené par des institutions. Mais pour qu’on puisse le considérer ainsi, ses manifestations doivent alors frapper de manière indiscriminée. Une bombe dans une gare ou dans un supermarché en service, ou sur une plage surpeuplée peut à juste titre être définie comme terroriste. Même lorsque c’est le fruit du délire d’un «fou» ou lorsque cela est revendiqué par une organisation révolutionnaire, le résultat d’une telle action est de semer la panique dans la population.

Lorsqu’en revanche la violence n’est ni institutionnelle ni indiscriminée, c’est un non-sens de parler de terrorisme. Un individu en proie à une crise de folie et qui extermine sa famille n’est pas un terroriste. Pas plus qu’un révolutionnaire ou une organisation subversive qui choisit avec soin les objectifs de ses actions. Bien sûr que c’est de la violence, de la violence révolutionnaire, mais pas du terrorisme. Elle ne vise ni à défendre l’Etat ni à semer la terreur dans la population. Si, lors de telles attaques, les médias parlent de «psychose collective» ou «de nations toutes entières qui tremblent», ce n’est qu’en référence au vieux mensonge qui veut identifier un pays entier avec ses représentants, pour mieux justifier la poursuite des intérêts privés de quelques uns au nom et aux dépends des intérêts sociaux de tous les autres. Si quelqu’un devait commencer à tuer les politiciens, les industriels et les magistrats, cela ne sèmerait la terreur que parmi les politiciens, les industriels et les magistrats. Personne d’autre ne serait matériellement touché. Mais si quelqu’un posait une bombe dans un train, n’importe qui pourrait en être victime, sans exclusive : le politicien comme l’ennemi de la politique, l’industriel comme l’ouvrier, le magistrat comme le repris de justice. Dans le premier cas, nous sommes face à un exemple de violence révolutionnaire, dans le second il s’agit en revanche de terrorisme. Et malgré toutes les objections, critiques et perplexité que puissent soulever la première forme de violence, on ne peut certainement pas la comparer à la seconde.

Ceci dit, revenons au problème initial. Entre le roi qui a fait massacrer la foule et l’anarchiste qui a tiré sur le roi, qui est le terroriste ?

Maré Almani

Traduit de *Diavolo in corpo,*
n°3 (Turin), novembre 2000

Emile Henry et la propagande par le fait

«Terreur noire », « période des attentats », « terrorisme anarchiste ». Ce sont les années 1890, de 1891 à 1894 plus précisément, qui sont ainsi désignées. C'est cet enchaînement, du jeu de bombes de Ravachol s'attaquant aux juges et procureurs au tranchant de Caserio tuant un Président. Et entre temps, l'explosion du café où bossait le garçon qui balança Ravachol, Vaillant et sa bombe à clouer les députés, le retournement du commissariat de la rue des Bons Enfants (y en avait jusqu'au plafond) à défaut des bureaux des mines Carmaux, le plantage d'un ministre de Serbie par Léauthier ou Emile Henry frappant dans le tas d'un café. D'autres manifestations de la propagande par le fait s'exprimèrent avant ou après ce moment bien connu. Mais ces années-là furent particulièrement spectaculaires et mises en scènes, souvent réduites aux actions explosives. Chez les anarchistes orthodoxes, comme dans les livres d'histoire, on est bien obligé de se rappeler ce douloureux passé, qui permet tout de même quelques bonnes blagues et chansons osées. C'est aussi une sacrée épine dans le pied, dont on voudrait bien se débarrasser ou oublier et faire oublier. Toujours sur la défensive, certains préfèrent alors encore répéter que ces années furent un fiasco total, sinon une parenthèse – rien à voir avec ce qu'est réellement l'anarchie – ou encore un mal nécessaire qui fit évoluer le mouvement vers des méthodes plus constructives, moins explosives.

Le dernier livre sur le sujet, une biographie, qui vient de paraître aux Editions Libertaires – *Emile Henry, de la propagande par le fait au terrorisme anarchiste*[1] – se place toujours dans cette lignée, ne se démarquant guère de l'analyse officielle. Même si, pour une fois, l'auteur souhaite ne pas nier la volonté politique de l'individu. Mais il en fait un être à part – bourgeois et marginal – et dont l'acte marquerait un tournant : la mort de la propagande par le fait, devenu « terrorisme », et l'évolution de l'anarchisme vers d'autres formes d'action plus saines, comme le syndicalisme. La publication même du livre, au vu du 4e de couverture, prend des allures d'avertissement : « *Une histoire qui, par les temps de désespérance sociale qui courent aujourd'hui, est susceptible, hélas, de redevenir d'actualité* ». Tandis que certains préviennent, s'inquiètent, d'autres ont déjà pris la mesure de ces avertissements, fichant ou enfermant les anarchistes d'aujourd'hui sur quelques « intentions », une tentative avortée d'incendier un véhicule de police ou une dénommée « association de malfaiteurs ». Où l'on retrouve l'expression et les dispositions judiciaires prises en 1893 pour enrayer et stopper ces attaques dirigées contre la bourgeoisie, à coup de schlass, de bombes, de vols. Autres temps, autres pratiques, autres mœurs...

Il y a malgré tout beaucoup d'éléments dans ce livre. Une recherche méticuleuse. A tel point que l'on peut prendre une toute autre position en réutilisant de nombreux passages. Car ce sont surtout beaucoup de présupposés et une interprétation qui posent problème, bien pensants et qui ne s'écartent pas des sentiers battus. Ne serait-ce que par l'utilisation abusive de certains termes, ceux du pouvoir, comme l'usage fait des archives, principalement celles de la police. Evidemment, il est souvent difficile de disposer, pour ce sujet, d'autres sources aussi riches. Mais on peut donc proposer une autre interprétation en agençant et en soulignant des éléments différents... La propagande par le fait ne se limitait pas aux marmites à renversement, et c'est en tant qu'ensemble de pratiques qu'elle paraît le plus pertinent. D'autre part, elle prend tout son sens dans un contexte et un moment historique que l'on a tendance à négliger, obnubilé que l'on est par l'acte, qui perd alors beaucoup de son sens. Les années 1890 sont le moment d'une renaissance d'un mouvement ouvrier durement touché par les massacres, les condamnations et les exils de la Commune. C'est donc un renouveau des conflits et des luttes. Une époque, une ambiance bien plus intéressantes que ne laissent généralement paraître les biographies redondantes, les reprises des discours qui sapent les positions de classe et la mise en avant d'une sacro-sainte opinion publique, réinterprétable à merci.

Emile Henry, un passé bourgeois, une famille de révoltés

> *« Les éducateurs de la génération actuelle oublient trop fréquemment une chose, c'est que la vie, avec ses luttes et ses déboires, avec ses injustices et ses iniquités, se charge bien, l'indiscrète, de dessiller les yeux des ignorants et de les ouvrir à la réalité. »*
>
> (Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Walter Badier s'étonne qu'aucune biographie n'ait jamais été écrite sur Emile Henry. C'est chose faite avec son ouvrage. Pour en faire le portrait, il se distingue en se situant au delà des accusations romanesques courantes – folie, désespoir amoureux ou mysticisme. Il ne nie pas la dimension politique du personnage. Mais une chose le chagrine malgré tout : « *ses qualités intellectuelles lui auraient probablement permis de servir autrement la cause anarchiste* ». Il ne peut s'empêcher de dresser une image non moins habituelle et réductrice : bourgeois, marginal, terroriste... La même ritournelle, les mêmes portraits castrateurs entendus maintes fois dans les cours de justice ou bureaux de police. Badier feint également l'étonnement, constamment rejoué, face à tout geste de révolte. « *Un rédacteur du* Journal des Débats *indiqua le 14 février 1894 à ses lecteurs qu'il ne connaissait pas de causes "aussi étranges et mystérieuses que celles qui déterminèrent, dans l'âme du jeune Henry, l'éclosion de ses sentiments anarchistes".* » « *Comment ce jeune bourgeois est-il devenu anarchiste ?* » s'interroge l'avocat général et Badier en cœur avec lui. Comme si le monde tel qu'il est et tel qu'il nous entoure ne donne pas à lui seul toutes les raisons pour se révolter. Quel besoin de chercher dans les histoires personnelles, dans l'environnement familial, les ruptures, les déviations, les faux pas ?

Et s'il faut vraiment fouiner dans son enfance et sa famille, la surprise disparaît d'elle-même. « *Il y a chez ces hommes un sentiment de révolte extraordinaire ; ils viennent des anciens Camisards, le père était dans la Commune. Ils seront plus anarchistes que l'anarchie ou plus royalistes que le roi sous la monarchie. Toujours dans l'opposition et dans la révolte.* »[2] Emile Henry est né en Espagne en 1872, où son père, quarante-huitard puis communard condamné à mort, s'était exilé. Ce dernier, ouvrier sculpteur sous le Second Empire, fait des affaires plus ou moins bonnes dans l'exploitation de mines d'or, d'argent et de charbon en Espagne et en meurt, empoisonné aux vapeurs de mercure, en 1882, soit deux ans après l'amnistie et son retour en France. Sa mère se débrouille tant bien que mal avec ses enfants. Elle récupère une maison de famille et y installe un débit de boisson, fréquenté par des ouvriers terrassiers. Emile continue d'aller gratuitement à l'école en qualité de « pupille de la ville de Paris ». Puis, avec des bourses et diverses aides du reste de la famille, il passe son bac et est promis à l'école polytechnique pour devenir un ingénieur brillant et reconnu.

Dès lors, rien à voir avec la vie de trimard d'Auguste Vaillant ou celle de cambrioleur de Ravachol, tous deux le plus souvent sans le sou. Mais Emile Henry n'était pas ignorant des conditions faites aux prolétaires et il fuit une belle destinée de bourgeois toute tracée. En 1889, il refuse de se présenter au concours d'entrée à Polytechnique, en particulier pour des raisons antimilitaristes. Il choisit de se lancer à travailler avec un de ses cousins. « *Pour ce jeune homme, « absolument neuf dans la vie «, qui a toujours vécu dans des environnements protégés et favorables à son épanouissement, la découverte de la réalité sociale va entraîner un profond sentiment de révolte. Allant de déception sentimentale en désillusions sur la société, le jeune Emile va progressivement se placer en marge de la vie sociale "traditionnelle".* » Certains ont la mémoire, la souffrance, la rage moins courte que d'autres : les crimes de la Commune, l'exil ou la mort, l'exploitation et l'intoxication faisaient déjà partie de sa courte vie...

> *« Toi qui me connais, tu pourras leur dire que les criminels sont ceux qui rendent la vie impossible à tout homme de cœur, qui soutiennent un état social où chacun souffre ; tu leur diras que ce ne sont pas ceux qui refusant dans cette société, un rôle que leur dignité refuse, se rangent du côté du peuple, se font peuple comme lui, et se donnent entièrement pour son émancipation. »*
>
> (Lettre d'Emile Henry adressée à sa mère de la Conciergerie, 19 février 1894)

Le plus difficile à comprendre pour ces gens-là reste pourquoi, promis à une si glorieuse et si tranquille carrière, finalement embauché à un poste stable, il choisit la misère et la galère – « *la marginalité* » – en quittant son emploi et en refusant de faire son service militaire – « *un acte civique par excellence* ». Ajoutons à cela un part de psychologie de bas étage – « *insertion difficile dans la société* », « *être hyper-sensible et idéaliste* », « *perte quasi totale de repères* », « *situation d'anomie* », et le tour est joué. « *C'est dans ces dispositions psychologiques très particulières, constituant naturellement un terrain favorable à un engagement vers un mouvement radical, qu'Emile Henry rejoignit les libertaires* ». Marginalisation, désespoir social, et l'on redécouvre les rengaines habituelles pour expliquer, raisonner, encadrer une vie que l'on veut présenter comme « à part ». Alors qu'elle ressemble à celle de beaucoup d'autres.

Badier place Emile Henry hors du monde, hors du commun, comme s'il ne partageait rien avec d'autres, si ce n'est d'autres anarchistes. Il utilise également ce procédé à une échelle plus vaste, pour l'ensemble du mouvement anarchiste dans les années 1880-1890 : « *isolement (...) depuis sa mise à l'écart de l'Internationale en 1872* », « *isolé, coupé du reste de la société* », « *à la recherche de moyens d'actions efficaces et plus encore d'une véritable identité* ». Façon d'expliquer encore une fois le passage à l'action plus violente : « *Une fois abandonné l'espoir de regrouper sous la même bannière, celle de l'Internationale, l'ensemble de la classe ouvrière, les anarchistes se vouèrent à une action insurrectionnelle et illégale au détriment de la lutte ouvrière et revendicatrice.* » Une vision fort contestable puisqu'à aucune autre époque les anarchistes ne furent autant impliqués et imbriqués dans un milieu ouvrier combatif, dont ils étaient bien souvent issus et qui gagnait alors en force. Certains menaient de front et de concert l'action insurrectionnelle et illégale et la lutte ouvrière, où la plupart forgeaient leurs premières armes. Cela tandis que les socialistes – qui étaient l'autre frange du mouvement révolutionnaire de l'époque – s'orientaient progressivement vers le parlementarisme. Bref, isoler, circonscrire, un individu ou un « mouvement », c'est toujours le meilleur moyen de minimiser les luttes et les révoltes d'un époque.

Emile Henry, selon Badier : un bourgeois donc, un marginal aussi, un terroriste enfin. Dernière figure qui aujourd'hui encore plus qu'hier différencie, isole et effraie. Terme que l'auteur utilise à tire-larigot, dans son titre même, sans chercher seulement à s'interroger sur le sens passé ou actuel de ce mot, et ce que son usage sous-tend. Maintenant, « *le mot "terrorisme", déconnecté de son sens originel et employé exclusivement avec une intention de dénigrement actif de la violence politique de l'autre, est devenu par excellence l'instrument de l'amalgame policier* »[3]. Son emploi immodéré dans le livre est donc particulièrement agaçant. Même si du temps d'Emile Henry et de ses comparses, un terroriste reste celui qui utilise la terreur comme moyen d'arriver à ses fins. Mais c'est évidemment la bourgeoisie qu'il s'agit de terroriser. Nuance d'importance que la bourgeoisie, son gouvernement et sa presse vont chercher à masquer et faire oublier. Pour forger l'image de l'anarchiste, ou du terroriste, écorché vif, impulsif, névrosé, prêt à tout détruire et donc à s'attaquer à tout et à tous sans distinction aucune.

Frapper dans le tas… des bourgeois

> *« J'ai voulu montrer à la bourgeoisie que désormais il n'y aurait plus pour elle de joies complètes, que ses triomphes insolents seraient troublés, que son veau d'or tremblerait violemment sur son piédestal, jusqu'à la secousse définitive qui le jetterait bas dans la fange et dans le sang. (...) Et les victimes innocentes? (...) La maison où se trouvait les bureaux de la Compagnie de Carmaux n'était habitée que par des bourgeois. Il n'y aurait donc pas de victimes innocentes. La bourgeoisie, tout entière, vit de l'exploitation des malheureux, elle doit toute entière expier ses crimes. (...) Les bons bourgeois qui, sans être revêtus d'aucune fonction, touchent cependant les coupons de leurs obligations, qui vivent oisifs des bénéfices produits par le travail des ouvriers, ceux-là aussi doivent avoir leur part de représailles. »*
>
> (Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Si le geste d'Emile Henry marque bien un tournant dans l'élan propagandiste de ces années, la raison n'est pas à chercher dans son passé, son caractère ou dans un acte devenu « terroriste ». Par sa cible et ses propos, il ouvre une brèche dans laquelle vont s'engouffrer ses ennemis, brèche dans laquelle Badier s'engouffre également. « *Emile Henry ne prit pas pour cible tel ou tel personnage symbolique des institutions ou détenteur de l'autorité, mais le peuple dans sa globalité.* » Bien avant d'avoir attrapé Henry, il fallait faire trembler dans les chaumières en agitant le spectre des anarchistes. « *Les gouvernements traitent les peuples comme certains parents traitent leurs enfants, ils leur inspirent la peur de quelque monstre imaginaire pour les faire rester tranquilles.* »[4] Avec lui, on en remet une couche : c'est un bourgeois, un intellectuel et il s'attaque à n'importe qui. Il voulait « *frapper dans le tas* », qu'importent les « *victimes innocentes* ». Badier va plus loin, Emile Henry aurait dénié « *l'existence d'un antagonisme social* » pour s'attaquer « *à l'ensemble de la société sans la moindre distinction* ». Un antagonisme social bien vite oublié dans le restant du livre. Et à relire les déclarations d'Henry à son procès, il s'agissait pourtant bien de frapper dans un tas de bourgeois.


LA DYNAMITE A PARIS : L'Explosion de la rue des Bons-Enfants

« *Vous avez le mépris de la vie humaine. Non, de la vie des bourgeois* » répondra-t-il à ses juges. La distinction peut paraître légère et facile, maintenant que la distinction de classe se veut toujours plus embrouillée. Elle l'était moins à une époque où la guerre sociale battait son plein, plus clairement énoncée, aux antagonismes plus marqués et plus physiques. Non pas pour dire qu'aujourd'hui, exploitation et domination ne tuent plus, mais de façon plus voilée et à peine masquée. A la fin du XIXe siècle, l'armée pouvait tirer dans une foule de gréviste et faire presque une vingtaine de morts. Ailleurs, d'autres grévistes balançaient un ingénieur par la fenêtre et le tuaient. Badier le rappelle tout en soulignant un « *profond malaise social et politique de l'époque* » ou « *le difficile apprentissage de la démocratie, le problème de crédibilité dont souffrait alors la République, ainsi que le désespoir et la résignation d'une partie de la population* »...

La bourgeoisie à laquelle Henry s'attaque, avec ou sans fonction, avec ou sans uniforme, est responsable des épisodes sanglants de la Commune ou des répressions meurtrières des dernières grèves, comme à Fourmies. Elle vit dans l'opulence tandis que nombreux sont ceux qui meurent à la tâche et dans la misère. Enfin, elle s'est attaqué aux anarchistes, tous les anarchistes sans distinction, en enfermant, isolant, exilant. Le simple fait de crier « *Vive l'anarchie* » un peu éméché au sortir d'un bar devient désormais un acte lourd de conséquence alors que quelques mois auparavant, le ministère de l'Intérieur peinait à enfermer Fortuné Henry, le frère d'Emile, en tournée de conférence pour défendre Ravachol, « *les explosions, le droit au vol, le droit à l'assassinat* ». La liste des anarchistes surveillés par la police s'étoffe, comme pour pallier l'impuissance à prévenir tous les actes individuels. Le 1er janvier 1894, après la bombe de Vaillant, avant celle d'Henry, la police procède à 552 perquisitions dans toute la France. S'ensuivent 117 arrestations... Rebelote en février puis en juillet. Le parlement vote également très rapidement les fameuses « lois scélérates ». Pour Emile Henry, la question de cibles plus symboliques ne se pose même plus, c'est donc la bourgeoisie dans son intégralité à laquelle il faut s'attaquer.

Malgré ce qu'il pût bien raconter, la version qui perdure est celle d'une attaque peu ciblée, s'attaquant même à la masse veule des électeurs. La cible pouvait se prêter à de tels considérations : un café musical bondé de bourgeois n'est pas l'Assemblée, les domiciles bourgeois, un commissariat. Lui-même s'aventura à des propos hasardeux vis-à-vis des employés, qui méritaient, au même titre que les bons bourgeois, leur part de représailles : « *tous ceux qui sont satisfaits de l'ordre actuel, qui applaudissent aux actes du gouvernement et se font ses complices, ces employés à 300 et à 500 F par mois qui haïssent le peuple encore plus que les gros bourgeois, cette masse bête et prétentieuse qui se range toujours du côté du plus fort, clientèle ordinaire du Terminus et autres grands cafés* ». Et il complète : « *Voilà pourquoi j'ai frappé dans le tas sans choisir mes victimes* ». Il ne faisait qu'ajouter à sa haine de classe celle d'une masse inerte, avec qui tout serait possible si elle se prenait à refuser les exactions des bourgeois. Haine également de ceux qui étaient prêts à balancer leurs frères de misère pour rien, quelques reconnaissances du maître, une courbette d'esclave. Tel ce serveur qui dénonça Ravachol ou l'employé qui aida à arrêter Henry.

Les dessous de l'opinion publique

> « *Même, parmi les ouvriers, pour lesquels j'ai lutté, beaucoup, égarés par vos journaux, me croient leur ennemi. Mais cela m'importe peu. Je ne me soucie du jugement de personne.* »
> (Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Pour appuyer la version fanatique d'un jeune terroriste frappant des victimes innocentes, Badier s'intéresse à la réception de son acte. « *Au-delà même de ses actes terroristes, Emile Henry, en apparaissant aux yeux de l'opinion publique comme un véritable fanatique, là où ses prédécesseurs avaient essentiellement été perçus comme des désespérés, voire comme des "victimes du système social" modifia la perception par le grand public des crimes anarchistes* ». Il n'est peut-être pas nécessaire d'aller jusqu'à prétendre le contraire : il y eût assurément des sceptiques, des furieux, des apeurés, des va-t-en-guerre, des prêts à croire les journaux. Mais ses sources sont un peu limitées : même chez les sociologues officiels, on trouve un scepticisme quant à la capacité de la presse à refléter l'opinion des braves gens, c'est dire ! Les anarchistes tenaient déjà cette critique, connaissant la presse comme au service du pouvoir : « *Les bourgeois eux-mêmes s'aperçoivent sans doute que l'argent jeté à pleines mains par les gouvernements pour surveiller, provoquer et réduire les anarchistes, ne suffit pas à enrayer le mouvement car ils renforcent l'action officielle en tâchant d'influencer constamment l'opinion publique par la parole et par les écrits. Ainsi que je l'ai dit déjà, la Presse est l'instrument de cette contre-propagande, la calomnie en est le moyen.* »[5]

D'autres témoignages apportent des éléments divergents. Un mastroquet de Belleville a par exemple raconté l'intérêt pour les anarchistes qu'il a remarqué chez ceux qui fréquent son bistrot. Henry ne suscita pas la sympathie indéniable que s'attira Vaillant. « *Pourquoi s'en prendre à des individus paisiblement assis*

en un lieu public ? » Mais on s'y attacha également. « *La société bourgeoise ne rejetterait plus, avec quel dédain ! la violence barbare de la guerre entreprise contre elle sur l'exacerbation d'une poignée d'ouvriers insuffisamment dégrossis. (...) Quand il comparut en cour d'assises, on commenta son interrogatoire, on pesa, on répéta le moindre de ses mots, avec l'évidente satisfaction de le voir dominer tout et tous.* »[6] Difficile de résister au plaisir de mentionner quelques réactions piochées ici et là aux explosions éclatantes de ces années-là. Loin des analyses bien plus coincées que l'on connaîtra par la suite : « *dernière poussée de fièvre d'une maladie infantile* » pour Jean Maitron ou « *déviation épisodique et stérilisante de l'anarchisme* » pour Daniel Guérin... Dans le bistrot cité ci-dessus, on réagit à l'acte de Vaillant en regrettant qu'il n'y ait pas plus de blessés dans « l'Aquarium » (l'Assemblée). Un flic rapporte ces propos entendus lors de l'explosion sur le boulevard Magenta : « *Ah ! Disait l'un en parlant des victimes, encore quelques vaches de moins. On en a marre des flics et des cognes. Le rêve, mon vieux, ce serait qu'ils y passent tous jusqu'au dernier. Tu parles alors d'une nouba.* »[7] Fortuné Henry, échaudé par l'arrestation de Ravachol, parcourait le pays, prononçant des discours devant jusqu'à 600 personnes : « *Il n'a parlé que de faire sauter, supprimer ou tuer patrons, bourgeois, capitalistes, commissaires, etc. "Il faut ouvrir le ventre à 4 ou 5 patrons, dit-il, et les autres rendront leurs comptes..... Nous les jetterons par la fenêtre comme Watrin.... Nous les dynamiterons.... Il ne faut pas pérorer mais agir, etc..."* »[8] Campagne qui fit « *beaucoup de mal* », selon les propos même du ministère de l'Intérieur à la Justice[9]. Certains profitèrent de l'occasion pour effrayer leur propriétaire ou leur concierge, en rédigeant des lettres de menace, dont plusieurs milliers sont réunies dans des cartons de la préfecture de police. « *Et l'on vit un propriétaire donner congé au commissaire de police qui avait arrêté Ravachol et se trouvait, de ce fait, menacé de représailles anarchistes ou encore un magistrat de Saint-Etienne s'enfuir pour ne pas juger les complices de Ravachol. Cas isolés certes, mais qui donnent une idée de la crise...* »[10] Il devenait donc urgent de mettre fin à ces petites sauteries meurtrières. Tous les moyens habituels furent donc mis en branle.

Et l'acte d'Henry, qui venait quelques semaines après le succès populaire rencontré par celui de Vaillant, et l'indignation suscitée par son exécution, devait servir un autre dessein. La grande presse joua sur différents tableaux qui ne lui furent guère favorable : son « *passé bourgeois* » et ses « *victimes innocentes* ». Quand à ce que ressentit « *l'opinion publique* », inutile de batailler plus avant avec Badier. Selon lui, ces deux attentats « *suscitèrent l'incompréhension et surtout la colère de l'opinion publique. Plus encore le peuple français, au premier rang duquel se trouvaient ses dirigeants, entendait désormais lutter plus vigoureusement contre l'anarchisme* ». Pour lui, l'opinion publique se lit évidemment dans la grande presse et le « peuple français » suit aveuglément ses dirigeants... Quoi qu'il en soit, l'exécution d'Henry fut assurément une erreur tactique. Même Maurice Barrès le signale, affligé, comme Clémenceau, par le spectacle de l'exécution. « *Quand la voiture, qui m'éloignait de ces scènes honteuses, fut rejointe par le fourgon du cadavre, fuyant ventre à terre vers Ivry, je vis la foule saluer celui qu'elle eût voulu écharper sur le trottoir du Terminus. La matinée du 21 a servi la révolte et desservi la société. La lutte contre des idées se mène par des moyens psychiques, non avec les accessoires de M. Deibler.* »[11] Quelques temps auparavant, le restaurant Foyot sautait. L'auteur est resté inconnu. Puis, Pauwels mourra avec la bombe qu'il destinait à l'église de la Madeleine, « *temple d'une bourgeoisie huppée* ». Cible que l'on considérera donc comme mieux choisie, s'il ne s'était fait sauter avec sa création... Enfin, Caserio poignardera Carnot. Il faudra bien un Procès des Trente, tenu en juillet de cette bruyante année, et sa grossière entourloupe pour calmer le jeu...

Chez les « vrais « anarchistes...

> « *Je n'ignore pas non plus qu'il existe des individus se disant anarchistes qui s'empressent de réprouver toute solidarité avec les propagandistes par le fait. Ils essayent d'établir une distinction subtile entre les théoriciens et les terroristes. Trop lâches pour risquer leur vie, ils renient ceux qui agissent. Mais l'influence qu'ils prétendent avoir sur le mouvement révolutionnaire est nulle.* »
>
> (Déclaration d'Emile Henry à son procès)

Emile Henry savait depuis plusieurs années qu'il encourait par ces actes la critique de nombreux compagnons. Il avait vécu les dissensions qui étaient nées avec la célébrité de Ravachol. Avec son frère, ils l'avaient soutenu par des conférences. Ils avaient fait craindre à la police qu'ils interviendraient à Montbrison le jour de son exécution. Et ils furent arrêtés à cette occasion. Dans la presse anarchiste également, Emile s'était opposé aux jugements moraux des anarchistes : « *Faudra-t-il que les Ravachols futurs, avant d'engager leur tête dans la lutte soumettent leurs projets à l'acceptation des Malatestas érigés en Grand Tribunal, qui jugeront de l'opportunité ou de l'inopportunité des actes ? (...) Lorsqu'un homme, dans la société actuelle, devient un révolté conscient de son acte, – et tel était Ravachol – c'est qu'il s'est fait dans son cerveau un travail de déduction embrassant*

toute sa vie, analysant les causes de ses souffrances, et lui seul est juge s'il a raison ou tort d'avoir de la haine, et d'être sauvage, "voire même féroce". (...) Chacun de nous a une physionomie et des aptitudes spéciales qui le différencient de ses compagnons de lutte. (...) nous ne leur reconnaissons pas le droit de dire : "Notre propagande seule est la bonne ; hors de la notre, pas de salut." C'est un vieux reste d'autoritarisme que nous ne voulons supporter, et nous aurions vite fait de séparer notre cause de celle des pontifes ou aspirants tels. »[12]



« *La Feuille* » 3 du 27 novembre 1897. Dessin de Steinlen. L'accusation « d'association de malfaiteurs » souvent retenue hier contre les anarchistes pour les emprisonner, pourrait peut-être bien s'appliquer à certains de ces officiers qui, protégés par la raison d'Etat...

Et comme il pouvait s'y attendre, son acte suscita bien des critiques. Badier s'appuie sur celles d'Elisée Reclus – « *Tous les attentats dans le genre de celui du Terminus, les vrais compagnons les considèrent comme des crimes* » – ou d'Octave Mirbeau – « *Un ennemi mortel de l'anarchie n'aurait pas mieux agi que cet Emile Henry* » – pour illustrer les réactions négatives des anarchistes eux-mêmes. Là encore, ses sources sont un peu limitées. Si Mirbeau tint de tels propos, son article en rendit furieux plus d'un dans les milieux anarchistes. D'autres littérateurs fréquentant *la Revue blanche* font en effet circuler la « *déclaration farouche* » d'Emile Henry, qu'ils sont « *loin de considérer comme un être purement malfaisant* »[13]. Certains se réjouirent ou simplement soutinrent ce compagnon et son geste. Et il faut au moins reconnaître cette volonté générale de ne pas écraser de ses critiques ou de ses condamnations un compagnon entre les mains de la justice.

Même chez certains socialistes, on trouve des réactions plutôt étonnantes. « *Songeons-nous que, s'il n'y avait pas de misérables mourant de faim, il n'y aurait pas non plus d'anarchistes ? Car ceux-ci ne sont que des désespérés forts et résolus, les autres sont des désespérés faibles et soumis ; tous, au même titre, sont les produits et les victimes de notre état politique, économique et social.* » Ils marquent tout de même leurs distances avec les anarchistes et en profitent évidemment pour vendre leur soupe : « *N'est-il donc aucun moyen de garantir notre société contre les attentats criminels des anarchistes ? Il en est un, des plus simples. Donnez aux classes ouvrières l'espérance, les attentats cesseront aussitôt. Rendez aux masses la croyance que le gouvernement et les chambres travaillent vraiment à leur prospérité, rendez leur l'espérance qu'il en naîtra pour elles un meilleur avenir. (...) il n'y aura plus d'anarchistes.* » Chacun profite de l'événement pour affirmer encore son opposition, mais en proposant des modes d'action différents.

Comme concept, la propagande par le fait engendra des ruptures profondes dans les milieux anarchistes. Non pas tant autour de la question des moyens, mais bien plutôt sur ce que devait désormais signifier « l'anarchie » et qui serait digne de la représenter. La séparation que soulignait déjà Emile Henry entre les théoriciens et ceux qui agissent s'illustra de façon éclatante lors du Procès des Trente qui eût lieu en juillet 1894. Trente accusés d'horizons différents regroupés dans une même « association de malfaiteurs », des théoriciens comme Jean Grave, des artistes comme Félix Fénéon, des cambrioleurs comme Ortiz. Les ¾ des accusés furent acquittés, les autres, cambrioleurs et bandits furent condamnés. Et comble de l'ironie, ce Procès fut présenté comme une grande victoire. Justice avait été rendue ? On aimerait bien savoir ce qu'en pensa Ortiz.

« *Ce verdict de sagesse, s'il contribua à l'apaisement, ne fut cependant pas la cause déterminante de la fin des attentats. Cette cause fut la condamnation, par les anarchistes eux-mêmes, de la "dynamite individuelle", condamnation prononcée avant même qu'aient explosé les premières bombes de Ravachol* »[14]. En réalité, ceux-là même qui tenaient les rênes du discours, les théoriciens, Grave, Kropotkine, Reclus pour ne citer qu'eux, revenaient sur les propos qu'ils avaient pu tenir dix ans plus tôt en faveur de l'illégalité et de l'usage de procédés chimiques dans la lutte sociale, pour donner à l'anarchie de nouvelles lettres de noblesse. De la propagande par le fait, ils n'entendaient désormais garder que l'aspect le plus fade, cette propagande, par l'écrit principalement, qui devait éveiller tous ceux qui manquaient de la bonne conscience pour s'attaquer en masse à l'ennemi. Des faits, il ne leur restait rien. C'est pourtant ces faits eux-mêmes qui rendirent populaires des idées anarchistes... « *Les attentats anarchistes ont fait beaucoup plus pour la propagande que les vingt ans de brochures de Reclus ou de Kropotkine. [Félix Fénéon] montre la logique des divers attentats qui attaquent avec Gallo la Bourse, avec Ravachol la magistrature et l'armée (caserne Lobeau), avec Vaillant les députés, avec Henry les électeurs, peut-être plus coupables que les élus, puisque ceux-ci sont forcés par eux de faire ce métier de députés, qui lui semble le plus anarchiste.* »[15]

Ce qui se joue à ce moment-là, qui va au-delà de la personnalité d'Henry ou de son acte, c'est l'accentuation d'un flou autour de la guerre de classe que mènent les anarchistes, un flou très bien orchestré, comme toujours par ceux qui savent clairement de quel bord ils se trouvent. C'est aussi la rupture assumée entre ceux qui prônent un anarchisme mouvement, raisonnable, bien circonscrit et qui se donnent pour mission d'expliquer, décrire ce nouveau -isme et de

conscientiser les masses d'avec ceux qui se lancent dans l'action, ne se résignent pas aux bornes de la légalité, refusent comme bien d'autres leur condition.

Quant à la propagande par le fait

> *« Et, comme – invinciblement – la sympathie des foules s'en va aux ennemis des sociétés qui les tiennent courbées sous le joug insupportable de la Richesse, les travailleurs, en désarroi de leur détresse, se sentaient attirés vers les anarchistes, dans l'indifférence complète des doctrines et des théories, créant, en une communion d'amertume, de misère, de sombre désespérance, un anarchisme aussi terrible pour les classes dirigeantes que la propagande par le fait des militants : l'anarchisme de sentiment. »*
>
> (Henry Leyret, 1895)

Pour finir, on peut adopter un point de vue critique sur ces actes, mais en refusant de répéter le discours tenu par la presse, la police ou la justice de l'époque. Le côté martyr individuel – qui émeut de façon assez large – ressort trop souvent pour ne pas être un peu dénigré. Tous ne se voyaient pourtant pas comme tel, même si certains jouèrent sur cet aspect, et que beaucoup de littérateurs en firent leur beurre. L'autre aspect plus agaçant, c'est cette idée exprimée de réveiller ou guider les masses par une action exemplaire. La propagande par le fait paraît plus pertinente comme volonté d'une mise en acte au quotidien par tous et chacun de ce à quoi l'on aspire. C'est aussi une réflexion sur des actes de révolte diffus et partagés. Ce qui évite de mettre en exergue une seule pratique – comme la marmite à renversement ou la dynamite – ou de s'engluer dans de simples prises de positions théoriques. La mise en avant de l'explosion masque parfois le projet collectif de société.

Car la propagande par le fait n'était pas seulement ces quelques bombes des années 1890, rendues spectaculaires et exceptionnelles par la presse. « *Il importe de ne pas se laisser assourdir par les explosions : elles n'en constituent qu'un aspect, le moindre au regard de tous ces actes de révolte, individuels ou collectifs, allant de l'estampage à la bombe, du watrinage [...] à la reprise individuelle.* »[16] La propagande par le fait, c'était tout une palette d'actes qui allait du tract au cambriolage, de violents discours aux incendies en passant par la fausse monnaie. Ce fut simplement pour certains la volonté de vivre comme ils l'entendaient, en se confrontant aux tenants de l'ordre établi. Elle ne fut donc pas limitée à quelques bombes, et encore moins à quelques bombes parisiennes. Dans les Ardennes, les années 1880 furent ainsi marquées par des actes variés : 1884, un incendie se déclare chez un propriétaire ; 1887, de la dynamite est lancée à travers la fenêtre d'un industriel ; 1888, le drapeau noir est porté par des ardoisiers en grève ; sans compter les troubles et bagarres dans les réunions électorales, dans les salles des conscrits, avec la gendarmerie. Et l'année 1891 est particulièrement agitée : grèves, feux de forêts (trois incendies éclatent en même temps la nuit précédent le 1er mai), explosions dans deux gendarmeries et explosifs retrouvés sur le rebord de fenêtre de la maison d'un industriel pour cette seule région. On a donc réduit la propagande par le fait à sa plus simple expression : quelques actes, en quelques lieux seulement et à une période restreinte dans le temps, alors qu'elle fut bien plus que cela.

Elle n'était pas non plus seulement le fait de groupes anarchistes que l'on imagine organisés et coordonnés entre eux. Beaucoup des actes des anarchistes sont simplement inspirés d'actes s'exprimant déjà dans les milieux ouvriers. A l'inverse, certains se proclamèrent anarchistes à la suite de certaines pratiques sans avoir même jamais rencontré, en personne ou par écrit, les tenants d'un parti ou d'une idée. Certains firent ces choix seuls, comme Clément Duval en 1886[17] ou Léon Léauthier en 1894. C'est la rencontre entre une idée, un discours radical et des pratiques déjà existantes qui fait la force de certains moments, et de l'anarchie de ces année-là. C'est la proximité des anarchistes déclarés avec les trimardeurs, les voleurs, les faux-monnayeurs, les faiseuses d'anges, les contrebandiers que le bruit des bombes fait oublier. C'est aussi une condition commune d'exploitation auxquels beaucoup cherchent à échapper. Association de travailleurs ou de malfaiteurs. Un certain nombre de prolétaires se reconnaissent donc dans ces différentes démarches tant pour échapper à leur condition que pour continuer à s'organiser et à lutter contre les affameurs. Ce qui fait qu'il n'existait alors aucun « mouvement » mais une multiplicité de gens pouvant se réclamer de l'anarchie. Multiplicité qui sera dupée lors du procès des Trente aboutissant à une division entre les littérateurs et théoriciens d'un côté et les coquins de l'anarchie de l'autre.

Ces ruptures ont été entérinées avec le temps. Les tenants d'un anarchisme orthodoxe, bien pensant et propre sur lui ont survécu. Et il est toujours très épineux de parler de la propagande par le fait et de cette fin de siècle anarchiste. On entend toujours en écho la condamnation de celle-ci, la violence, les morts et blessés. Mieux vaut parler syndicalisme (et l'écho : bien, très bien, constructif, passé glorieux, âge d'or de l'anarchisme...) Cela a au moins l'avantage de n'effrayer plus personne. Pourtant, la propagande par le fait, sous toutes ses facettes, a eu un certain succès, il faut bien le dire. Elle a même été internationale. Et ceux qui s'en défendent ont peut-être perdu en se rétractant.

Rose Caubet

Notes

1. Walter Badier, Emile *Henry, de la propagande par le fait au terrorisme anarchiste*, Les éditions libertaires, 2007. Toutes les citations qui suivent sans indication de provenance sont tirées de cet ouvrage.
2. Témoignage au procès d'Emile Henry d'un parent par alliance, le comte Ogier d'Yvry, cité par Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes*, Paris, Gallimard, 1992, p. 99
3. Léon de Mattis, « Etat et terrorisme », Indymedia Paris, 18 avril 2008
4. Jacques Mesnil, *Le Mouvement anarchiste*, Bruxelles, Bibliothèque des Temps Nouveaux, n° 9, 1897, p. 48
5. Jacques Mesnil, *Le Mouvement anarchiste*, *op. cit.*, p. 55
6. Henry Leyret, *En plein faubourg. Notations d'un mastroquet sur les mœurs ouvrières (1895)*, Les Nuits Rouges, 2000, p. 160-161
7. Ernest Raynaud, cité par André Salmon, *La Terreur noire*, Paris, Union Générale d'Editions, 10/18, 1973, T.I, p. 255
8. Rapport de la préfecture de l'Aisne au Ministre de l'Intérieur, Laon, 8 août 1892, Archives Nationales, F7 15968 dossier de Fortuné Henry
9. Lettre du Ministère de l'Intérieur au Ministère de la Justice, Paris, 10 novembre, AN, F7 15968
10. Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes*, *op. cit.*, p. 13
11. Maurice Barrès, cité par Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes*, *op. cit.*, p. 117. Deibler était le bourreau qui maniait la guillotine. Il exécuta de nombreux anarchistes, de Ravachol aux Bandits Tragiques.
12. Emile Henry, *L'En Dehors*, n° 69, 28 août 1892
13. Jean-Pierre Lecercle, *Littérature, Anarchies*, Paris, Place d'armes, mai 2007, p. 61
14. Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes*, *op. cit.*, p. 14
15. Félix Fénéon en discussion avec Paul Signac, cité par Caroline Granier, *« Nous sommes des briseurs de formules » : Les écrivains anarchistes en France à la fin du dix-neuvième siècle*, Thèse, Paris-VIII, 2003, vol. II
16. J.-P. Lecercle, *Littérature, Anarchies*, *op. cit.*, p. 161
17. Accusé de vol et pillage d'un hôtel bourgeois et de tentative d'assassinat de l'agent qui tenta de l'arrêter, il se réclama de l'idéal anarchiste.

Sur la responsabilité individuelle

Nos gestes, nos actions, nos paroles portent en eux le monde que nous avons à cœur. Un monde différent de celui-ci, un lieu où – usons un peu de rhétorique – la liberté de chacun s'étend à l'infini avec celle des autres. Non pas un paradis terrestre, non pas « l'utopie » d'une vie a priori exempte de violences ou des contradictions humaines, et encore moins une masse d'*égaux*.
La société des individus : c'est celle que nous voulons, c'est pour elle que nous continuons à nous battre.

Et c'est « au nom » de la liberté de chaque homme *singulier*, au-delà de toute *autre* catégorisation, que nous continuons à penser qu'*aujourd'hui* est déjà un morceau de *demain*. Parce que, au-delà des possibilités plus ou moins réelles de voir la situation de cette planète être un jour renversée, la société que nous désirons peut déjà s'entrevoir à présent, dans la réalité de l'affrontement, dans la cohérence entre les moyens que nous utilisons dans la guerre contre l'Etat et les fins de l'émancipation souhaitée.
Certes, dans une société où le pouvoir tire son suc chaque jour de l'aliénation dévorante, où le contrôle (à travers des innovations technologiques et scientifiques permanentes) asphyxie tout aspect du quotidien en niant désormais toute possibilité de « dérobade », il paraît difficile d'échapper au chantage qui oppose la logique de la résignation à celle de la Guerre (civile et militaire). Plus encore, il semble difficile de trouver la manière de déserter, de combattre en « partisans » et pas en soldats, de s'opposer en libres individus aux masses vouées au massacre civil ou à l'esclavage.
C'est difficile, mais ce n'est pas impossible. Au moins nous obstinons-nous à vouloir le croire, parce que de même qu'aucun vaisseau ne peut être construit à partir de planches vermoulues – quand bien même seraient-elles bon marché et faciles à trouver – aucune liberté ne peut naître de l'autorité, de ses *moyens* et de sa logique.
Alors, tout comme nous avons toujours refusé de participer aux Guerres militaires, à présent, et avec encore plus de force, nous devons déserter et nous opposer à la Guerre civile.
Les armées, tous types d'armées, sont la négation de l'individu. Tout soldat (avec ou sans uniforme) est – potentiellement – en soi un terroriste : il l'est à partir du moment où il n'oppose pas soi, mais son propre camp, à un autre. Les « masses », les « races », les « nations », « le Peuple », « la Classe » : voilà les mots par lesquels on nomme le refus de sa propre liberté et de sa propre unicité, voilà les mots avec lesquels l'homme cesse d'être tel et devient un soldat.
Ce n'est pas la « cause » qui sépare des autres et pour laquelle on combat qui porte l'être humain à « devenir » terroriste, soldat, mais son exact opposé : la *communion* réciproque des différents camps en présence en une idéologie unique : celle qui nie toute responsabilité individuelle au nom de la sacralité d'une cause réputée *supérieure*.

L'*homme devenu soldat* ne se reconnaît pas soi-même en tant qu'individu mais comme faisant partie de quelque chose de plus grand (un peuple, une armée, une religion, une classe), et pour laquelle il agit en conséquence. Face à lui, sous ses coups, ses bombes, ses paroles, ce ne sont pas des êtres *singuliers*, chacun avec des responsabilités différentes et particulières, mais des *masses* anonymes, déshumanisées et dévalorisées. En deux mots, ennemies.
Ce n'est donc pas l'acte en soi qui transforme l'homme en « militaire » mais plutôt le mécanisme, l'idéologie. Même l'apparence de justesse ou de bien fondé d'une « cause » – qui à première vue peut nous sembler « sympathique » – peut devenir, en y faisant plus attention, ouvertement réactionnaire. Ceci, parce qu'elle est basée sur la *non reconnaissance* de l'individu, parce qu'elle ne tient pas compte des responsabilités de chacun, parce qu'elle est massificatrice.
La *liberté (ou le bien) du peuple* (ou pire *d'un peuple*) est un concept abstrait, ne signifie absolument rien dans un rapport à la réalité. Disons que c'est un simple artifice rhétorique avec lequel la politique creuse la tombe des nigauds prêts à y croire. La liberté appartient à l'homme, dans sa singularité sans aucune autre acception et exception.
Et tout individu a, justement au nom de cette liberté, sa propre responsabilité, sa propre capacité d'agir, sa propre possibilité de penser. En bien comme en mal. N'importe quel présupposé qui nie ce principe porte en lui un caractère liberticide, prépare la perpétuation d'une société basée sur l'autorité et sur la politique, et peut justifier et absoudre tout massacre.
Les actions conduites en tant que « sujet politique » et contre d'autres « sujets politiques » *au nom* de la Liberté resteront toujours à l'intérieur de la politique, dans la logique de la Guerre.

Un jeune Palestinien par exemple, membre d'une organisation nationaliste, qui fait un massacre de soldats ou de civils demeure dans cette même dimension idéologique : les responsabilités individuelles ne comptent pas parce que les Israéliens, *tous* les Israéliens, sont des *ennemis*. Parce que ce qui est important, au-delà du poids des responsabilités de *chacun* des hommes qu'il a tués, est de frapper l'autorité adverse, est la pression qui s'exerce sur des pouvoirs ennemis. Au nom de la victoire… la fin justifie tout moyen.
En forçant le trait, mais pas tant que cela, le même raisonnement – avec les petites différences d'usage – vaut pour les organisations islamistes face aux « occidentaux », pour « nos » soldats en mission à l'extérieur face aux « *dangereux barbares qui menacent notre civilisation* », pour ETA et consorts face à certains gouvernements. Et pourquoi pas, pour trop de révolutionnaires, face à la bourgeoisie.
Ce ne sont que quelques exemples parmi les plus éclatants, que nous ne citons pas pour éteindre les esprits des enragés de ce monde, mais pour empêcher que les flammes continuent à se développer vers la guerre civile.

Parce que nous avons malheureusement souvent vu dans l'histoire « les feux » brûler l'oxygène aux possibilités de libération.

Disons le de façon claire et nette : il n'a jamais été aussi nécessaire que maintenant d'attaquer. Mais attaquer signifie prendre la responsabilité de ce que l'on fait en tant qu'*individu*. Reconnaître nos responsabilités et les reconnaître chez l'adversaire. Cela signifie que chaque homme doit faire siennes les conséquences de ce qu'il choisit et de ce qu'il fait, sans pour autant se transformer en « sujet politique ».
Nous, en tant qu'individus, nous luttons pour l'affirmation de l'individu et contre des individus : on ne tire pas « sur des uniformes » mais sur des hommes, on ne frappe pas la bourgeoisie mais des hommes, on n'attaque pas des idéologies mais des hommes. Si nous voulons que l'homme soit libre, nous devons reconnaître l'humanité et l'unicité même dans le pire des ennemis.
Les processus totalitaires se sont depuis toujours fondés sur la dés-humanisation de l'adversaire. Or il devrait être évident – rien qu'en ayant en mémoire le passé récent et en regardant le présent tragique – que nous devons tenter le chemin opposé.
Un chemin capable d'abandonner toute idéologie et tout calcul politique est un chemin difficile à parcourir, mais qui peut – si on en a le courage – ouvrir mille possibilités. Certes, il en faut du courage pour se retrouver orphelin d'hypothèses et de perspectives dans un monde toujours plus difficile à comprendre. Il serait plus simple de continuer dans la logique des « catégories », des camps pour le moins dépassés entre sujets, sans comprendre le mécanisme et la dynamique dans leur ensemble.
Le fait est que cette absence, ce vide, ne constitue pas une limite en soi. L'affirmation de la responsabilité individuelle ouvre aux « orphelins » le champ des possibilités d'interventions révolutionnaires. Reconnaître l'individualité et l'humanité de l'oppresseur et de l'exploiteur ne limite ni la critique ni l'action, mais augmente – en tenant présent toute de la complexité des responsabilités et des rôles sociaux – leur potentiel offensif.
Tant que l'individu a une possibilité de choix – si minime soit-elle par rapport à l'existant –, le fait d'accepter une fonction d'oppression particulière à l'intérieur du mécanisme social ne l'exempte pas de ses propres actes, mais le rend plus abject encore dans son humanité et pour son humanité même.
Une évaluation lucide des responsabilités individuelles devient donc une arme. Une arme qui, chargée de la conscience du mécanisme social, peut tirer à coups de critiques et de pratiques sans s'enrayer dans le marécage de l'impuissance et de l'apologie.

Le pouvoir n'a pas besoin d'autres apologistes de la violence : il assume très bien cette fonction tout seul. Les hommes tuent et se révoltent *avec* nous ou malgré nous, la question est uniquement le *pourquoi* ils le font.
Les actes de tuer, de faire du mal à un être humain sont – au moins pour l'auteur – toujours quelque chose de

désagréable ou de moche, précisément parce qu'ils sont bien sûr intrinsèquement autoritaires. Si, sur le chemin de la révolte contre cette société d'abus en tout genre, de tels actes doivent être accomplis (et il me semble évident que les puissants ne lâcheront pas volontairement leurs privilèges), ces actes doivent être au moins corrélés ouvertement et clairement à la *raison*, au rêve, à la *fin*, qui motivent le geste.
Si ces actes, les gestes des enragés, avaient été ou étaient finalement devenus quelque chose qui tend à la liberté, s'ils avaient porté ou voulu porter en eux la *fin,* le *pourquoi*, il est clair que tout le débat sur la « légitimité » de la violence aurait pu s'éteindre. Les intentions des politiciens (de profession ou du mouvement), tout comme le vide des *rien-à-foutre-je-suis-enragé* seraient devenus clairs. En somme, la différence substantielle entre la violence qui tend à la liberté et celle qui tend à l'autorité apparaîtrait clairement.

Dans cette vision « utopique », les débats sur le comment faire, sur l'exemplarité, sur la revendication historique, sur le chemin à prendre pourraient mener à une évaluation sereine des erreurs du passé et des possibilités – grâce aux erreurs précédentes – du futur.
Pourquoi débattre à propos d'Emile Henry au sein du « mouvement » libertaire et anarchiste (comme c'est le cas dans cette revue) ? Pourquoi supporter encore cette fausse diatribe entre ceux qui veulent voir – de manière idéologique – dans un acte du passé « *le sens même d'un acte révolutionnaire* » et ceux qui veulent – de manière politique – le discréditer parce qu'il est embarrassant ?
Soyons clair : les bombes contre « une catégorie » peuvent exprimer la haine contre un monde, une société, des responsabilités sociales. Cela, avec une analyse grossièrement sociologique. Elles ne peuvent pourtant pas exprimer les responsabilités particulières des individus : le banquier parvenu, le domestique, le lèche-cul des patrons, le serveur, l'employé arriviste, le secrétaire « bien installé et qui s'en satisfait » etc. etc. Tous ne peuvent être mis dans le même sac.
Robespierre est mort et il n'est d'aucun intérêt à l'exhumer. La cécité qui « condamne » à mort, qui frappe « dans le tas » en comptant les bourgeois – et en oubliant les esclaves – n'est donc pas intéressante. Elle est surtout odieuse.
On peut comprendre les passions, la haine, les expectatives, la rancœur des nombreux Emile Henry qui ont fait trembler et tourmenté cette société infâme, mais on ne peut pas en faire l'apologie – aujourd'hui moins que jamais.
Les Emile Henry qui ont peuplé et peuplent cette société sont souvent « sympathiques », sensibles, intelligents, de bons auteurs et des personnes courageuses, mais tout cela ne peut nous faire oublier le principe de base selon lequel on doit reconnaître à chacun sa propre responsabilité. Il n'est absolument pas acceptable qu'une seule vie soit sacrifiée au nom de l'action ou de la cause. En l'occurrence, la cause – s'il s'agit de celle pour la liberté – perdrait toute valeur si une échelle de responsabilité n'y était pas reconnue, si elle portait dans l'action le principe militariste, celui qui *frappe dans le tas*.
Et frapper dans le tas, pour être encore plus clair, ne signifie pas seulement tuer ou blesser de nombreuses personnes. Cela veut dire faire des calculs sur le nombre de victimes à subdiviser entre celles touchées pour leur responsabilité réelle et celles touchées par « dommages collatéraux » (si l'on reprend un vocabulaire militaire à la mode). Cela veut dire être oublieux de l'existence des individus au nom de la politique.
On peut définir le fait de « frapper dans le tas » comme le fait de prévoir que ne serait-ce qu'une seule personne exempte de responsabilité spécifique soit volontairement atteinte. Revenons à notre exemple historique : il n'est pas vrai qu'Emile Henry ait frappé dans « le tas des bourgeois », pour la simple raison, qu'étaient bien sûr présentes à l'intérieur du lieu qu'il a fait sauter en l'air un certain nombre de personnes qui n'avaient rien à voir avec les responsabilités que l'anarchiste voulait attaquer. Emile Henry a donc « frappé dans le tas » et basta.
Disant cela, nous ne souhaitons pas dénigrer ici un aspect de l'histoire anarchiste, nous dissocier en idées des tragédies du mouvement. Il ne nous intéresse pas non plus d'être des apologistes de tout ce qui est « anarchiste », de regarder « notre » passé de manière acritique, de lancer une polémique historique et stérile.
La chose importante que ces quelques lignes tentent de mettre en discussion est la relation entre l'histoire et un certain type de construction idéologique que nous percevons comme un danger, au sens révolutionnaire.
Si, comme nous l'avons dit, la Guerre civile est en train de s'étendre à toute la planète avec sa charge de barbarie, il devient alors inévitable pour nous de mettre l'accent sur les caractéristiques d'une telle guerre, sur ses raisons historiques et idéologiques, sur des racines culturelles et politiques profondes qui, partout dans le monde, trouvent leur source dans les folles pratiques des *hommes en guerre*.
Partir du présupposé, malheureusement pas si évident, que tout terrorisme ne peut que pousser dans un sens opposé à l'*affirmation de notre individualité* devient centrale en temps de guerre. Une affirmation de principe donc, dans ce texte sans conclusion. Et, espérons, le début d'un débat aujourd'hui plus que jamais urgent.

□

Le droit à la paresse et à l'expropriation individuelle

Toi qui fais un travail qui te plais, qui a une profession indépendante et à qui le joug du patron ne te touche pas beaucoup ; toi aussi, l'exploité, qui te soumets par résignation ou lâcheté : comment te permets-tu de condamner si sévèrement ceux qui sont passés à l'attaque contre l'ennemi ?Nous n'avons qu'une chose à te dire : «silence !», par honnêteté, par dignité, par fierté. Tu ne ressens pas leur souffrance ? Tais toi ! Tu n'as pas leur audace ? Une fois de plus, tais toi !

Tais toi, car tu ne connais pas les tortures d'un travail et d'une exploitation que l'on hait.

Voilà longtemps que l'on réclame le droit au travail, le droit au pain alors que, franchement, le travail est en train de nous abrutir. Nous ne sommes que des loups en quête de travail – d'un travail durable et fixe –, et sa conquête consume toute notre ardeur. Nous allons en permanence à la chasse au travail. Cette préoccupation, cette obsession, nous opprime, ne nous lâche jamais. Et ce n'est pas que l'on aime le travail. Au contraire, nous le haïssons, nous le maudissons : cela n'empêche pas que nous le supportons et le recherchons partout. Et lorsque nous jurons contre lui, nous le maudissons aussi parce que nous n'en avons plus, parce qu'il est instable, parce qu'il nous abandonne après quelque temps : six mois, un mois, une semaine, un jour. C'est alors que, passée la semaine ou le jour, la quête recommence, avec toute l'humiliation qu'elle entraîne pour notre dignité d'hommes ; avec l'insulte faite à notre faim : avec la raillerie morale contre notre orgueil d'individus conscients de cet outrage, qui se relâchent et piétinent leurs droits rebelles d'anarchistes.

Nous autres, anarchistes, sentons l'humiliation de cette lutte pour échapper à la faim et subissons l'offense d'avoir à mendier un bout de pain qui ne nous est concédé que de temps en temps comme une aumône, et à condition de renier notre anarchisme ou de le remiser au placard des vieilleries inutiles (si vous ne souhaitez pas employer de moyens illégaux pour défendre votre droit à la vie, il ne vous restera que le cimetière pour tout repos), et nous en souffrons plus encore parce que nous avons conscience de l'injustice qui nous est faite. Mais là où croît notre souffrance jusqu'à prendre une tournure tragique, c'est lorsque perce la honteuse comédie de la fausse pitié qui se développe autour de nous, nous mordant de rage pour notre impuissance, mais aussi parce que nous nous sentons un peu lâches – lâcheté parfois justifiée, mais qui ne trouve presque jamais d'excuse face à la vile et cynique hypocrisie qui nous fait passer, nous, les travailleurs, pour les profiteurs, alors que nous sommes les bienfaiteurs ; qui nous met en situation de mendiants auxquels on ôte la faim par miséricorde, alors qu'en réalité nous sommes ceux qui donnent à manger à tous les parasites et que nous leur procurons le bien-être dont ils jouissent ; que nous consumons

nos vies dans l'horreur des privations pour saturer les leurs de jouissances, permettre leur croissance, leurs plaisirs – leur paresse –, tout en ayant conscience des spoliations auxquelles ils nous soumettent. Ils veulent nous interdire jusqu'à pouvoir sourire face aux merveilles de la nature parce qu'ils nous considèrent comme des outils, rien de plus que des instruments qui servent à embellir leur vie de parasites.

Sasha reprit en russe. Il était fier de l'hommage qu'on rendait à ses camarades, dit-il, mais alors, pourquoi y avait-il des anarchistes dans les prisons soviétiques ?
Lénine l'interrompit : « Des anarchistes ? Absurde ! Qui vous a raconté des histoires pareilles et comment avez-vous pu y croire ? Nous avons des bandits en prison, et des Makhnovtsy, mais pas d'anarchistes ideiny [Ndt : reconnus par le régime comme présentant une théorie politique acceptable].
- Voyez-vous, m'écriai-je, l'Amérique capitaliste divise aussi les anarchistes en deux catégories : les philosophes et les criminels. Les premiers sont acceptés partout, l'un d'entre eux fait même partie du gouvernement de Wilson. Les autres, auxquels nous avons l'honneur d'appartenir, sont emprisonnés et persécutés. Vous faites donc la même, distinction ? »

Emma Goldman, *Living my life*, 1932

Nous nous rendons compte de toute l'absurdité de nos ardeurs, nous sentons le tragique, ou plutôt le ridicule de notre situation : nous jurons, nous maudissons, nous nous savons fous et nous nous sentons lâches, pourtant nous continuons sous l'influence (comme n'importe quel mortel) de notre environnement qui nous enserre dans un filet de désirs frivoles, d'ambitions mesquines de «pauvres types» qui croient améliorer un peu leur condition matérielle en tentant d'arracher une miette de pain entre les dents des loups – de ceux qui possèdent et défendent la richesse. Une miette qui ne s'obtient qu'au prix élevé de la chair et du sang que nous laissons dans l'engrenage du mécanisme social.

Et malgré nous, par nécessité ou suggestion collective, nous nous laissons entraîner par le tourbillon de la folie commune. Une fois brisées en nous les forces qui nous maintiennent intègres aux yeux de notre conscience, qui voit clair et sait que nous ne parviendrons jamais ainsi à détruire les chaînes qui nous tiennent en esclavage parce qu'on ne détruit pas l'autorité en y collaborant, pas plus qu'on ne diminue le pouvoir offensif du capital en favorisant son accumulation par notre travail, notre production ; une fois brisées ces résistances, disais-je, nous commençons à accélérer le pas et bien vite à faire carrière, une carrière absurde sans queue ni tête, qui ne nous conduit qu'à des solutions transitoires, toujours vaines et inutiles.

Que dire ? Appât du gain ? Influence de l'environnement ? Absurdité ? Un peu de tout cela, bien que nous sachions qu'avec notre travail, dans les conditions du système capitaliste, nous ne résoudrons aucun problème essentiel de nos vies, excepté de rares cas particuliers et des conditions spéciales.

Toute augmentation de notre activité productive dans le système social actuel ne provoque qu'une augmentation de l'exploitation à nos dépends. Ceux qui affirment que la richesse est le fruit du travail, du travail honnête et individuel, sont des imposteurs.

Mais passons. A quoi bon s'attarder à démonter les sophismes de certaines théories économiques qui ne sont ni sincères ni honnêtes, qui ne convainquent que les pauvres d'esprit – qui sont malheureusement la majorité de la société –, qui ne poursuivent d'autre but que de couvrir de l'apparence de la légalité et du droit de torves intérêts. Vous savez tous que le travail honnête, le travail qui n'exploite personne, n'a créé le bien-être de personne dans ce système, et encore moins la richesse, vu qu'elle est le fruit de l'usure et de l'exploitation qui ne se différencie qu'en apparence du crime. Après tout, un relatif confort matériel obtenu par l'épuisement de nos muscles et de nos cerveaux ne nous intéresse pas : nous voulons, par contre, le bien-être acquis par la possession complète et absolue du produit de nos efforts, la possession incontestée de tout ce qui est création individuelle.

Nous sommes donc en train de consumer nos existences au profit exclusif de nos exploiteurs, poursuivant un confort matériel illusoire, éternellement fugitif, jamais réalisable de façon concrète, stable, parce que nous ne parviendrons pas à nous libérer de l'esclavage économique en augmentant notre activité dans la production capitaliste, mais par la création consciente, utile, et par la possession de ce que nous produisons.

Il est faux de dire «c'est une belle récompense, un bon salaire pour une bonne journée de travail». Cette phrase revient à défendre l'existence de ceux qui produisent et de ceux qui s'emparent du produit, et qui après en avoir prélevé une grande partie pour eux-mêmes – bien qu'ils n'aient en rien participé à sa création –, distribuent selon des critères et des principes absurdes, entièrement arbitraires, ce qu'ils pensent convenable de rendre au vrai producteur. Cete phrase entérine la redistribution partielle, le vol, l'injustice : elle consacre donc, de fait, l'exploitation.

Le producteur ne peut accepter comme base équitable et juste une rétribution partielle. Seule la possession intégrale peut poser les bases de la Justice Sociale. Par conséquent, toute notre participation à la production capitaliste constitue un consentement et une soumission à l'exploitation qui s'exerce sur nous.

Toute augmentation de la production est un maillon de plus à notre chaîne, aggrave notre esclavage.

Plus nous travaillons pour le patron, plus nous consumons notre existence et nous nous dirigeons rapidement vers une fin proche. Plus nous travaillons, et moins il nous reste de temps à consacrer à des activités intellectuelles ou à réfléchir ; et moins nous pouvons goûter à la vie, à ses beautés, aux satisfactions qu'elle peut nous offrir, moins nous profitons des joies, des plaisirs, de l'amour.

On ne peut pas demander à un corps fatigué et consumé de se consacrer à l'étude, de sentir l'enchantement des arts (la poésie, la musique, la peinture), ni d'avoir des yeux pour admirer les infinies beautés de la nature. Un corps épuisé, exténué par le travail, éprouvé par la faim et la phtisie ne souhaite que dormir et mourir. C'est une ironie bornée, une insulte sanglante que d'affirmer qu'un homme, après huit heures ou plus de travail manuel, a encore suffisamment de forces en lui pour se divertir, pour jouir de manière élevée, spirituelle. Il n'a, après sa tâche écrasante, que la passivité de s'abrutir parce que celle-ci ne requiert que de se laisser aller, de se faire entraîner.

Malgré ses chantres hypocrites, le travail n'est, dans la société actuelle, qu'une condamnation et une abjection. C'est une usure, un sacrifice, un suicide.

Que faire ? Concentrer nos efforts pour diminuer cette folie collective qui court à l'abîme. Il est important de mettre en garde le producteur contre cette ardeur fatigante aussi inutile qu'idiote. Il est nécessaire de combattre le travail matériel, de le réduire au minimum, de devenir fainéants tant que nous vivrons dans le système capitaliste dans lequel il nous faut produire.

Etre un honnête travailleur, au jour d'aujourd'hui, n'est pas un honneur, c'est une humiliation, une idiotie, une honte, une lâcheté. Nous appeler «travailleurs honnêtes» c'est se payer notre tête, se moquer de nous, c'est – après les dégâts – nous faire la nique. Oh, superbes et magnifiques vagabonds qui savez vivre en marge du conformisme social, je vous salue ! Humble, j'admire votre force et votre esprit d'insoumission, et je reconnais que vous avez raison de nous crier : «il est facile de s'habituer à l'esclavage».

* ✱ *

Non, le travail ne rachète pas, il abrutit. Les beaux chants aux masses actives, laborieuses, énergiques ; les hymnes aux muscles vigoureux ; les péroraisons enflammées sur le travail qui ennoblit, qui élève, qui nous délivre des mauvaises tentations et de tous les vices, ne sont que pures fantaisies de personnes qui n'ont jamais empoigné le marteau ni la faucille, de personnes qui n'ont jamais courbé l'échine sur une enclume, qui n'ont jamais gagné leur pain à la sueur de leur front.

La poésie consacrée au travail manuel n'est qu'une déraison et une arnaque qui devrait nous faire sourire ou nous remplir d'indignation et de révolte.

La beauté du travail... le travail qui élève, ennoblit, rachète !

Si, si ! Regardez là-bas, au loin. Ce sont les ouvriers qui sortent des usines, qui surgissent des mines, qui quittent les ports, les champs, après une journée de travail. Regardez-les, regardez-les ! C'est à peine si leurs jambes peuvent porter ces corps éreintés. Scrutez ces faces pâles, flétries, exténuées. Accrochez-vous à ces yeux tristes, ternes, sans lumière ni vitalité. Ah, les beaux, les puissants muscles... la joie des cœurs pour le travail qui ennoblit !...

Pénétrez dans cette usine et observez-les dans leur activité. Enclaves boiteuses intégrées à la machine, ils sont contraints de répéter mille, dix mille fois le même mouvement, automatiquement, comme la machine, sans que l'intervention de leur cerveau ne soit nécessaire. Ils auraient très bien pu le laisser à la maison, parce qu'une fois à leur poste, ils continueraient d'effectuer leur tâche. Ils ne conservent rien de leur personnalité, de leur individualité. Ce ne sont pas des êtres sensibles, pensants, créateurs. Ce ne sont que des choses sans esprit, sans impulsion propre. Ils y vont parce que tous y vont. Ils bougent d'un rythme uniforme, égal, sans indépendance. On leur a ordonné d'exécuter ce mouvement et ils doivent le faire aujourd'hui, demain,... toujours ! Comme les machines !

La production moderne est parvenue dans quatre-vingt pour cent des cas à la destruction complète de la personnalité humaine. On ne trouve déjà presque plus d'artisans, d'artistes. La production capitaliste ne les recherche pas, n'a pas besoin d'eux. Ils ont inventé des objets pour chaque nécessité et des machines pour tout faire, et nous en sommes au point de devoir créer de nouveaux besoins pour fabriquer de nouveaux produits. En réalité, c'est déjà ce qui se fait et c'est pour cela que la vie se complique et qu'il est chaque jour plus dur de vivre.

On a supprimé l'esthétique des choses et on ne crée qu'en série, en masse. On a éduqué les goûts en une ligne générale ; on a distribué dans les individus n'importe quelle originalité artistique, n'importe quelle caprice, et on est parvenu – oh, prodige de la propagande ! – à donner envie à la majorité de ce que les capitalistes ont intérêt à fabriquer : une même chose pour chaque individu distinct.

Il n'y a déjà plus besoin d'êtres qui créent, mais d'entités qui fabriquent ; déjà n'existent plus d'artistes ou d'ouvriers intellectuels ; il ne reste que des ouvriers manuels. On ne met plus à l'épreuve notre intelligence. Au contraire, on regarde si vous avez de bons muscles, si vous êtes vigoureux. On ne regarde pas beaucoup ce que vous savez, mais combien vous pourrez produire. Ce n'est pas vous qui faites marcher la machine, c'est la machine qui vous fait marcher. Et bien que cela paraisse paradoxal – mais ce n'est que pure réalité –, c'est aussi la machine qui «pense» ce qu'il faut faire, ne vous laissant que l'obligation de la servir, de faire ce qu'elle vous enseigne. C'est elle le cerveau et vous les bras ; elle est la matière pensante, créatrice, et vous la matière brute, automate ; elle, l'individualité, vous... la machine.

Horreur ! Si une seule individualité s'introduisait dans le fonctionnement du bureau Ford, par exemple, elle détruirait tout l'engrenage de la production.

* ✱ *

Les ouvriers ne sont que des forçats. Ou, si ça peut vous consoler, des soldats encasernés dans les usines. Tous marchent au même pas ; tous – malgré la variété des objets – effectuent les mêmes mouvements. Nous ne trouvons déjà plus aucune satisfaction dans les travaux que nous effectuons ; nous ne nous passionnons pas pour eux parce que nous nous en sentons totalement étrangers. Six, huit, dix heures de travail, six, huit, dix heures de souffrance et d'angoisse.

Non, nous n'aimons pas le travail ; nous le haïssons. Il n'est pas notre libération, il est notre condamnation ! Il ne nous élève ni ne nous délivre des vices ; il nous abat physiquement et nous annihile moralement à un tel point qu'il nous rend incapables de nous en défaire. Dans un autre futur, il sera nécessaire de réaliser ces travaux, je le sais, mais ce sera toujours de mauvais gré si on souhaite, demain aussi, maintenir un tel système afin d'économiser des efforts. Ce sera toujours en souffrant, même lorsque la journée sera réduite à moins d'heures.

Je ne sais ce que pensent les animaux de la charge qu'on leur place sur le dos, mais ce que je peux dire quant à ce que j'observe et que je sens pour moi-même, c'est que l'homme n'exécute avec joie et une véritable satisfaction autre chose que les travaux intellectuels et artistiques. Si au moins il ne considérait pas son sacrifice comme gaspillé et inutile, l'homme s'armerait de courage et sa fatigue lui paraîtrait moins amère, moins douloureuse. Mais quand on observe que tout son effort est gaspillé, que ce n'est rien moins que le travail de Sisyphe parsemé d'innombrables désastres et de sacrifices à chaque rechute, le courage fuit le cœur et, en chaque être conscient, en chaque être sensible et humain, s'allume la haine contre cet état des choses barbare et criminel. L'aversion et la rébellion contre le travail devient alors inévitable.

On comprend donc qu'il existe des non conformes qui refusent de se plier à cet esclavage répugnant. On comprend qu'il existe les vagabonds indomptables qui préfèrent l'incertitude du lendemain – la plupart du temps sans le maigre quignon accordé au travailleur fixe – plutôt que de se soumettre à ce système humiliant. On comprend la bohème incorrigible, sans génie si vous voulez, mais qui ne participe pas au cortège humiliant du chœur qui s'époumone. Et on comprend aussi les grands fainéants, les paresseux idéaux qui passent leur vie en complète fraternité avec la nature, jouissant de contempler les merveilleuses aurores, les crépuscules mélancoliques, remplissant leurs esprits de mélodies que seule une vie simple et libre peut leur procurer, imposant le silence aux besoins impérieux de l'estomac pour ne pas tomber dans l'esclavage auquel nous autres sommes poussés. Assis au bord du chemin, ils observent avec une infinie tristesse et une profonde pitié la caravane noire qui se dirige tous les jours, docile et défaite, vers les usines-prisons qui les engloutissent déjà épuisés, et les recrachent la nuit comme des cadavres.

Et ils fuient, ils fuient, ces paresseux idéaux au cœur oppressé par la vue de tant de bêtise, de misère et de folie. Ils fuient vers une vie libre, indocile, non conformiste, se disant au fond du cœur que plutôt que de se soumettre chaque jour à cette vie misérable, vile et privée d'élévation et de spiritualité, mieux vaut la mort.

Haïr le travail manuel en régime capitaliste ne signifie pas être ennemi de toute activité, tout comme accepter l'expropriation individuelle ne veut pas dire faire la guerre au travailleur-producteur, mais au capitaliste-exploiteur.

Ces vagabonds idéaux que j'admire tant ont une activité, vivent une intense vie spirituelle, riche en expériences, en observations, en jouissances. Ils sont ennemis du travail parce qu'une grande partie de leurs efforts y serait gaspillée ; ils ne peuvent, de plus, se soumettre à la discipline qu'exige cette sorte d'activité, et ils ne veulent pas tolérer qu'on fasse d'eux une machine sans cerveau et qu'on tue, enfin, toute personnalité en eux, qui est ce qu'ils apprécient le plus.

Parmi ces vagabonds spirituels – réfractaires à la domestication et à la discipline capitaliste –, il est nécessaire de chercher les expropriateurs, les partisans de l'expropriation individuelle, ceux qui ne veulent pas attendre que les masses soient prêtes et disposées pour accomplir l'acte collectif de justice sociale. En étudiant attentivement les nuances psychologiques,

éthiques et sociales qui déterminent cette attitude en eux, nous pourrons mieux comprendre, justifier et apprécier leurs actes, mais aussi les défendre des attaques bilieuses de beaucoup de ceux qui, tout en partageant les mêmes idées sur nombre d'autres sujets, s'évertuent à jeter de la boue sur ces impatients incapables de se résigner dans l'attente du jour de la rédemption collective.

Le droit à l'expropriation individuelle ne peut être nié en se basant sur un certain droit collectif à l'expropriation. Si nous étions socialistes ou communistes-bolchéviques, nous pourrions nier à l'individu le droit de s'approprier – par les moyens qu'il estime plus adéquats – cette partie de la richesse qui lui appartient en tant que producteur. Parce que les bolchéviques et les socialistes nient la propriété individuelle et n'admettent qu'une seule forme de propriété : celle qui est collective. Mais cela n'est pas le cas des anarchistes, qu'ils soient individualistes ou communistes, puisque tous admettent en théorie et en pratique aussi bien la propriété individuelle que collective. Et si on admet le droit à la possession individuelle, comment pourrait-on nier le droit à l'individu de se servir des moyens qu'il pense opportuns pour rentrer en possession de ce qui lui appartient ?

Chaque créancier (ce serait le cas de la classe productrice face à la classe capitaliste) prend à la gorge son débiteur au moment et de la forme qui lui convient, et lui fait rendre son bien – qui lui a été arraché par le mensonge et la violence – le plus vite possible. L'individu, se fondant sur la liberté – et la liberté est la doctrine de l'anarchie – est l'unique et seul arbitre et juge de cet acte de restitution.

S'il a été admis l'opportunité et la nécessité d'un acte collectif, d'une révolution sociale pour exproprier la bourgeoisie, et si l'individu – même individualiste – est volontiers associé à cette idée, c'est parce qu'il existe une croyance générale qu'un effort collectif nous libérerait plus facilement de l'esclavage économique et politique.

Mais cette confiance a décru depuis des années chez de nombreux anarchistes.

On a dû admettre à la fin qu'une véritable libération, une libération profonde, anarchiste, qui extirperait de la conscience des masses (avec la sécurité de ne plus jamais revenir en arrière) le fétiche de l'autorité et nous permettrait d'instaurer un état des choses qui ne violerait pas la liberté de chacun de nous, nécessitait obligatoirement une ample préparation culturelle, et par conséquent encore de nombreuses années de souffrance dans l'exploitation capitaliste. S'en est suivi que beaucoup de nos rebelles, qui dans un premier temps avaient embrassé avec enthousiasme l'idée d'une révolution expropriatrice, se sont dit – sans se dissocier pour autant du nécessaire travail de préparation révolutionnaire – qu'un tel espoir signifiait le sacrifice de leur vie, consumée dans des conditions odieuses et bestiales, sans bonheur aucun, sans jouissance, et que la satisfaction morale d'une lutte accomplie en faveur de la libération humaine ne suffirait pas à apaiser leurs peines.

«Nous n'avons qu'une vie – se sont-ils dits en leur cœur – et elle se précipite vers la fin à la vitesse de l'éclair. L'existence de l'homme par rapport au temps n'est véritablement qu'un instant fugace. Si cet instant nous échappe, si nous ne savons pas en extraire le jus qu'il peut nous donner sous forme de bonheur, notre existence est vaine et nous gaspillons une vie dont la perte ne nous rachètera pas l'humanité. C'est donc aujourd'hui que nous devons vivre, pas demain. C'est aujourd'hui que nous avons droit à notre part de plaisirs, et ce que nous perdons aujourd'hui, demain ne pourra nous le rendre : c'est définitivement perdu. Pour cela, c'est aujourd'hui que nous voulons jouir de notre part de biens, c'est aujourd'hui que nous voulons être heureux».

Or le bonheur est inaccessible dans l'esclavage. Le bonheur est un don de l'homme libre, de l'homme maître de lui-même et de son destin ; c'est le don suprême de l'homme, de l'homme qui refuse d'être une bête de somme, une bête résignée qui souffre, produit et est privée de tout. Le bonheur s'obtient dans la paresse. Il s'acquiert aussi avec l'effort, mais avec l'effort utile, avec un effort qui prodigue un bien-être meilleur –cet effort qui accroît la variété de mes acquisitions, qui m'élève, qui me libère vraiment.

Il n'y a pas de bonheur possible pour le travailleur qui durant toute sa vie est occupé à résoudre le terrible problème de la faim.

Il n'y a pas de bonheur possible pour le paria qui n'a d'autre préoccupation que son travail, qui ne dispose que du temps qu'il consacre à son travail. Sa vie est bien triste, bien désolée, et pour la supporter, la traîner, pour l'accepter sans se rebeller, il faut un grand courage ou une grande dose de lâcheté.

Le désir de vivre, le désespoir intime et profond qui nous envahit à la perspective de toute une vie consumée au bénéfice de gens indignes, la désolation ressentie quand nous perdons l'espoir d'un sauvetage collectif au cours de la fugace trajectoire de notre brève existence : voilà ce qui forme la rébellion individuelle ; voilà les feux qui alimentent les actes d'expropriation individuelle.

La vie du travailleur inconscient est triste, bien triste, mais, pauvre de moi !, celle de l'anarchiste est vraiment tragique.

Si vous ne sentez pas toutes les souffrances, tout le désespoir de votre tragique situation, permettez-moi de vous dire que vous avez la peau dure et que le joug ne vous va pas si mal. Et si le joug ne vous pèse pas ; si de par votre situation particulière vous ne sentez pas l'oppression directe du patron ; si malgré toutes vos lamentations superficielles vous ne pouvez vivre sans le travail parce que vous ne savez pas comment occuper vos heures de loisir, et que sans le travail manuel vous vous ennuyez terriblement ; si vous réussissez à supporter la discipline quotidienne du bureau, à respecter les reproches continuels de petits-chefs imbéciles ou malveillants, à mourir de travail d'abord et de faim ensuite, sans jamais ressentir pour autant l'envie d'embrasser le plus odieux des criminels, de l'appeler frère et de rejeter toute tendresse pour la fonction de bourreau, c'est que vous n'avez pas atteint le degré de sensibilité nécessaire pour comprendre les souffrances spirituelles et les motifs sociaux qui déterminent les actes d'expropriation individuelle – de ceux dont je parle –, et que vous avez encore moins le droit de les condamner.



Car l'anarchiste n'est pas le seul à constater tout ce qu'il y a d'odieux dans un travail bestial, criminel et rarement utile pour son bien et celui de l'humanité; non seulement il se voit obligé de participer luimême au maintien de son propre esclavage, celui de ses compagnons et celui du peuple en général, mais il doit aussi exécuter ce travail d'une manière et dans des conditions si horribles, si insupportables et remplies de danger, que sa vie se sent menacée à chaque instant de sa longue journée ; parce que son travail, certains travaux que doivent effectuer quelques catégories d'ouvriers (je dis «catégories» parce qu'il y a différents ouvriers qui ne connaissent ni la bestialité ni le terrible danger de certains travaux exécutés par d'autres ouvriers), non seulement impliquent un véritable esclavage, mais peuvent être assimilés à un véritable suicide.

Dans le fond des mines, à côté de machines monstrueuses, dans les entrailles infernales au milieu de produits malsains, la mort est toujours aux aguets. Des corps qui deviennent phtisiques, des poumons empoisonnés, des membres lacérés, des corps courbés, les yeux privés de lumière, les crânes écrasés, c'est là ce que gagnent les honnêtes travailleurs par milliers avec le pain trempé de sueur. Pas de pitié pour eux, aucune morale, aucune religion pour émouvoir le profiteur qui amasse ses millions sur des crimes quotidiens qui permettent d'obtenir un peu plus de profit et de remplir ses caisses de quelques centimes supplémentaires.

Faut-il en plus l'entourer de notre tendresse, vider notre sac lacrymal sur la malchance qui peut tomber sur la tête de l'un d'entre eux grâce au hasard forcé par l'action de l'un d'entre nous ?

En vérité, nous devrions nous montrer bons, humains et généreux lorsqu'il s'agit de respecter la bourse ou la peau de nos ennemis, et de braves bêtes lorsque nos ennemis nous font crever.

Nous n'aurions pas le droit, individuellement, de prendre en main l'épée de la justice sans le consentement collectif ? – Ne violez pas la virginité de la morale commune de vos péchés non sanctifiés ! Un peu de patience, mes frères, le règne du Seigneur viendra pour tous !

«Si vous avez faim, grognez mais restez tranquilles : nous ne sommes pas encore prêts. Si on vous aplatit, rugissez, mais ne vous bougez pas : nous avons encore du plomb aux pieds. Si on vous massacre après vous avoir volé, halte là ! Tenez tête au voleur, nous vous proclamerons héros. Mais si vous voulez recouvrer l'argent sans notre consentement, bien qu'à votre seul péril, ne le faites pas, parce que sinon vous ne seriez plus que de vils bandits. C'est la morale, notre morale».

Et merde !

Je me permets de poser la question suivante : lorsque le capital me vole et me laisse mourir de faim, qui est le volé et celui qui meurt de faim, moi ou la collectivité ? Moi ? Et pourquoi donc seule la collectivité aurait le droit d'attaquer et de se défendre ?

Je sais que la question de l'expropriateur peut prêter à de nombreuses fausses interprétations, à beaucoup d'équivoques. Mais la cause de tout cela, la responsabilité de la falsification des motifs éthiques, sociaux

et psychologiques qui ont déterminé et déterminent – en leur majorité – les actes individuels d'expropriation, reviennent en grande partie à la mauvaise foi de leurs critiques.

Je ne veux pas pour autant dire que tous les critiques sont de mauvaise foi, parce que je sais bien qu'une grande partie de compagnons croient sincèrement que ces actes sont nuisibles aux fins immédiates de notre propagande. Lorsque je parle de mauvaise foi, je veux pointer ces anarchistes si sectaires et si individualistophobes qui commencent par parler de «vol» à propos de chaque acte d'expropriation. Ils veulent ainsi nier au geste toute base socialement et éthiquement justifiable d'un point de vue anarchiste, pour l'associer et le mettre sur le même plan que ceux de tous ces individus frustres et inconscients (généralement excusables parce qu'ils sont l'authentique produit du système social actuel) qui font le voleur avec la même indifférence qu'ils se feraient bourreau si cette profession leur procurait ce qu'ils recherchent.

Cependant, je suis bien loin de justifier toujours et en toute circonstance l'expropriateur. Ce que je trouve condamnable chez un certain nombre d'expropriateurs est la corruption à laquelle ils se livrent lorsqu'un coup a bien marché. Dans certains cas, je l'admets, la critique et la condamnation sont justifiées. Mais malgré tout, elle ne peut aller au-delà de celle qui est faite au bon travailleur qui consomme son salaire en beuveries et bordels, ce qui, malheureusement, arrive encore trop fréquemment parmi nous.

Il a été dit par certains critiques que l'apologie de l'acte individuel engendre chez certains anarchistes un utilitarisme mesquin, une mentalité étroite et en contradiction avec les principes de l'anarchie. Cette supposition si capricieuse reviendrait à dire que tout anarchiste en contact avec des éléments non anarchistes finit par penser de manière anti-anarchiste.

Je ne veux pas oublier de dire également la chose suivante : l'expropriation étant un moyen de se soustraire individuellement à l'esclavage, les risques doivent être pris individuellement, et les compagnons qui pratiquent l'expropriation «en soi» perdent tout droit – même s'il existe pour d'autres activités, ce que je ne crois pas – à réclamer la solidarité de notre mouvement lorsqu'ils ont des problèmes.

Mon intention dans cette étude n'est pas de faire l'apologie de tel ou tel acte, mais d'aborder les racines du problème, de défendre le principe et le droit à l'expropriation – et le mauvais usage que font certains expropriateurs du fruit de leurs entreprises ne réduit pas l'acte lui-même, comme le fait que de parfaites canailles se disent anarchistes ne détruit pas le contenu des idées anarchistes.

Examinons une accusation plus grave, la condamnation maximale : celle qui soutient que les actes d'expropriation individuels attentent aux principes anarchistes. On a nommé les expropriateurs «parasites». C'est certain, ils ne produisent rien ! Mais ce sont des parasites involontaires, forcés, parce que dans la société actuelle, il ne peut y avoir que des parasites ou des esclaves.

J'ai cessé cette lutte du fait de mon arrestation. Mais je l'ai reprise au bagne sous une autre forme et par d'autres moyens. Je ne crois pas que l'illégalisme puisse affranchir l'individu dans la société présente. Si par ce moyen il réussit à s'affranchir de quelques servitudes, l'inégalité de la lutte lui en suscite d'autres encore plus lourdes avec, au bout, la perte de la liberté, de la mince liberté dont il jouissait et, parfois, de la vie. Au fond, l'illégalisme considéré comme acte de révolte est plutôt affaire de tempérament que de doctrine. C'est pourquoi il ne peut être d'aucun effet éducatif sur l'ensemble des masses laborieuses. J'entends d'un bon effet éducatif.

Alexandre Marius Jacob, 1948

Sans doute sont-ils des parasites, mais personne ne pourra les appeler «esclaves». Les esclaves, en revanche, sont dans leur grande majorité aussi des parasites, mais plus coûteux que ceux-là. Et le parasitisme de cette majorité de producteurs est beaucoup plus immoral, lâche et humiliant que celui des expropriateurs.

Appelleriez-vous producteur et honnête travailleur ou parasite celui qui est employé à la production de bijoux, de tabac, d'alcool ou... à faire la servante du curé ?

On me dira que ce parasitisme est aussi imposé, que la nécessité de vivre nous oblige, malgré nous, à nous soumettre à cette activité négative et dommageable.

Et avec cette pauvre excuse, avec ce lâche prétexte, on gagne son pain de manière honteuse et presque criminelle, véritable complicité dans le délit, criminalité non moindre que celle des premiers responsables : les bourgeois.

Et après tout, pourrez-vous nier que refuser de collaborer aux embrouilles de ce régime criminel est beaucoup plus anarchiste que le premier ? Pourrez-vous nier que les deux tiers de la population de notre métropole sont des parasites ?

Il est indéniable que si, par producteurs, on n'entend que ceux qui sont employés à une production vraiment utile, l'humanité, dans sa grande majorité, doit être considérée comme parasite. Que vous travailliez ou que vous ne travailliez pas, si vous ne faites pas partie de la catégorie des paysans ou des rares caté-

gories vraiment utiles, vous ne pouvez qu'être parasites, même si vous vous prenez pour d'honnêtes travailleurs.

Entre le parasite-travailleur qui se soumet à l'esclavage économico-capitaliste et l'expropriateur qui se rebelle, je préfère ce dernier. Lui est un rebelle en action, l'autre est un rebelle qui aboie, mais… ne mord pas, ou ne mordra que le jour de la très sainte rédemption.

Si l'effort était divisé sur l'ensemble de la collectivité, deux ou trois heures de travail chaque jour seraient suffisantes pour produire tout ce dont on aurait besoin pour mener une vie simple et à l'aise. Nous avons donc droit à la paresse, droit au repos. Si le système social actuel nous refuse ce droit, il est nécessaire de le conquérir par tout moyen.

En vérité, c'est triste d'avoir à vivre du travail d'autrui. On éprouve l'humiliation de se sentir comparés aux parasites bourgeois, mais on savoure aussi de grandes satisfactions.

Parasites, oui ; mais on ne boit pas les breuvages amers de la vilenie, on ne ressent pas les tourments de se savoir un de ceux qui, humiliés, sont attelés au char du triomphateur, arrosant le chemin de leur propre sang ; un de ceux qui offrent des richesses aux parasites et meurent de faim sans oser se rebeller ; un de ceux qui construisent des palais et vivent dans des taudis, qui cultivent le blé et ne peuvent nourrir leurs enfants ; un de la foule anonyme et avilie qui se redresse parfois un instant quand elle reçoit les coups du maître mais se soumet tous les jours, se conforme à l'état social actuel et, une fois son attitude momentanée abandonnée, tolère, aide et exécute toutes les infamies, toutes les bassesses.

Pas producteurs, certes, mais pas complices. Pas producteurs, oui ; voleurs si vous voulez – si votre poltronnerie a besoin d'une mesquinerie supplémentaire pour vous consoler –, mais pas esclaves. Face à face, montrant dès aujourd'hui les dents à l'ennemi.

Dès aujourd'hui craints et pas humiliés.

Dès aujourd'hui en état de guerre contre la société bourgeoise.

Tout, dans le monde capitaliste actuel, n'est qu'indignité et délit ; tout nous fait honte, tout nous donne la nausée et nous dégoûte.

On produit, on souffre et on meurt comme un chien.

Laissez au moins à l'individu la liberté de vivre dignement ou de mourir en homme si vous souhaitez agoniser en esclaves.

Le destin de l'homme, dit-on, est celui qu'il sait se forger, et il n'y a aujourd'hui qu'une alternative : en rébellion ou en esclavage.

Briand

Afirmación (Montevideo), 1933

Les cendres des légendes

pour en finir avec l'apologie illégaliste

Il était une fois le temps des héros. Un temps passé, dépassé, dans lequel la fantaisie populaire s'emparait des petits et des grands gestes de quelques individus rebelles pour inventer des fables et des légendes. Des histoires qui étaient l'exemple d'une vie faite d'abus de pouvoir et d'exploitation, dans lesquelles le petit David s'insurgeait solitaire contre le géant Goliath en le défiant avec une «humble» fronde.

Presque partout dans le monde, les aventures de bandits «seuls contre tout et tous» ont animé le cœur et les rêves de générations de déshérités : plus qu'un modèle, ils étaient le rêve secret – et un peu embarrassant – de ce que l'on est pas, l'affirmation – à travers l'image déformée et spectacularisée du héros – de sa propre lâcheté, de sa propre résignation.

Mais ce temps que nous narrons est un temps désormais lointain, un temps où le *héros*, peut-être pas si pur et immaculé que la fantaisie populaire ne le décrivait, était encore quelque chose de «compréhensible», un exemple de révolte qui, même s'il ne restait qu'un simple objet de contemplation pour beaucoup, deviendrait pour quelques uns un choix à imiter.

Ce qui liait l'imagination, la création du mythe à l'acte rebelle en soi n'était pas tant la transgression de la règle sociale ou de la loi de l'Etat, mais plutôt la compréhension d'un code de comportement basé sur des modèles partagés. La question de l'honneur et de la morale – imprégnés d'une bonne dose de christianisme – était l'anneau reliant jusqu'il y a quelques décennies à peine, le choix déterminé de l'illégalité au mythe chevaleresque.

Dans l'imaginaire commun, en particulier dans les classes pauvres, le bandit et l'acte de sang – soit la réalité – étaient souvent épurés par l'image romantique : la lance qui transperce et le sang qui gicle disparaissaient pour laisser place au cheval blanc et à l'armure dorée.

Dans cette vision, et même si cela tord les tripes à certains, il existe historiquement une complémentarité entre ce qu'a été le banditisme du passé, la relativement plus récente *malavita* [«mauvaise vie» : la délinquance sociale d'un haut niveau des quartiers populaires] et ce que sont les mafias. Bien que ces formes d'illégalismes aient connues des destins bien différents liés à leur histoire et aux événements qui les ont traversées, ce qui les rapprochait était justement l'image de chevalier qu'elles suscitaient chez leurs spectateurs.

Ce n'est pas un hasard si les mafias historiques (mafia sicilienne, 'ndrangheta calabraise et camorra napolitaine) conservent dans leur serment d'affiliation l'image des trois cavaliers qui, débarqués dans le sud de l'Italie, iront former les trois organisations. Du mythe à la réalité, il y a un lien : bien que les trois cavaliers n'aient jamais existé, les associations mafieuses naissent de la noblesse catholique du sud. Ce que les nobles antiques tentèrent de créer en fondant ces sociétés secrètes n'est pas bien différent des pratiques des différentes loges maçonniques d'obédience catholique à travers l'Europe : l'idée était simplement de s'entraider et de s'agréger autour de valeurs communes basées sur la tradition – familiale et sociale –, et sur des concepts socialement diffus comme l'honneur, le serment et le «respect» des hiérarchies patriarcales. C'est en particulier lors de l'unification italienne, qui a voulu dire pour le sud une aggravation nette et dramatique des conditions de subsistance des paysans et une perte de pouvoir des nobles et des possédants locaux, que l'œuvre moralisatrice et régulatrice de «familles mafieuses» qui venaient en aide aux paysans en matière de charité et de règlement des conflits (liés à la propriété, aux limites territoriales, aux dettes, aux mariages) a déterminé la fondation du mythe chevaleresque, soit que de riches mafieux accouraient au secours des pauvres gens, et de tout ce qui a suivi.

Pour donner quelques exemples, les conceptions mêmes de l'*omertà* et de la *faida,* si en vogue dans les faits divers, avaient à l'époque un sens bien différent. La *faida* ne signifiait pas un «règlement de comptes» à coups de fusil entre familles mafieuses mais était une loi non écrite qui, sous l'auspice d'un ancien important, en général un notable de la communauté, aplanissait les conflits entre les membres d'un village : la grande partie des *faida* ne se finissait pas par un massacre mais en mariage ou en dédommagements contractuels. Le même discours vaut pour l'*omertà*, qui n'avait rien à voir avec la soumission ou la non-collaboration mais indiquait plutôt un modèle de comportement conforme aux principes moraux partagés : l'humilité et le *respect*. A partir de là, il est évident que ce qui a déterminé la consolidation des mafias en Italie n'a pas été un banal rapport de force mais un mélange continu de valeurs chrétiennes et des règles claniques qui se perdent dans la nuit des temps. Une tragique union dans laquelle, le temps passant et le sang coulant, le «respect» a fait place à la révérence pour triompher ensuite, aujourd'hui, avant tout dans la terreur.

En synthèse, la mafia n'a jamais été uniquement la détermination du pouvoir de quelques uns sur beaucoup, mais plutôt un rapport social étendu (construit sur des bases politiques, économiques, morales) au sein duquel les communautés elles-mêmes, dans toutes leurs strates, étaient partie prenante. Ce que nous avons sous les yeux aujourd'hui en terme de complicité diffuse et de collaboration de larges franges de la population avec les «institutions» mafieuses est alors quelque chose de bien plus profond et terrible que l'idée du seul chantage auquel les médias voudraient nous faire croire.

Broussard était devant moi, tous ses hommes derrière lui. J'avais un cigare aux lèvres. Je lui souris en lui tendant la main :
« Bien joué, commissaire... Pour cette fois, vous avez gagné. »
Les flics avaient envahi mon appartement. On m'avait passé les menottes. Le commissaire Leclerc et le substitut du procu-reur étaient entrés. Il me serra la main.
« Merci, Mesrine.
- Pourquoi ?
- On s'attendait au pire.
- J'ai joué le jeu, monsieur le procureur... Rien que le jeu. »
Puis, me retournant vers Francine à qui on avait laissé les mains libres :
« Sers-nous le champagne, veux-tu ? »
Les coupes pleines, je trinquai avec Broussard, Leclerc et le substitut. Nous n'avions plus rien à nous dire.

Jacques Mesrine, *L'instinct de mort*, 1977

Indubitablement, ce qui unissait les individus à travers ces «valeurs partagées» a changé au siècle dernier, ou pour mieux dire, les valeurs du passé ont été substituées par d'autres, plus conformes à la modernité économique et aux rapports de pouvoir actuels : le mythe antique du chevalier, de l'honneur, du «parrain» a évolué dans un mythe de la force, de l'idée du contrôle capillaire du territoire, dans le culte de l'accumulation des armes et de l'argent. Un nouveau modèle, non pas parce que les anciens mafieux en auraient été exempts, mais plutôt parce que prépondérant et totalement privé de justifications à caractère catholique. On pourrait dire de façon provocatrice, un modèle décidément plus américain. En somme, une *jeune* mafia qui substitue, en créant son propre mythe, l'exhibition de son omnipotence à l'armure dorée et au cheval blanc, à la «respectabilité» de la famille et à l'*honneur* : le jeune d'une paranza (1) n'aspire pas à être un «preux chevalier» ou un «propriétaire terrien puissant», il ne tient pas à être respecté, mais rêve plutôt d'être un chef de gang *craint*, couvert de dollars et armé, à bord d'une voiture clinquante en compagnie de jeunes filles dénudées. Tragiquement, les mythes du «jeune affilié» ne sont pas très différents de ceux de beaucoup de jeunes enragés des périphéries des grandes métropoles : les uns comme les autres sont les fils de l'ère moderne. Cette conception culturelle a développé en peu de temps un « nihilisme diffus » dans lequel, aussi bien pour le mafieux que pour ses émules et admirateurs, la vie n'a plus aucune valeur : ni la sienne ni celle des autres. Ce qui compte est être craint, voir les autres baisser le regard à son passage, sentir leur envie pour la marchandise (humaine et matérielle) accumulée. Et peu importe quel en fut le prix.

Pour comprendre la situation actuelle – et contribuer dans la mesure du possible à démonter certains mythes passés et présents –, il convient de faire un pas en arrière. C'est dans leur naissance et surtout dans l'évolution des mafias qu'apparaît clairement un parallèle avec ce qu'a été le banditisme. Ce qui ne veut pas dire qu'ils aient été la même chose, c'est évident rien qu'au niveau de la condition de classe (de départ) des mafieux par rapport à celle des bandits, ce qui fait qu'ils ne peuvent être que profondément différents dans leur stratégie et leur pratique. Ce qui les rapproche – ou les rapprochait – est justement la «complicité morale» diffuse des populations.
Pour le bandit, la fuite, le maquis, l'*illégalisme* était quasi toujours des choix obligés : il y a des centaines d'histoires d'hommes fuyant les soldats ou la police pour des délits d'honneur. Le bandit n'était pas protégé et admiré parce qu'il attaquait la propriété en soi mais pour sa *valeur*, pour l'*acte partagé* qui l'a contraint à la clandestinité. Avoir tué l'amant de la femme, avoir réparé un abus de pouvoir subit par un membre de sa famille, avoir réglé par le sang une offense ou une calomnie... n'en sont que quelques exemples.
Comme pour le *vieux mafieux*, ce fut le partage général, notamment parmi les paysans, de l'*acte initial* qui a réussi à transformer le bandit en héros, et ceci beaucoup plus que ce qu'il aurait pu faire par la suite.
Pour se rendre compte de ce qu'est une légende basée sur l'honneur et sur le courage, il suffit de voir combien encore aujourd'hui, soixante ans après, la figure du bandit sicilien Salvatore Giuliano reste forte en termes positifs. C'était un homme d'honneur, un chrétien, un individu courageux qui affrontait l'arme au poing l'Etat italien (vu comme usurpateur). Peu importe, dans la création et la transmission du mythe, si Giuliano a été compromis d'abord avec les services américains, puis avec la mafia, pour devenir enfin le bras armé de la réaction anti-socialiste, manœuvré de manière orchestrée et interchangeable par les *familles* latifundistes et par le ministère de l'Intérieur italien de Scelba.
Aujourd'hui encore, ce bandit est une légende dans l'imaginaire populaire. Au point que même certains compagnons – avec une emphase de politiciens – réussissent à le citer en faisant mine d'oublier le fond : Giuliano était un homme de la réaction, un homme asservi aux pouvoirs, un homme qui n'a pas hésité à tirer – peut-être avec l'aide de Valerio Junio Borghese (2) – à coups de mitraillette et de lance-grenades sur des paysans en lutte pour récupérer la terre lors d'une fête du Premier Mai.

C'est justement la *légende* qui a toujours accompagné le bandit comme le mafieux et qui détermine beaucoup des rapports sociaux en vigueur qu'il urge, finalement, de re-

mettre en question. Parce qu'aujourd'hui encore, même si le temps des bandits et des paysans a passé, nous payons le prix de cette mentalité, de cette histoire et, pourquoi pas aussi, de cette politique. Il suffit de voir, sans chercher trop loin, comment pointe la même mentalité acritique et moraliste que celle des paysans du passé dans le monde de l'édition soi-disant antagoniste, dans les débats à l'intérieur de vastes courants plus ou moins subversifs, dans la perspective de nombreux compagnons.

Certes sur des bases différentes, certes avec des modèles différents.

Ce n'est plus l'honneur, la culture patriarcale, la valeur chrétienne qui font que l'impuissance et la frustration éparses trouvent refuge dans le mythe de l'*illégalisme*, mais quelque chose qui est bien sûr plus récent et, on le verra, conforme au temps présent.

Les nouveaux modèles, les nouveaux mythes sur lesquels se déchaîne le fantasme un peu voyeuriste des rebelles modernes sont les bandes armées de braqueurs des années 70, le banditisme sarde construit sur des meurtres et des séquestrations à cheval entre indépendantisme et rebellisme, c'est le «criminel solitaire» et le contrebandier endurci. En somme, on jette dans un même chaudron les Mesrine, Vallanzasca (3) et Mesina (4) et tout le monde souterrain de la malavita organisée d'il y a quelques décennies.

Non pas qu'une telle mixture doive scandaliser plus que cela. Il est plutôt normal que dans une époque comme la nôtre où toute perspective révolutionnaire semble défunte en même temps que la capacité à rêver d'une société différente, on exhume de toute part les vieux fantasmes des héros solitaires, des rebelles sociaux. Rien d'étrange, c'est simplement le triomphe de la résignation : on ne peut plus faire la révolution, ou on n'y croit plus, à quoi servent donc les idées, les perspectives révolutionnaires ou les expériences des compagnons du passé ? A rien, mieux vaut donc – pour ceux qui font l'apologie de la *malavita* – se fier, admirer, contempler le rebellisme social : ça ne sert peut-être à rien non plus, mais ça donne au moins le soulagement de vivre par procuration une autre vie, un peu comme le faisaient les paysans du passé, de manière déformée.

Avec le triomphe de la résignation déguisée en révolte, toute expérience réelle est niée et, dans le meilleur des cas, plus banalement oubliée. L'image mentale des balles qui sifflent, des flics qui tombent et des banques dévalisées font oublier que les héros en question n'avaient pas d'aspirations révolutionnaires ni de désir de changement. Les héros attaquaient la propriété, mais par désir d'accumulation et dans certains cas par pure adrénaline. Beaucoup de ces «modèles» séquestraient les personnes, vivaient dans le culte de la virilité et de la force, croyaient dans les médias et adoraient la marchandise, dans certains cas trafiquaient de la drogue et ne dédaignaient pas les prostituées. Certes, à regarder autour de soi, on pourrait presque les regretter : une étique était présente, le sens de l'honneur (pour autant qu'on l'accepte) était au moins compréhensible, le sens de l'inimitié envers l'autorité (la plus évidente du moins) était clair, et le refus du travail industriel et sa condamnation à une «vie de prolétaire» était pour certains une base de partance.

Malgré les changements rapides qui ont bouleversé le siècle dernier, modifiant petit à petit les rapports et les choix des individus jusque dans le milieu de l' «extra-légalité», on retrouve à nouveau au cours des dernières décennies les mêmes *valeurs partagées* que par le passé, les mêmes *raisons morales* qui rapprochaient le malavitoso de sa communauté de provenance, cette base prolétaire qui admirait et comprenait ce type particulier de langage et cette rage. Une compréhension peut-être pas toujours très lucide, avec des appréciations variées et liées à des positions singulières, mais fondamentalement unifiées par un sentiment de provenance à une même condition de classe, à une même «insupportabilité».

Avec la disparition des vieux modèles productifs, le démantèlement de la grande industrie, en somme avec le dépassement du modèle fordiste, on peut dire que disparaît également la classe ouvrière européenne. Ce que le capitalisme avait créé en termes de communauté (bien que fictive) avec la révolution industrielle est, entre les années 70 et 80, liquidé. Entre le 18e et le 19e siècle, des millions de personnes avaient été arrachées aux communautés rurales pour être concentrées dans les périphéries des grands centres urbains, ce furent de nouveaux esclaves à exploiter pour le fonctionnement de la grande industrie naissante. Ces hommes et ces femmes, orphelins du vieux monde de l'agriculture, s'étaient tout d'un coup trouvés entassés parmi des milliers d'inconnus, fruits d'histoires et de lieux différents. Un nouvel «agglomérat humain» créé par les exigences de l'économie avec des caractéristiques communautaires nouvelles et précises. Chacun vivait à côté de l'autre : dans le même quartier dortoir, dans la même usine, dans les mêmes rues. En deux mots, tous vivaient la même misère, subissaient la même exploitation, avaient les mêmes patrons : l'ennemi était clair, commun et bien identifiable.

C'est de cette condition, obligatoirement bien que paradoxalement créée par les patrons, que naissent les luttes prolétaires qui ont enflammé de nombreux pays européens il y a 30-40 ans.

La rencontre des différences dans une même condition de classe avait déchaîné la guerre sociale, et cette guerre devait être arrêtée. La même raison économique et productive, minée par des années de grèves, de blocages et de sabotages devait trouver de quelque manière une solution, d'autant plus que le «boom économique» laissait entrevoir le spectre de ce qui nous apparaît clair aujourd'hui : l'invasion de la marchandise et la saturation du marché.

La technologie est venue en aide aux capitalistes. A travers le développement de nouveaux et innovants moyens, et en particulier l'informatique, l'industrie s'est développée et a évolué à des rythmes étonnants. La possibilité d'augmenter la vitesse des transports, des communications et de la production ont rendu possible l'éparpillement des usines aux quatre coins de la planète. On est plus face à la «grande industrie» avec son puissant patron, mais à des centaines d'usines coordonnées entre elles et gérées par des lobbies affairistes apparemment nébuleux.

Avec la restructuration industrielle disparaît inévitablement la possibilité de la «rencontre prolétaire», la communauté née de la concentration dans les grandes usines. Avec le prolétariat disparaît tout ce qui avait déterminé le sentiment diffus d'appartenance qui rendait compréhensible à tous l'illégalisme : qu'il ait eu des aspirations révolutionnaires ou qu'il soit lié au plus simple rebellisme social.

Le bonheur est dans la satisfaction la plus complète de nos sens, dans l'utilisation la plus grande de nos organismes, le développement le plus intégral de notre individu. Nous le recherchons dans la béatitude céleste, dans le repos de la retraite, dans la douce quiétude de la fortune.
Le bonheur que nous cherchons tant, nous le jouons tous les jours sur des mots. Nous le perdons au nom de l'honneur de la patrie, de l'honneur du nom, de l'honneur conjugal. Pour un mot, un geste, nous prenons un fusil, une épée ou un revolver et nous allons tendre nos poitrines vers un autre fusil, une autre épée, un autre revolver, pour la patrie, la réputation, la fidélité éternelle.
Nous cherchons le bonheur, et il suffit du rire d'une femme (ou d'un homme, selon les sexes) pour qu'il soit de longtemps chassé d'auprès de nous. Nous appuyons notre bonheur sur les sables les plus mouvants, sur les terres les plus friables, le long des océans, et nous crions quand il s'en va, emporté par le retour de la vague ou par la mobilité du sol. Nous bâtissons des châteaux de cartes que le moindre souffle peut détruire et nous disons ensuite : « Le bonheur n'est pas de cette terre. »
Non, le bonheur tel qu'on nous l'a montré, tel que des siècles de servitude de corps et d'esprit nous l'ont fait percevoir, n'existe pas. Mais il existe : c'est celui qui est fait de la plus large satisfaction de nos sens à toute heure de notre vie.
Echafaudons la cité du bonheur, mais disons-nous bien qu'il n'est possible de le faire que la place nette de tous les errements, de tous les préjugés, de toutes les autres cités spirituelles et morales qu'on a construites en son nom. Laissons à la porte toute notre éducation, toutes nos idées actuelles sur les choses. Abandonnons Dieu et son immensité, l'âme et son immortalité, la patrie et son honneur, la famille et sa réputation, l'amour et sa fidélité éternelle.

Albert Libertad, *A la conquête du bonheur*,
25 octobre 1906

Ce qui a dominé les dernières décennies et qui a rendu possible la consolidation de la résignation est l'aliénation. Un sentiment diffus de solitude dans lequel chacun «cherche à joindre les deux bouts», sans rêves, sans entrevoir la possibilité d'un quelconque changement réel. Un monde où les hommes subissent chaque jour mais sont désormais hors de la réalité sociale parce qu'incapables de construire un nouveau langage, commun.
On ne peut affirmer avec certitude que le progrès capitaliste soit arrivé à son propre accomplissement, mais que la dialectique entre les classes est morte même si l'antagonisme reste bien vivant. Ce qu'on voit s'agiter, avec sa violence démesurée, est un «navire au timon brisé» qui avance droit contre les rochers. L'équipage observe et s'agite mais ne comprend pas, ne sait pas réparer la barre, ne tente pas de modifier la route, n'a pas d'expectative. Autour du navire, sur le navire règne le vide. Le vide des esprits et celui des cœurs, le vide «des hypothèses et des espoirs».
C'est ce *vide* que nous devons prendre en compte. Et c'est de lui qu'il faudrait partir pour tenter de reconstruire une hypothèse révolutionnaire. Nous devrons avoir la capacité d'admettre que nous – eh oui, nous aussi – sommes orphelins de tout. Et ce n'est certes pas en repêchant les *légendes* du passé que nous réussirons à inventer une possibilité nouvelle : l'impérieuse nécessité est celle de nous débarrasser de toute sorte d'obstacle qui tente de remplir *ce qui n'est pas*, non pas par amour de l'histoire mais plutôt pour construire une critique réelle contre et dans le présent. Parce que si le *mythe* est nocif dans la représentation de la résignation moderne et devient le paravent pour ranger les armes révolutionnaires, il le devient encore plus lorsqu'on tente de l'appliquer à la condition sociale actuelle, à l'aliénation dévorante.
Tenter de combler les lacunes présentes dans la critique, dans la pratique et dans la détermination révolutionnaire en empruntant les expériences de la malavita (ou pire de la maffia) du passé pour les appliquer au présent ne réussira pas à donner un aspect présentable à la condition répandue de *rebellisme social* et à ses caractéristiques. Ni ne pourra être utile pour avoir un instant l'illusion de n'être pas si seuls dans notre inimitié ouverte, de voir comme des complices tous les rétifs qui vivent en transgressant les lois.

Désolé, mais la question n'est pas combien on est enragé, combien on est pauvre et malheureux, quels et combien de délits on accomplit, mais plutôt la qualité des actes et leur pourquoi. L'*illégalisme*, aussi bien comme mythe que comme pratique, n'a absolument rien de différent du légalisme. La rage d'un aliéné ne changera pas plus la société qu'un résigné. Cela semblera banal, mais ce qui détermine l'acte à accomplir devrait être une perspective, un choix, une évaluation, une contiguïté entre les moyens et les fins, qui devraient échapper – au moins pour ceux qui aspirent encore à la liberté – aux évaluations morales et juridiques.
La question est le pourquoi on se révolte, pas la révolte en soi. La barbarie qui nous entoure n'a rien à voir avec l'hypothèse de la «descente des Cosaques» où le nouveau monde pourra naître d'une prise de conscience du conflit ou de la création déterministe d'une harmonie et d'une réciprocité nées du désordre. Ce qui nous entoure est la guerre civile, avec sa charge de haine, de violence, d'irrationalité. Le fantasme que la rage moderne nous laisse entrevoir est le massacre entre pauvres, l'abattoir ethnique et/ou idéologique (religieux et politique) : c'est la vieille merde réactionnaire revêtue et renforcée par le progrès, la modernité, l'aliénation rampante, le *vide*.
Il ne sert à rien de rééxhumer Mesrine ou les «batterie» (5) des années 70 pour vouloir donner notre sens à l'affrontement social actuel. Il n'y avait rien de révo-

lutionnaire dans le rebellisme d'alors, il n'y a rien dans celui d'aujourd'hui, ni consciemment et encore moins (comme cela plairait à beaucoup de compagnons) inconsciemment.

Bien plus intéressant serait en revanche de voir comment cette tentative de rapprochement est porteuse d'une pratique politique qui tente de mettre dans les bouches et les mains d'autrui ce qui ne lui appartient pas et qu'il n'a jamais demandé à se voir attribuer. Parce que les jeunes lascars qui lancent des pierres contre la police ou qui brûlent voitures et écoles n'ont jamais demandé à personne de leur construire sur mesure une conscience critique qui les rende présentables. Pas plus que les bandes de jeunes braqueurs ou de dealers de rue n'en ont fait la demande. Du reste, malgré la floraison éditoriale, il ne me résulte pas que les vieux bandits aient jamais demandé à quelque gauchiste besogneux ou à quelque révolutionnaire déçu de devenir leur avocat ou biographe. Tout cela est, encore une fois, le fruit du cancer de la politique et du ver de l'impuissance.

Dans un système où un tiers de l'économie est informelle et déterminée par les mafias, dans lequel un choix ou une condition extralégale peut difficilement se détacher du contrôle (plus ou moins fort) des grandes organisations criminelles, il serait décidément plus intéressant d'évaluer les aspects, la portée immense et la violence de l'exploitation liées à cette superstructure. Le pouvoir qu'ont les mafias dans les choix politiques, sociaux et économiques n'est pas un petit morceau de l'enfer de la société mais une colonne portante du capitalisme moderne. Attaquer la très grande majorité des mécanismes extra-légaux actuels (évidemment il y a des exceptions) devient aussi fondamental qu'attaquer les mécanismes productifs, politiques et répressifs, pour ainsi dire, légaux. Tous deux sont le produit du même monstre. Mieux, ils *sont* le monstre.

Et c'est ce *monstre* qui fomente la guerre civile, c'est lui qui règne sur les rapports de classe actuels. Se rappeler, toujours se rappeler qu'il existe une différence importante entre être rebelle, enragé, «délinquant» et être subversif, révolutionnaire. Les prémices du changement, de la conservation d'une étique comportementale, du rêve d'une société différente doivent revenir et émerger des actes et des paroles. Bien sûr qu'il faut alimenter la conflictualité sociale, mais en la remplissant de la *nôtre*. De nos hypothèses, de nos expérimentations, de nos désirs. La rage est contagieuse et les conditions sociales actuelles ne font que souffler sur le feu, dommage que l'aspiration à la liberté et le sens d'une étique individuelle ne soient pas aussi contagieuses. Il est alors fondamental que chaque acte et parole redeviennent indissolublement liés aux fins, que l'action (légale ou illégale) réussisse à transmettre son *pourquoi*, le rêve qu'elle porte en elle, son hypothèse. Parce que l'ennemi de mon ennemi ne sera jamais -a priori- mon ami, parce qu'aucune fin ne justifiera jamais les moyens. Parce qu'il est temps que les responsables de tant de violences et d'abus paient ; parce qu'il est temps de redécouvrir le sens de paroles comme liberté et violence révolutionnaire.

Il Mugnaio Menocchio

Notes

1. *Paranza* : groupe (souvent armé) d'affiliés à la mafia
2. Junio Valerio Borghese : responsable important du fascisme commandant de la Division X Mas. Après-guerre, il a tenté de reconstruire le parti fasciste, et inspirera plusieurs mouvements clandestins d'extrême droite tout en étant lié aux services italiens et amricains. Il a tenté un coup d'Etat dans les années 70.
3. Renato Vallanzasca (1950-) : fameux bandit milanais et «mythe» de la malavita des années 70. Il a été jugé pour différents braquages, homicides, séquestrations, évasions. Réputé pour son aspect et des capacités de séduction (il a ainsi entrepris une relation avec une jeune fille séquestrée et plus tard avec son avocate... qui l'a aidé à s'évader). Il était connu dans les journaux comme le «Bel René». Il est toujours incarcéré (sa demande de grâce a été rejetée en 2007).
4. Graziano Mesina (1942-) : Fameux et imprenable bandit sarde, auteur de diverses séquestrations de personnes (commerçants, propriétaires terriens, industriels) et accusé de plusieurs assassinats. Il est libre depuis 2004 sur grâce présidentielle après de très nombreuses années d'incarcération ponctuées d'évasions.
5. *Batterie* : surnom donné par la malavita aux bandes.

Mais il n'a dit ni «oui» ni «non».
Il est parti !
Pusillanime !
Comme toujours !
Il est parti...
Il s'en est allé vers la mort !...
Sans comprendre pourquoi.
Comme toujours.
Et la mort est venue...
Elle est venue danser sur le monde : pendant cinq longues années !
Elle dansa de façon macabre sur les tranchées boueuses de toutes les parties du monde.
Elle dansa de ses pieds de foudre...
Elle dansa et rit...
Rit et dansa...
Pendant cinq longues années !
Ah, comme la mort est vulgaire lorsqu'elle danse sans avoir dans son dos les ailes d'une idée.
Quelle chose idiote que de mourir sans savoir le pourquoi...
Nous l'avons vue, la Mort - lorsqu'elle dansait.
C'était une Mort noire, sans transparence.
C'était une Mort sans ailes !
Comme elle était laide et vulgaire...
Comme sa danse était gauche.
Mais elle dansait !
Faut voir comment elle les fauchait - en dansant -, tous les superflus et tous ceux qui restaient encore. Tous ceux pour lesquels - nous dit le grand libérateur - fut inventé l'Etat.
Mais hélas ! Elle ne fauchait pas que ceux-là.
La mort - pour venger l'Etat - a aussi fauché ceux qui n'étaient pas inutiles, et même ceux qui étaient nécessaires !...
Mais ceux qui n'étaient pas inutiles, ceux qui n'étaient pas de trop, ceux qui sont tombés en disant « non ! »
Seront vengés.
Nous les vengerons.
Nous les vengerons parce que c'étaient nos frères !
Nous les vengerons parce qu'ils sont tombés avec des étoiles dans les yeux.
Parce qu'ils ont bu le soleil en mourant.
Le soleil de la vie, le soleil de la lutte, le soleil d'une Idée.

Renzo Novatore, *Verso il nulla creatore*, 1924

ETRANGERS



DE PARTOUT ?

Toucher au cœur

à propos des rackets sur les immigrés

Les luttes autour de la question de l'immigration, qu'il s'agisse de celles de sans-papiers pour leur régularisation, de celles autour du logement dans les quartiers pauvres, contre les rafles dans les rues et les transports ou contre les centres de rétention ont vu ces dix dernières années la participation de nombreux compagnons dans différents pays. Elles conduisent souvent à une répétition d'impasses ou à une impuissance en terme d'interventions possibles.

S'il n'existe pas de recette, il nous semble pourtant indispensable de briser certains mécanismes militants qui nous ont trop souvent amenés à lutter sur des bases activistes sans perspectives ou bien au contraire à bouger à la remorque de groupes autoritaires, avec ou sans papiers. Ces quelques réflexions se veulent simplement un bilan d'expériences de luttes et quelques pistes pour développer une projectualité subversive qui nous soit propre, autour des migrations et contre leur gestion.

Au-delà des illusions sur « l'immigré »

Une façon classique de tenter de comprendre le contexte d'un conflit social afin d'y intervenir est de scruter à la loupe ses protagonistes et de les soumettre à des analyses sociologiques plus ou moins militantes. Outre qu'elles reviennent d'avantage à creuser ce mystérieux «qui sont-ils ?» qu'à nous interroger sur ce que nous voulons, ces analyses sont souvent biaisées par quelques dogmes qui troublent toute réflexion critique.

Si les habituels racketteurs gauchistes recherchent désespérément n'importe quel sujet politique à même de les porter à la tête d'une contestation, beaucoup d'autres s'engagent sincèrement aux côtés des sans-papiers. Mais parce qu'ils considèrent leur situation particulière comme extérieure, ils sont souvent plus portés par une indignation que par le désir de lutter avec ceux qui partagent une condition qui, si elle n'est pas totalement similaire, reste commune : l'exploitation, le contrôle policier dans la rue ou les transports, les conditions de logement dans les mêmes quartiers en voie de restructuration ou en périphérie, ou encore des illégalismes propres aux techniques de survie. Les uns comme les autres finissent alors bien souvent par reproduire toutes les séparations fonctionnelles à la domination. En recréant une figure générique de l'immigré-victime-en-lutte qui aurait ses qualités particulières, ils introduisent en effet une mystification sociologique qui non seulement finit par empêcher toute lutte commune, mais renforce encore l'emprise de l'Etat sur chacun d'entre nous.

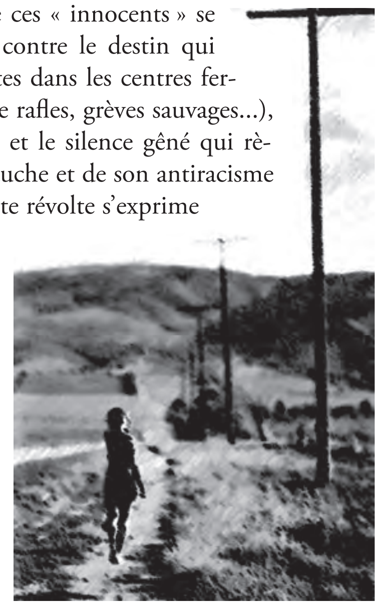
Bien souvent, les activistes libertaires ou radicaux, pourtant mus par quelque intuition de ce qui pourrait devenir un parcours commun, ne sont pas les derniers à avaler à leur tour cette pilule au nom de leur envie de collectif ou de l'autonomie des luttes, comme si cette dernière était menée par un bloc homogène et non plus par des individus, complices potentiels, au moins face à une oppression particulière. Des méthodes de lutte (l'auto-organisation, le refus des médiations institutionnelles, l'action directe) deviennent alors soudain beaucoup plus relatives lorsqu'il s'agit de sans-papiers. Reprenant quelques classiques de la

diatribe militante, il y a toujours un bon samaritain pour expliquer que fracasser la vitrine d'une compagnie aérienne d'expulseurs dans une manif de sans-papiers les mettrait «en danger», eux qui pourtant bravent quotidiennement la flicaille ; que le combat contre les fascistes (comme des membres des Loups Gris turcs), les nationalistes (comme certains réfugiés qui arrivaient lors du déchirement de l'ex-Yougoslavie) ou les curetons (de celui qui «accueille» les sans-papiers dans «son» église avant de les en expulser, aux associations chrétiennes chargées des basses œuvres de l'Etat comme la Cimade, Caritas International ou la Croix Rouge) s'arrêterait à la porte des collectifs de sans-papiers ; qu'on peut cracher à la gueule d'un ambassadeur français ou belge mais pas à celle d'un ambassadeur malien lorsqu'il vient médier une lutte qui menace de se radicaliser (idem pour tous les politiciens de gauche, généralement *non grata,* mais tolérés cette fois au nom de la fausse unité demandée par quelque leader de collectif de sans-papiers).

Si chacun sait qu'une lutte part toujours de l'existant et que les différences initiales y sont souvent importantes (prenons simplement le rapport aux syndicats dans la plupart des luttes liées à l'exploitation), la question pour nous est justement celle de leur dépassement dans une dynamique subversive, et ce n'est certainement pas en acceptant les divers carcans autoritaires qu'on pourra le faire, la fin étant déjà contenue dans les moyens qu'on se donne. D'autant que ce relativisme ne conduit pas à une confrontation à l'intérieur de la lutte, mais à une sorte de colonialisme à rebours, à réifier une fois encore les immigrés dans une altérité supposée («ils» seraient comme ça). La misère servant cette fois non pas de repoussoir mais d'excuse à tous les renoncements.

L'une des figures les plus marquantes de ce réductionnisme idéologique est ainsi celle de l' «immigré innocent», l'éternelle victime passive, exploitée, raflée, enfermée puis déportée. En réaction à une propagande raciste quotidienne qui vise à faire endosser aux immigrés le rôle d'un ennemi social coupable de tous les maux (du chômage à l'insécurité en passant par le terrorisme), beaucoup finissent de fait par leur nier toute capacité criminelle. On les voudrait tous dociles, en train de mendier leur intégration en vue d'une place un peu moins abjecte dans la communauté du capital. Ainsi, les milliers de réfugiés sont transformés en victimes bienveillantes, et donc intégrables : victimes de guerre, de catastrophes «naturelles» et de la misère, de trafiquants d'êtres humains et de marchands de sommeil. C'est pourtant oublier que ces parcours transforment aussi les individus, créant des solidarités, des résistances et des luttes qui permettent à certains de rompre la passivité à laquelle ils sont assignés.

Quand il arrive ainsi que ces « innocents » se défendent bec et ongles contre le destin qui leur est imposé ici (révoltes dans les centres fermés, affrontements lors de rafles, grèves sauvages...), c'est alors la stupéfaction et le silence gêné qui règne dans le camp de la gauche et de son antiracisme démocratique. Quand cette révolte s'exprime de manière collective, il y en aura peut-être encore pour « comprendre ces gestes de désespoir », mais quand un prisonnier boutera tout seul le feu à sa cellule, on parlera alors d'un « fou » et ça ne fera surtout pas partie de la « lutte ». On veut bien des grévistes de la faim dans une église, pas des incendiaires ou des évadés de centres fermés, on comprend des défenestrés ou des noyés, pas des raflés qui résistent à la police, on aide volontiers des parents d'enfants scolarisés, pas des voleurs célibataires. Car la révolte et les individus qui se rebellent n'entrent plus dans ce cadre sociologique de l'immigré-victime construit par la bonne conscience militante avec l'appui des parasites d'Etat universitaires.



Cette mystification empêche une compréhension plus précise de la migration et des flux migratoires. Il est clair que ces migrations sont d'abord une conséquence de la terreur économique ordinaire qu'exerce le capital et de la terreur politique des régimes en place et leur bourgeoisie locale, au plus grand bénéfice des pays riches. Cependant, il serait faux de prétendre que des prolétaires pauvres se déplaceraient vers les pays les plus riches, comme le serinent à leur tour les chœurs tiers-mondistes pour construire leur sujet de l'immigré-victime. Les migrants qui parviennent à franchir clandestinement les portes de l'Europe ne sont en effet pas forcément les plus pauvres (contraints, eux, à des migrations internes vers les villes ou vers des pays voisins au gré des fluctuations du marché et de ses désastres), rien que par le coût (pécuniaire et humain) d'un tel voyage ou la sélection culturelle et sociale au sein d'une famille de ceux/celles qui peuvent entreprendre la démarche.

Ainsi, si on cherche à comprendre tout ce qui constitue et traverse chaque individu plutôt que de figer la différence et l'altérité afin de justifier une position extérieure de «soutien», on peut découvrir toute une complexité et des rapports de classe, constatant que les collectifs de sans-papiers sont aussi composés de surdiplômés universitaires, de politiciens ratés, d'exploiteurs locaux qui ont récolté l'argent sur le dos des

autres... et migrent vers cette partie du monde pour prendre la place dont ils peuvent bénéficier dans le capitalisme démocratique. Beaucoup de groupes de sans-papiers sont ainsi dominés par ceux qui détenaient déjà du pouvoir (social, politique, symbolique) ou y aspiraient. Cette différence de classe est rarement prise en compte par les compagnons qui s'engagent dans une lutte avec des sans-papiers, la langue constituant une barrière aussi infranchissable qu'elle est invisible, propulsant automatiquement les immigrés issus des classes les plus aisées dans leurs pays d'origine dans le rôle de porte-parole/interprète. Aiguiser ces contradictions de classe, à l'intérieur des regroupements de sans-papiers comme partout, est non seulement une contribution que peuvent apporter des compagnons, mais aussi l'une des conditions indispensable pour développer une solidarité réelle.



Pour comprendre ces dynamiques de lutte, il est également nécessaire de jeter à la poubelle quelques confortables illusions. Seul un déterminisme acharné pourrait en effet prétendre qu'une certaine condition sociale implique nécessairement la révolte contre celle-ci. Ce type de raisonnement offrait certes la certitude d'une révolution, certitude qui a longtemps tenu au cœur de beaucoup, tout en écartant comme aventuriste la perspective de rébellions individuelles se généralisant vers l'insurrection. La critique d'un déterminisme qui a montré sa faillite dans le vieux mouvement ouvrier vaut cependant aussi pour les prolétaires qui migrent de ce côté là du monde. Pour beaucoup d'entre eux, l'Occident est perçu comme un oasis où on peut bien vivre, tant qu'on est prêt à fournir de gros efforts. Subir des conditions d'exploitation qui ressemblent à celles qu'on a fuies, avec des patrons qui savent aussi parfois user de la fibre paternaliste de l'appartenance à une même communauté supposée, être traqué, n'avoir pas ou peu de perspectives de monter dans l'échelle sociale et vivre un racisme latent qui tente de canaliser le mécontentement des autres exploités, est une confrontation avec la réalité qui n'en est que plus rude. Face à la résignation qui peut naître de cette confrontation douloureuse, ou face à l'enfermement dans des communautés autoritaires basées par exemple sur la religion ou le nationalisme, la perspective reste alors de se lier non pas avec *tous* les sans-papiers de façon générique, mais avec celles et ceux qui, refusant de se conformer à leur destin d'exploité, ouvrent aussi le chemin vers l'identification de l'ennemi. Afin qu'au jeu de dupes entre l'universalisme capitaliste et les particularismes s'oppose une guerre sociale où on pourrait se reconnaître entre soi, au-delà de la question des papiers et des différents degrés d'exploitation, dans une lutte continue vers une société sans maîtres ni esclaves. Comme dans n'importe quelle autre lutte, en somme, si celle-ci n'était pas plus souvent qu'à son tour biaisée par le poids de l'affectif culpabilisant, par l'urgence d'éviter une expulsion et ses conséquences possibles et, surtout, par un rapport qui se construit souvent sur la base de l'extériorité et non pas de la révolte partagée.

L'impasse des luttes pour la régularisation

On se souvient que le tournant du nouveau siècle a été marqué par des vagues de régularisations «massives» provisoires dans plusieurs pays européens (1). Si l'Etat suit toujours ses propres logiques, les sans papiers ont pu, par leur lutte, se frayer un passage et influencer les critères de régularisation ou accélérer leur rythme. On avait assisté au même phénomène pour des «grandes lois sociales», certaines ayant été acquises au prix du sang, d'autres pour acheter la paix sociale ou tout bonnement octroyées en fonction des besoins du capital, pour fixer la main d'œuvre et augmenter la consommation intérieure. Le débat avait alors aussi fait rage au sein de la classe ouvrière entre des revendications qui accompagnaient ou devançaient le mouvement du capital d'un côté, et les tentatives insurrectionnelles d'un autre. Nombre de révolutionnaires n'acceptaient alors ces revendications que dans un but d'agitation permanente tout en posant que la question sociale ne pourrait pas être résolue dans le cadre capitaliste.
Avant ces vagues de régularisation, les Etats étaient en fait partagés entre deux logiques contradictoires : d'une part l'afflux plus important d'immigrés en situation irrégulière répondait à un besoin réel de main d'œuvre flexible (bâtiment, restauration, nettoyage, agriculture, hôtellerie, domesticité) dans des économies à la population vieillissante, d'autre part cette population en partie méconnue (dans les pays d'immigration récente comme l'Espagne et l'Italie), mais surtout par nature beaucoup moins gérable, entravait la volonté drastique de gestion de l'ordre public. Si ce point a été rapidement traité, notamment par une collaboration plus étroite entre les diverses autorités (aussi bien à travers des échanges de bons services entre imams et préfets que par une répartition des tâ-

ches entre les différentes mafias immigrées et autochtones, malgré quelques premiers jeux sanglants liés à une concurrence inévitable), la question des besoins de main d'œuvre a été résolue par une corrélation plus étroite entre flux migratoires et marché du travail. Une des tendances lourdes au niveau européen semble en effet viser à une gestion au plus près, alignée en temps réel sur les besoins de l'exploitation. Cette forme qui lie strictement carte de séjour et contrat de travail pour les nouveaux arrivés vient s'ajouter à la forme classique de travail des migrants, le travail au noir, et viserait à terme à s'y substituer, dans le cadre d'une réorganisation des précarités salariées qui s'étend à tout le monde.

L'Etat a ainsi quasi tari la reconnaissance de l'asile politique, durci le regroupement familial ou l'acquisition de la citoyenneté par le mariage, supprimé les cartes de long séjour (celle de 10 ans en France), tandis qu'il étendait d'un autre côté sa main de fer sur les fichés volontaires déboutés des régularisations et s'orientait vers ce qu'un Président a défini comme une «immigration choisie». On en revient donc au temps où les sergents-recruteurs des patrons chargeaient directement par camions entiers des immigrés dans les villages en fonction de leurs besoins. La formule moderne veut simplement une rationalisation de ce recrutement aux frontières en cogestion entre les Etats et les employeurs (2), la main d'œuvre n'étant en rien destinée à rester et à s'installer. En même temps, les différents Etats construisent donc des camps aux frontières extérieures de l'Europe, pour ceux qui n'auront pas eu la bonne grâce d'être sélectionnés par les nouveaux négriers.

Car il y a tous les autres. Tous ceux qui se sont vu refuser le précieux sésame et ceux qui continuent d'arriver. Là se situe tout l'enjeu du changement d'échelle dans la rationalisation policière du système d'expulsion qui, pour ceux qui auront franchi le sas des zones d'attentes et le racket des passeurs et autres mafias, part des rafles, continue avec la multiplication des camps, et se termine par des déportations qui se veulent plus massives, quotas nationaux ou charters européens à la clé. Personne ne se fait pourtant d'illusions : tant que les causes économiques persisteront, et malgré tous les dispositifs du monde (comme on le voit à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis où un mur de 1200 km est en construction) qui ne font que renchérir le passage et augmenter le nombre de morts, le nombre d'immigrés sans-papiers continuera d'augmenter. Ce ne serait qu'au prix d'une multiplication des déportations que l'Etat pourrait réellement appliquer ses lois en matière d'éloignement forcé du territoire. Mais là n'est pas la question, car ces dispositifs ont pour principal objectif non pas d'expulser tous les sans-papiers, mais de terroriser l'ensemble de la main d'œuvre immi-

C'est un campement pour 237 familles africaines avec presque un millier d'enfants à Paris. Le lieu est symbolique. C'est une esplanade où trône un monument dédié aux morts africains des différentes guerres françaises. Au commencement de ce campement, fondé une nuit du 21 mai 1992 : dix familles déposées en autocar par un maire qui ne supportait plus de les voir camper devant sa mairie. Le tam-tam africain et la télévision aidant, les familles pionnières furent rejointes par d'autres, avant d'afficher complet sous la pression des policiers qui empêchent l'entrée de l'esplanade à tout porteur de valise ou de sac.

L'ambassadeur finit par arriver, accompagné d'un petit cortège, dont le leader de la lutte à l'esplanade, le Malien à qui les campeurs ont confié la défense de leurs intérêts. Les hommes accourent et l'entourent. Il s'exprime d'abord en bambara' et ensuite en français. Il parle des images du campement reçues au Mali, de la déception de tout le monde là-bas. Il dit que les campeurs rendent un mauvais service au Mali, parce que désormais dans la tête des gens, Malien égale sans-logis, égale squatters. Il les conjure d'accepter toute proposition des pouvoirs publics français.

Kaso crache par terre par mépris pour ce responsable costumé. L'ambassadeur promet des rendez-vous à quelques hommes de l'esplanade, part discuter avec quelques policiers et s'éclipse. Quelques militants européens de passage rouspètent sur le discours tenu par l'ambassadeur, des campeurs les écoutent sans faire de commentaire. Après le départ de Son Excellence, le comité de gestion commence à se rassembler pour sa réunion journalière. C'est une réunion entre hommes: on y parle de tout et de rien, de l'avancement des négociations, des nouveaux soutiens, de visites de personnalités, des prochaines manifestations, etc.

Le leader malien, qui est le président du conseil des Maliens en France, a la maîtrise du plan média. Il en a fait son domaine exclusif. Mais le média qu'il préfère, c'est RFI, qui est capté en temps réel au Mali. Depuis que la rue a renversé le dictateur malien, son propre parti a les faveurs de la majorité des Maliens d'ici et de là-bas. C'est le temps de s'imposer pour obtenir un poste important. Les élections se profilent à l'horizon et c'est un jeune homme pressé. Il a été introduit dans le campement par ses amis français qui l'ont averti la nuit où les familles furent débarquées sur l'esplanade. Il travaille pour une mairie communiste et c'est un maire communiste qui a jeté les familles à Vincennes.

Mamadou Dia, *Kaso. Le migrant perpétuel*

grée (celle qui est régularisée et celle qui est sélectionnée pour des durées de séjour toujours plus courtes), afin de la maintenir dans des conditions d'exploitation proches de celles qu'elle a fuies (des délocalisations internes en quelque sorte) tout en faisant pression à la baisse sur l'ensemble des conditions d'exploitation. Le prétexte raciste servant quant à lui également à déployer un arsenal de contrôle social qui touche tout le monde.

Plus se développe la guerre civile du capital de tous contre tous (soit principalement des pauvres entre eux, avec les immigrés en boucs émissaires de choix), plus chaque renoncement théorique et pratique se paiera au prix fort.

N'oublions pas non plus que quelque chose est en train de changer dans la nature même des migrations. Le capitalisme industriel déplaçait des forces de travail comme des pions sur un jeu. La logique était simple : ici on a trop de force de travail et là ils en ont besoin. S'il n'y avait pas trop de besoins, d'autres aspects de cette politique de gestion de population entraient en ligne de compte. Mais cette forme spécifique de migration s'est transformée avec les restructurations du système économique et les conséquences de la croissance industrielle. Ainsi, on commence à se rendre compte qu'il n'y a souvent plus de point de départ ni de destination. Les premiers sont dévastés par la famine, les guerres, les désastres tandis que les secondes changent continuellement. Les migrations deviennent alors plus un parcours interminable entre différents étapes ; et ne se limitent pas au passage d'un point A à un point B. Ces nouvelles formes de migration ne sont pas seulement déterminées par les besoins d'un capital toujours plus flexible et adaptable.Des millions de gens, déracinés par la dévastation des endroits où ils sont nés, errent sur cette planète, corvéables à merci. Et les dipositifs de gestion sont bien visibles : les camps humanitaires de réfugiés, les camps aux frontières, les bidonvilles et les favelas. Face à cette nouvelle donne, les luttes autour des régularisations semblent poser peu de questions...

L'exemple belge nous fournit une bonne illustration des impasses actuelles de la lutte pour des régularisations. Lorsque la tension montait en 1998 autour des centres fermés, l'Etat s'est fait à la fois lion et renard. En lion, il a déchaîné sa répression contre les secteurs les plus rebelles du mouvement (assassinat de Semira Adamu (3) qui se battait férocement à l'intérieur des centres, perquisitions et arrestations de camarades actifs dans cette lutte). En renard, il s'est engagé à négocier des régularisations avec l'autre partie du mouvement. Il est évident que réclamer des régularisations, à part que ça revient à réclamer l'intégration, requiert une certaine crédibilité, celle d'un interlocuteur reconnu. En peu de temps, c'est ainsi que ce mouvement a été torpillé. Les régularisations, qui étaient au départ une réponse de l'Etat à une tension et une agitation qui contestaient l'ensemble de sa politique en matière d'immigration (avec des slogans pour la fermeture de tous les camps ou la libre circulation), sont vite devenues le but à atteindre pour la plupart des groupes d'immigrés. Au lieu d'obliger l'Etat à concéder des régularisations par la lutte, les collectifs se sont engouffrés dans la brèche et ont entamé un dialogue suivi de négociations, attirant une armada de négociateurs professionnels et de charlatans juridiques censés résoudre les problèmes. Avec la répression d'un côté et le début d'un dialogue bureaucratique de l'autre, la dynamique était brisée, et ni les automutilations successives (comme les grèves de la faim hors des camps) ou les plus basses humiliations ne seront par la suite suffisantes pour arracher ce qui avait été à l'époque dans une certaine mesure une réponse de l'Etat à l'agitation, réponse suivie d'une rationalisation des centres fermés et d'une adaptation plus forte de l'octroi des permis de séjour aux besoins de l'économie (l'Etat leur a même attribué des couleurs différentes).

La situation actuelle, avec le cycle occupations/grèves de la faim/expulsions, nous a empêtrés ces dernières années dans des expériences de luttes qui offrent peu de possibilités de dépassement dans une perspective que nous pouvons partager : des expériences d'auto-organisation qui ne tolèrent ni politiciens ni leaders syndicaux ou religieux, d'actions directes qui permettent de créer un rapport de force réel et d'identifier l'ennemi de classe sous tous ses aspects. Ce constat nous met face au besoin et au désir de développer une projectualité subversive qui part sur nos bases plutôt que de rechercher le dépassement, qui semble toujours plus lointain, de luttes basées sur la revendication de régularisations. Cette projectualité pourrait trouver ses premiers points d'ancrage dans la révolte *de fait* partagée entre ceux qui luttent pour la destruction des centres et ceux qui, comme les rebelles de Vincennes et Steenokkerzeel, ont mis en acte la critique de l'enfermement et ont bouté le feu à leur prison.

Contre la machine à expulser

Face à ces difficultés surgit alors un débat qui court jusqu'à aujourd'hui, celui de la solidarité. Nombre de camarades défendent en effet la nécessité de notre présence à tout prix au sein des groupes d'immigrés, jusqu'à ce que couleuvre après couleuvre, ils finissent souvent par se retirer dégoûtés de toute lutte de ce type. Les justifications sont variées et sont souvent plus marquées par le confort des recettes sans ima-

gination ou par l'activisme mouvementiste que par un réel désir de subversion. Là encore, si le caractère *collectif* d'une action n'est pas pour nous un critère, nous comprenons le besoin que peuvent ressentir certains compagnons de « rompre l'isolement ». Cependant, nous doutons que ceci passe par le fait de se retrouver dans des réunions interminables à une trentaine enfermés dans un squat ou un foyer avec des sans-papiers et des gauchistes. Nous serions plutôt enclins à développer un projet propre et nous retrouver alors sur nos bases.

Tant que la solidarité ne peut être comprise que comme rapport de soutien avec certaines catégories sociales, elle restera une illusion. Même si elle se dote de méthodes plus radicales, elle restera à la remorque d'un conflit dont ni les bases, ni les méthodes, ni les perspectives ne nous conviennent. La seule justification consiste alors à prétendre qu'en participant à ces conflits, on pourrait « radicaliser » les gens parce que leur condition sociale les amènerait à partager nos idées. Tant que ce concept de « radicalisation » sera interprété comme un travail de missionnaires qui essayent de faire avaler leurs idées aux autres, elle restera dans l'impasse qu'on voit partout gagner du terrain. La « radicalisation » peut cependant à l'inverse être comprise comme une ouverture envers d'autres, autour de notre propre dynamique, et donc en gardant l'autonomie de notre projectualité. Mais ceci exige que pour être « ensemble » dans une lutte et avancer tant au niveau des perspectives qu'au niveau des méthodes, il y ait déjà une affinité de base, une première rupture, un premier désir qui va au-delà des revendications habituelles. C'est ainsi que notre exigence de réciprocité peut prendre sens. Plutôt que de continuer un lien qui n'a d'autre raison d'être que de maintenir la fiction d'un sujet politique qui aurait, au nom de son statut de principale victime, le monopole de la raison et de donc de la lutte, il nous reste bien d'autres pistes à explorer.

Pour être plus clairs, on pourrait dire que la solidarité nécessite une reconnaissance réciproque dans les actes et/ou dans les idées. Il est en effet difficile d'être solidaire avec un sans-papier « en lutte » qui revendique sa régularisation et celle de sa famille sans être aucunement intéressé par une perspective de destruction des centres de rétention. Peut-être pourrait-on encore se retrouver *de fait*, mais ça serait alors sur une seule base pratique : nous n'avons pas besoin d'analyser les motifs et les perspectives qui poussent quelqu'un à se révolter pour nous reconnaître au moins en partie dans des gestes d'attaque qui s'en prennent directement aux responsables de cette misère. Il en va de même pour la plupart des luttes intermédiaires : l'intérêt de participer à un conflit dans une usine qui part sur des revendications salariales et ne déborde pas l'encadrement syndical ni ne développe le moindre germe d'action directe est très limité. Limité parce qu'il n'y a simplement pas de base sur laquelle se retrouver. Quand par contre ces mêmes ouvriers passent au sabotage (même s'ils le considèrent simplement comme un outil pour faire pression sur le patronat) ou mettent à la porte leurs délégués (même si c'est simplement parce qu'ils se sentent trahis), de nouvelles possibilités communes s'ouvrent…

Donc, au lieu d'en rester à des slogans de plus en plus vagues de « solidarité avec les immigrés / en lutte » (mais quelle lutte ?), nous pourrions développer une projectualité contre les centres de rétention avec les méthodes et les idées qui nous sont propres et qui est subversive dans le sens où elle remet en question les fondements de ce monde (l'exploitation et la domination). Cette projectualité serait alors autonome, et elle serait renforcée par et renforcerait à leur tour tous les gestes de révolte qui se démarquent vivement de la résignation généralisé. Encore une fois, s'il n'existe pas de recettes, il importe aujourd'hui de sortir des impasses d'un activisme plus ou moins humaniste qui voudrait mettre en sourdine toute autonomie radicale au profit d'une agitation qui ne ferait que suivre les

Mais c'était l'autre papelard, apporté en catastrophe par une estafette à moto, qui lui avait ranci le moral. Soyez bâti à chaux et à sable, il y a des limites, non ? Il vida son verre à longs traits. Encore heureux que le pinard, contrairement à la bouffe, plus on a d'enquiquinements et mieux il passe la rampe. Rigolade à part, qu'est-ce que ce sera le jour de la mobilisation... La fosse à purin ça sera. A preuve, considérez son propre secteur : discipline, vigilance, jamais de pépin, un modèle du genre, vu ? Ben, ça dérangerait faut croire, alors je te mute vos troupes, sème la pagaille, puis misère ! voilà les motards avec ordre de mettre le paquet - et que ça saute ! Contrôle des étrangers, à fond et subito presto, comme s'il y avait le feu aux poudres... Feignasses de scribouillards ! Savent pourtant que Java, donnez-y un tour de vis et c'en est fait de la mine. Trois ans plus tôt, quand il avait pris possession de son poste à Vaugelas, c'est tout juste si on lui avait pas laissé entendre que la mine, hein, allez-y mollo avec les métèques de la mine. Pas très régulier sur les bords, ça, mais baste ! Il remplit son verre, le vida, le remplit de nouveau. Le commerce local, dis donc, il en piquerait une crise si la mine fermait boutique... Pas souvent qu'un Français irait trimer là-dedans. Pas si couillons, les Français. Carboni non plus, du reste. La Société minière des Maures, pas besoin d'avoir la tête politique pour comprendre qu'elle était de mèche avec la préfecture, et vice versa. Les Javanais, sinon, il y a belle lurette qu'on te lui aurait dit de te les vider tambour battant. Alors quoi, malheur ? De la crotte de bique, ce papelard ?

Jean Malaquais, *Les Javanais*, 1939

échéances du pouvoir ou les logiques des seuls acteurs supposés légitimes des luttes, alors que c'est la liberté de tous qui est par exemple en jeu avec les rafles. Tout comme il importe aussi de proposer des perspectives qui, au-delà des objectifs partiels développés dans ces luttes intermédiaires, soient capables d'élargir la question en proposant un horizon qui remette enfin en question l'ensemble de ce monde et de ses horreurs, c'est-à-dire capables de poser à chaque fois la question de la domination et de l'exploitation. Les attaques diffuses seraient au cœur de cette projectualité, offrant non seulement l'avantage de dépasser l'impuissance ressentie face aux murs et aux barbelés des camps ou face à un dispositif policier qui sait s'adapter en matière de rafles et compter sur la passivité et la peur des passants, mais aussi et surtout l'intérêt de pouvoir à la fois développer notre propre temporalité, rendre vulnérables aux yeux de tous les dispositifs de la machine à expulser qui se trouvent à tous les coins de rue, et offrir des possibilités d'action réelles à tout un chacun, quel que soit le nombre.

Des internationalistes enthousiastes

Je sortis le lendemain matin de bonne heure pour aller chercher des informations. La rafle n'était pas encore terminée ; à plusieurs endroits, des familles juives s'étaient enfermées barricadées et refusaient d'ouvrir leur porte. Dans le XIIIe arrondissement, boulevard de l'Hôpital, tout un pâté de maisons était entouré par la police française. Au bord de la rue attendaient des camions recouverts d'une bâche ; des femmes, des enfants et des hommes sortaient des maisons, accompagnés de policiers et étaient ensuite chargés dans les camions. Beaucoup tentaient désespérément de se débattre et étaient alors emmenés brutalement par la police ; les femmes poussaient des cris perçants, les enfants pleuraient. Derrière les barrages de police, une foule de badauds était rassemblée ; certains discutaient avec animation, d'autres regardaient ce spectacle en silence. Depuis les fenêtres des étages supérieurs, des femmes juives criaient à la foule «Vous êtes tous des lâches !», portaient leurs bébés à bout de bras et insultaient les agents et des civils, les exhortant à se défendre, les visages défigurés par la colère, la peur et le choc. Rien n'y fit ; la police exécutait les ordres qu'elle avait reçus, sans se laisser impressionner.
Sur le boulevard Blanqui se déroulait la même scène, avec en sus quelques affrontements, brefs mais rudes ! Des organisations juives de jeunesse s'étaient barricadées dans un grand immeuble, et se défendaient en lançant des bouteilles, des pierres et des chaises sur les agents, qui défoncèrent les portes et embarquèrent les résistants dans les camions. Pâles de colère, des ouvriers discutaient entre eux et insultaient les policiers.

Pavel et Clara Thalmann,
Combats pour la liberté, 1974

Notes

1) Espagne : 405 000 en 2002, 578 000 sur 691 000 en 2005. Italie : 227 000 sur 250 000 en 1998 puis 634 000 sur 705 500 en 2002. Environ 500 000 en 2006 en Angleterre. France : 81 000 sur 143 000 en 1998 puis 23 000 en 2004 et 6 000 sur 21 000 en 2006.

(2) Les quotas nationaux liant strictement immigration et travail existent en Italie depuis 1998 et en Espagne depuis 2002, sachant que ces deux pays, grands demandeurs de main d'œuvre, ont aussi procédé à deux larges régularisations collectives ces dernières années. A titre d'exemple, l'Italie a fixé par décret la venue de 252 000 travailleurs étrangers pour 2007 : 4500 Albanais, Tunisiens, Marocains, 8000 Egyptiens, 6500 Moldaves, 3500 Sri Lankais, 5000 Philippins, 3000 Bangladais, 1500 Nigérians, 1000 Ghanéens, Algériens, Sénégalais, 500 sud-américains d'origine italienne plus 80 000 ressortissants de pays ayant des accords sur l'immigration et la coopération (pays de l'ex-Yougoslavie, Inde, Pakistan, Ukraine,...) ou tout immigré ayant eu un contrat de travail lors des trois années précédentes. Quant à l'Espagne, elle a fixé pour 2008 la venue de 40 000 travailleurs étrangers pour des contrats de 4 à 9 mois : 16 200 Marocains, 12 000 Roumains, 4000 Bulgares, 3500 Polonais, 3000 Ukrainiens, 750 Sénégalais, 270 Philippins. Arguant de pénuries ponctuelles, d'autres pays européens ont déjà utilisé de tels dispositifs, comme l'Angleterre et l'Allemagne (20 000 «cartes vertes» de 5 ans maximum en 2001 pour des spécialistes des technologies de l'information). Les autres pays comme la France procèdent à des autorisations de travail basées en flux tendu sur la demande des entreprises, comme l'a encore confirmé la dernière réforme du Ceseda (*code de l'entrée, séjour des étrangers et demandeurs d'asile*) de 2007 et ses circulaires. Cela n'empêche bien sûr pas en plus l'introduction de quotas selon les accords bilatéraux, comme 1000 titres de séjour dans 108 métiers pour des Sénégalais en 2008. Voir aussi le cas des bureaux de travail belges au Congo ou des agences d'intérim espagnoles en Amérique du Sud.

(3) Depuis des mois, des compagnons développaient depuis l'extérieur une solidarité avec Sémira qui n'a jamais cessé de se battre et d'encourager les autres à le faire. A la quatrième tentative de déportation, les policiers qui l'escortaient l'ont assassinée avec un coussin. (voir ci-après *Beau comme des centres de rétention qui flambent*)

A l'assaut
de Ceuta et Melilla

Malgré une longue tradition de poncifs militants, on aurait tort de continuer à parler d' « Europe forteresse ». Si l'expression est commode, elle fait oublier que les étrangers riches n'ont pas de problème d'accès au territoire européen. Elle cache aussi surtout le fait que le continent reste une terre d'immigration légale ou légalisée, comme elle l'a toujours été, en fonction des besoins de main d'œuvre. Le décalage croissant entre des immigrés choisis par nationalités, quotas ou durée de survie avant régularisation et tous ceux qui continuent d'arriver sans demander d'autorisation a ainsi souvent pu conduire à cette simplification.

Les deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc constituent l'une des seules voies terrestres pour accéder en l'Europe. Si on sait que la Méditerranée constitue un des plus grands cimetières européen en raison du nombre de réfugiés noyés lors de la traversée vers l'Italie (Lampedusa et la Sicile), l'Espagne (le détroit de Gibraltar, les Canaries), mais aussi vers Chypre ou Malte, cette frontière a longtemps offert l'avantage d'un passage gratuit et plus sûr, pour peu que l'auto-organisation et la détermination soient au rendez-vous.

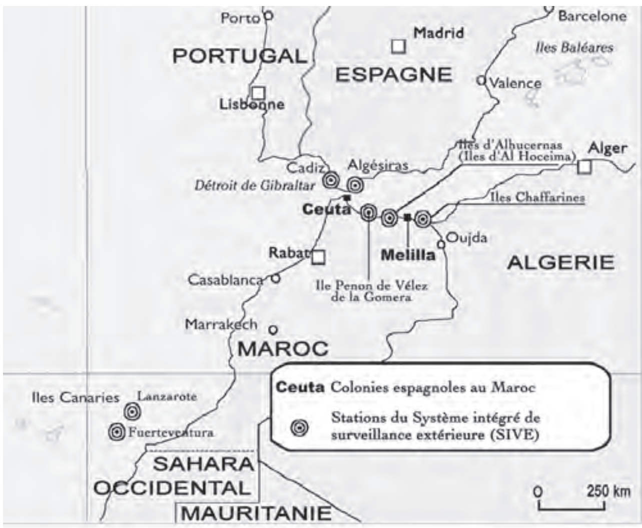
Ce n'est qu'en 1998 que la ville de Melilla, 65 000 habitants, a construit un centre de rétention particulier, dit CETI (*Centro de Estancia Temporal de Inmigrantes*), semi-ouvert mais à détention illimitée, contre 40 jours dans les dix autres camps de déportation, les CIE (*Centro de Internamiento de Extranjeros*), créés à partir de 1985. *La Granja*, cogéré par la Croix-Rouge et l'association Maria Immaculada, est d'une capacité de 250 places et sert de centre de tri entre ceux qui seront relâchés dans une ville espagnole du continent avec un avis d'expulsion, et tous les autres, refoulés par bateau ou par avion. Cette même année a aussi débuté la construction d'une barrière métallique autour de la ville, sur l'exemple de Ceuta l'année précédente. Depuis 1994 en effet, les traversées par bateau de «subsahariens» à partir du Maroc (Sidi Ifni, El Aaiun, Dajla) vers les Iles Canaries d'un côté et le sud de l'Espagne (Cadiz, Málaga, Almeria) de l'autre ne vont cesser d'augmenter. Parallèlement, les attaques individuelles ou par petits groupes de la frontière terrestre qui mène vers Ceuta et Melilla vont également se multiplier.

C'est cependant à partir de 2005 que tout va s'accélérer de ce côté-là. Des milliers de migrants, peut-être las d'attendre un passage victorieux par bateau contre les 1500 dollars dus aux passeurs (la surveillance technologique et humaine des voies maritimes a beaucoup augmenté), à bouts de ressources (dépouillés par la police, rackettés par les mafias, enfermés et tabassés dans les prisons marocaines ou libyennes à chaque échec) ou tout simplement plus pauvres, vont alors lancer des vagues d'assauts massives afin de franchir en force le périmètre qui marque le passage vers les deux enclaves espagnoles. Si nous nous attarderons sur les assauts de cette année particulière, ce n'est pas parce qu'ils ont été plus médiatisés suite aux morts qu'ils ont causées, mais parce que de nombreux migrants ont pu raconter ensuite leur aventure, et surtout parce que cette expérience d'auto-organisation et de détermination qui brise les schémas victimistes parle à tout individu qui a la liberté et la rage au cœur.

La bonne entente hispano-marocaine

La frontière, longue de plus de 8 kilomètres à Ceuta et 10 à Melilla, est protégée par un double grillage en acier renforcé (contre les sécateurs), haut de 3 à 6

mètres selon les endroits, la *Valla*. Elle comporte une trentaine de miradors, des caméras thermiques et des appareils de détection à infrarouge. Une fois le premier grillage franchi avec des barbelés à son sommet, il faut se jeter dans la zone de l'entre-deux et soit chercher à forcer le passage des rares portes, soit escalader le second. A Melilla, il faut encore courir et se cacher pour gagner le centre ville, où seule la préfecture enregistre les demandes d'asile. Tous les autres sont impitoyablement rendus aux marocains après un tabassage en règle. Les gardes espagnols sont notamment équipés de balles en caoutchouc qui font des ravages, et disposent en outre d'une bonne motivation pour s'en servir : une prime de 500 à 800 euros par mois pour occuper ce poste.



L'ensemble du dispositif de sécurité, sur terre mais aussi en mer, a été dénommé *Sive* (Système intégré de vigilance externe). Créé en 1998, il est devenu opérationnel en août 2002 le long d'Algésiras, à l'embouchure du détroit de Gibraltar, puis s'est étendu à Malaga et l'île de Fuerteventura (Canaries) en décembre 2003, avant Cadiz et Grenade en novembre 2004, puis Ceuta, Melilla et Lanzarote (Canaries) en janvier 2005. Et enfin Tenerife, La Gomera, El Hierro, Valence, Alicante, Murcia et Ibiza en 2007. C'est à Cadiz que se trouve *El Mando*, le centre opérationnel de la guardia civil qui gère le *Sive*, passé d'un système de contrôle exclusivement terrestre à un dispositif très complexe en temps réel intégrant bandes vidéo, liaison satellitaire, radars, caméras thermiques et infrarouges, lecteurs automatiques de plaques d'immatriculations et détecteurs de pulsations cardiaques dans les ports, le tout appuyé par des unités d'intervention rapide comme des vedettes maritimes et des hélicoptères équipés d'aides à la navigation nocturne. L'aire d'influence du *Sive* couvre, dans les textes adoptés à Bruxelles en novembre 2003 sur les centres de contrôle des flux migratoires du Sud, toutes les eaux du Portugal, de la France et de l'Italie (Maroc, Algérie, Tunisie comprises, qu'elles le veuillent ou non). Le second *Sive*, basé en Grèce, doit voir le jour face à la seconde route des trafics de marchandises (humaines ou matérielles) utilisée dans les Balkans, la Turquie, l'Egypte et la Libye. Notons aussi qu'une des deux entreprises qui a installé le *Sive*, Amper, a déjà exporté son système à la Serbie et la frontière russo-lettone, tandis que l'autre, Indra, l'a exporté à Hong Kong.

C'est donc à un véritable bouclier européen de surveillance pour la Méditerranée que le Maroc se trouve associé par sa frontière de Ceuta et Melilla (et les nombreuses îles partagées dans le détroit), effectuant ainsi la fonction de gendarme extérieur. Dès 1999, ce pays faisait il est vrai déjà partie de la liste de ceux désignés comme prioritaires par l'Union Européenne afin d'élaborer des plans d'action visant à stopper les migrants (aux côtés de l'Albanie, de la Somalie ou de l'Afghanistan). Il a ainsi adopté en novembre 2003 une loi «*relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc et à l'immigration et l'émigration irrégulières*» créant notamment le délit d'*émigration* illégale (articles 50 à 52, prévoyant jusqu'à 20 ans de réclusion). C'est en échange de ce genre de lois et des camps qui s'en suivent que l'Union Européenne monnaye son «aide au développement» et sa «coopération», un marché que dispute la Libye au Maroc pour l'Afrique du Nord. Le programme de La Haye (novembre 2004) a entériné officiellement pour cinq ans ce lien étroit entre politiques (anti)migratoires et subventions en tout genre.
On notera aussi en passant que si l'absence de papiers en règle, pendant longtemps un simple délit administratif, était déjà devenu un délit pénal en soi pour les *immigrés* en Europe, les Etats comme le Maroc, sur le modèle de l'ancien bloc de l'Est, sont à présent en train de créer en Afrique le délit pénal d'*émigration*. Ils posent encore une fois clairement que les individus leur appartiennent (et pas le contraire), et qu'ils ne peuvent quitter leur territoire qu'en fonction de leur bon vouloir. Sur l'exemple marocain, la Mauritanie a ainsi signé un accord avec l'Espagne visant à construire en 2006 un camp militaire à Nouadhibou pour y enfermer les candidats à l'exil de son propre pays. Le Sénégal a conclu un accord identique...

En 2004, les sources officielles parlaient de 55 000 escalades individuelles ou à petits groupes des seuls grillages de Melilla. Si ces chiffres marocains sont certainement gonflés en vue de montrer l'efficacité de la police locale et surtout de faire pression sur les subventions européennes en agitant sans cesse de

nouveaux besoins de financement, ils témoignent cependant d'un mouvement réel qui était déjà loin d'être négligeable. Cette année 2004 a en effet vu une accélération du rapprochement hispano-marocain, pays en froid depuis le conflit autour de l'îlot de Leila-Perejil en juillet 2002 : accords sur le rapatriement des exilés subsahariens en février, première visite officielle à l'extérieur de Zapatero en avril, aide supplémentaire annoncée de 950 000 euros (s'ajoutant aux 70 millions promis) en octobre, extension du SIVE aux côtes marocaines près de sa frontière avec l'Algérie en janvier 2005, adhésion du Maroc à l'OIM (Organisation Internationale des Migrations, qui gère l'aide au retour) en février, signature de l'accord de pêche gelé depuis 2001 avec l'Union Européenne en juillet.
Une des contreparties sera bien sûr la politique marocaine contre les immigrés, et en particulier autour de Ceuta et Melilla.

Ratissages et pression policière

Ces villes offrent en effet un aspect singulier pour les exilés, qui est d'être bordées de montagnes et de forêts. Des campements informels vont donc s'organiser sur le mont Gourougou, dans la forêt de la ville Nador qui surplombe Melilla, comme dans celle de Ben Younech, au nord de Ceuta.
Du 12 au 14 janvier 2005, trois jours avant la visite du roi Juan Carlos, près de 1200 membres des forces de sécurité marocaines, aidés de 25 véhicules militaires et de 3 hélicoptères démantèlent les campements informels de Gourougou, et arrêtent des dizaines de migrants. En février, c'est la forêt de Bel Younech qui est encerclée et assiégée, la principale source d'eau à l'entrée de la forêt bloquée. En mai se produisent de nombreux ratissages aux alentours pour capturer des réfugiés affamés qui tentent les allers-retours de la forêt vers des villages distants d'une petite dizaine de kilomètres (comme Fnidq) pour s'approvisionner, quant ils ne poussent pas jusqu'à la décharge municipale de Nador. Le 5 juillet, c'est le campement lui-même qui est investi et ratissé.
Chassés vers les montagnes escarpées, cachés dans des grottes ou des trous aménagés, réfugiés dans les agglomérations proches, une partie des migrants commence à se réorganiser du côté de Melilla et, le 29 août à partir du mont Gourougou, près de 300 d'entre eux tentent l'assaut des grillages. Ils sont repoussés à coups de balles en caoutchouc. Un petit groupe, encerclé par la guardia civil, fait l'objet d'un acharnement particulier dans le tabassage, provoquant des blessés graves et un mort (un Camerounais décédé suite à une hémorragie du foie). Malgré l'échec collectif, d'autres tentatives suivront pourtant du côté de Melilla, par petits groupes cette fois comme auparavant, notamment les 8 et 15 septembre. Tandis que plusieurs journaux locaux lancent une campagne raciste (*Le Matin* puis *Ashamal*, parlant de «ces gens-là» qui «polluent partout» ou de «criquets noirs» envahissant le pays), la police marocaine augmente la pression et procède à de grandes rafles : le 7 septembre dans le nord du pays puis le 27 septembre dans les quartiers populaires de Rabat, Casablanca, Tanger et Fès (1 100 arrestations).

De l'auto-organisation...

Au-delà de ces vastes opérations qui se sont de toute façon limitées techniquement et temporellement, l'approche de l'hiver, la pression des descentes de police en ville comme dans les bois et une bonne dose de rage vont pousser non seulement à regagner rapidement les forêts perdues au début de l'année, mais aussi à y préparer des vagues d'assaut qui seront cette fois massives et déterminées.



Selon les différents témoignages, l'auto-organisation se fait aussi bien par nationalités que par langues ou par réseaux de 10-15 personnes construits au fil d'un périple qui dure parfois depuis plusieurs années. De nombreux groupes se dotent de porte-parole ou chairman (pour les anglophones), qui regroupent les plus anciens selon l'ordre d'arrivée – certains ayant vécu plus d'un an dans la forêt. La coordination entre groupes ou communautés concerne les divers aspects matériels des campements : toilettes collectives improvisées et déchets (pour éviter la multiplication des maladies et épidémies), autoconstruction d'habitats précaires collectifs nommés «*ghettos*», équipes de secouristes pour soigner les blessés qui rentrent tous les soirs des tentatives discrètes de passage (jambes cassées, coupures profondes des barbelés) ou les malades, aidés en cela par des contacts irréguliers avec quelque ONG pour se procurer de rares médicaments. Enfin, concernant les conflits, plusieurs témoignages indiquent soit la présence de «sages», soit celle de «casques bleus» internes, créés à partir de juin suite aux tensions internes grandissantes générées par la pression policière.

On l'a dit, les premières attaques massives commencent en août à Melilla à partir du mont Gourougou. C'est un échec, mais elles provoquent de nombreux allers-retours de Bel Younech (Ceuta) à Gourougou (Melilla), et enclenchent à la fois un processus de réflexion collective (réunions informelles et assemblées) qui déboucheront malgré tout sur la poursuite de ce mode opératoire, mais aussi vers une vaste coordination technique : fabrication de nombreuses échelles artisanales de bois et de caoutchouc allant jusqu'à 10 mètres de hauteur, approvisionnements en gants ou substituts pour des centaines de personnes, choix d'un emplacement sur une bande de grillage qui fera jusqu'à 50 mètres de large en fonction de sa hauteur et de sa surveillance, organisation de groupes d'assauts et appel aux migrants des autres zones éloignées de la forêt. Des récits parlent aussi d'autres thèmes de débat abordés pendant les deux jours à Bel Younech comme la participation des femmes, qui aura finalement lieu, ou l'opposition entre certains chairman, certainement plus désireux de conserver leur petit pouvoir que de voir la forêt se vider en une sorte de tout pour le tout. Ces recompositions internes vont donc aussi voir l'apparition d'individus plus décidés, pour lesquels la liberté hors du piège marocain et le rêve de l'eldorado européen seront plus forts que les fragiles médiations établies pour gérer la survie quotidienne. Ce sont eux qui mèneront les groupes d'assaillants et seront les premiers à entendre siffler les balles de la guardia civil.



... AUX ATTAQUES MASSIVES

Un mois après l'échec de la tentative de passage de 300 personnes à Melilla le 28 août 2005, ce sont près de 800 migrants qui cette fois se lancent dans un assaut en deux temps la nuit du 27 au 28 septembre. Près de 300 personnes parviennent à passer. Cette attaque victorieuse va donner des ailes à ceux de Ceuta, et forcer la décision collective.

La veille de l'ouverture du Sommet hispano-marocain à Séville, comme un pied de nez aux puissants qui eux sont bien capables de défendre leurs intérêts, en cette nuit du 28 au 29 septembre aux alentours de 23h, ce sont donc près de 500 migrants de la forêt de Bel Younech qui préparent leurs affaires. A 1h, ils partent en file indienne en direction de Ceuta. Arrivés devant les grillages vers 3h, là où justement il n'est encore haut que de trois mètres, le premier des cinq groupes lance les échelles et tout le monde suit. Les militaires marocains, alertés par les chiens, tirent à vue avec leurs fusils. Ils feront immédiatement deux morts et de nombreux blessés. Sous la lumière aveuglante des spots qui éclairent l'enclos, le deuxième groupe s'élance à son tour et attaque les grilles, puis les rouleaux de barbelés, mais ils sont déjà attendus par les gardes qui les cueillent en bas et commencent à les matraquer. Les réfugiés des deux groupes courent dans l'étroit boyau entre les deux clôtures, cherchant un passage vers Ceuta sans avoir à faire une nouvelle escalade et être tirés comme des lapins par les espagnols. La guardia civil obstrue rapidement les portes du second grillage avec ses véhicules. Ils tirent des gaz lacrymogènes mais aussi des balles en caoutchouc sur ceux qui y grimpent, tuant trois autres personnes sans toutefois empêcher la masse de passer. D'autres militaires espagnols sortent carrément du côté marocain et tirent dans le tas pour dissuader les hésitants des trois derniers groupes. Près de 225 personnes sont entrées dans Ceuta. Elles seront encerclées et s'asseyeront dans un coin contre la promesse de les conduire en ville (où elles pourront déposer une demande d'asile). Les forces anti-émeutes arrivent vers 4h du matin et tous les exilés sont durement tabassés puis directement remis aux autorités marocaines.
Face à ces attaques qui font du bruit et aux cinq morts qui gâchent un sommet qui avait pour but d'afficher la réussite des efforts conjoints des deux pays, des renforts sont aussitôt déployés à la frontière. Ils se montent à 1600 hommes côté marocain et 480 militaires espagnols, en plus des moyens techniques supplémentaires (comme 130 appareils de détection à infra-rouge). Tandis que les autorités marocaines multiplient les rafles, le secrétaire d'Etat espagnol à la Sécurité, Antonio Camacho déclare que «*si ces avalanches se poursuivent, cela sera très difficile d'y faire front et je n'écarte pas d'autres situations non voulues*», soit l'assassinat à bout portant de ceux qui viennent vendre leur force de travail à vil prix. Chacun sait pourtant qu'une fois enclenchée, aucune coercition n'est à même de briser aussi facilement une telle détermination collective, forgée au cours de mois de souffrances, de résistances et d'espoirs déçus. Et qu'il faudra y mettre le prix...

Une semaine pleine d'espoirs

Malgré tout cet arsenal, moins d'une semaine après, 650 nouveaux migrants repartent à l'attaque de Melilla le 3 octobre, vers 5h du matin. Cette fois, c'est un grillage de six mètres de haut plus ses barbelés qui est escaladé avec les échelles artisanales. Près de 300 parviendront une nouvelle fois à pénétrer dans Melilla, mais le nombre de blessés (tailladés, matraqués, touchés par les projectiles ou les coups de crosse) est important : 135, dont 5 dans un état grave. Sept policiers et militaires ont aussi été blessés dans l'affrontement (l'un souffre d'un traumatisme crânien), souvent à coups de pierres, tandis qu'une portion de la clôture métallique a été abattue. En représailles, l'Etat marocain promet de creuser un fossé de 3 mètres de profondeur aux abords de Ceuta, qui n'aura donc connu qu'une nuit de folie collective, et y poursuit sans trêve sa chasse à l'homme : la forêt de Bel Younech est investie, les campements brûlés, les militaires sont postés tous les 100 mètres, les patrouilles de jeep incessantes. 130 migrants y seront arrêtés. Quant aux abords de Melilla, c'est une autre paire de manche, puisque la montagne Gourougou couvre les réfugiés...

Le 5 octobre, pour la cinquième fois en huit jours, une vague de 500 personnes divisée en deux groupes monte à l'attaque du dispositif militarisé de Melilla, profitant d'un des derniers endroits de grillage situé à «seulement» trois mètres de hauteur. La bataille est rude, mais près de 65 migrants réussissent à franchir le double obstacle, tous dans un état pitoyable. Dans la mêlée, une jeep est retournée et un garde civil espagnol blessé dans l'opération. Deux nouvelles unités anti-émeutes de la Guardia civil sont aussitôt envoyées en renfort, tandis que Zapatero annonce la construction d'un troisième grillage, «ultrasophistiqué», «infranchissable» et... «inoffensif». Demandant l'aide de l'Union Européenne, il obtient une promesse de 40 millions d'euros pour le Maroc contre la réadmission par ce dernier de tous les illégaux passés par son territoire pour entrer en Espagne (en fait la même chose que les pays de l'espace Schengen appliquent déjà entre eux), selon un accord de 1992 rarement appliqué.

Le 6 octobre, une dernière vague massive tentera le passage en force de la frontière de Melilla à partir du point de Rostrogordo, vers 3h du matin. La presse parlera initialement de 1 500 personnes, chiffre improbable vu le contrôle intense de la zone de partance, les rafles à grande échelle (85 arrêtés la veille et 134 le jour précédent à Nador, près de Melilla) et toutes les arrestations lors des tentatives passées. Ils étaient probablement autour de 500, comme la fois précédente, qui déjà avait vu fondre, et à quel prix, le nombre de migrants réussissant à passer malgré leur acharnement. Cette fois, personne ne passera et six exilés de plus seront assassinés par les forces de l'ordre (soit 17 à cette frontière depuis le début de l'été). Tout l'effectif marocain (gendarmerie et «forces auxiliaires» du ministère de l'Intérieur comprises) et espagnol attendait de pied ferme au bord les clôtures. Ce fut un massacre. Peu d'informations ont évidemment filtré sur cette dernière nuit tragique, et seul le nombre d'assassinés a fait quelques lignes. Juan José Imbronda, le gouverneur de Melilla, se contentera de déclarer sur une radio privée : «*Les forces marocaines ont collaboré, c'est ce que nous attendions*»...



Déportations de masse

L'Espagne a rapidement organisé la déportation vers le Maroc de toutes celles et ceux qui avaient franchi cette frontière terrestre si symbolique (la plupart des sans-papiers arrive en effet en Europe par les ports et les aéroports), via Malaga ou Algesiras, à l'exception d'un groupe de 140 personnes. Beaucoup ont ensuite été convoyés vers Oujda, à la frontière algérienne, par l'Office des Migrations Internationales et la Fédération internationale du Croissant Rouge, d'où ont décollé plusieurs charters : six avions de 140 expulsés vers le Sénégal du 10 au 12 octobre sur *Royal Air Maroc*, un boeing 747 affrété spécialement pour 400 expulsés le 11 octobre vers le Mali, suivi d'un autre avion de 200 le lendemain. 2400 autres Africains (Congolais, Ivoiriens, Guinéens, Gambiens,...) ont été dès début octobre déportés par cars vers le Sahara Occidental, dans le désert frontalier avec la Mauritanie ou l'Algérie.

Le 9 octobre, un mini-scandale éclatera ainsi lorsque 500 d'entre eux, convoyés par treize autobus, seront retrouvés dans la zone de Bouarfa, après avoir été abandonnés plusieurs jours avant à la frontière algérienne dans le désert, sans eau ni vivres. Ils seront

ensuite détenus sur la base de Taouima et de Berden (près de Guelmim). Là, malgré ou peut-être à cause des conditions inhumaines infligées par les militaires, ils lutteront encore par une grève de la faim, demandant leur libération. Ce ne sera le cas qu'après un mois et demi de détention, tous expulsés vers le pays d'origine (Sénégal, Mali, Cameroun, Guinée, Gambie) ou vers les camps algériens. Et de la même façon, début décembre, l'Algérie procédera à des rafles massives et videra ces camps de réfugiés, comme celui de Maghnia (ville frontalière en face d'Oujda), en en déportant à son tour certains dans le désert, près de la frontière malienne.

Tout continue...

Inutile de dire que faire reculer la frontière n'a rien changé, sinon le nombre de morts, vu l'accroissement des difficultés : les *pateras* partent désormais plus nombreuses de Mauritanie et du Sénégal vers les Iles Canaries que du Maroc, et dans ce dernier cas plus d'El Ayoune que de Ceuta. Quant aux migrants parvenus au Maroc et en attente d'un passage, ils ont de la même façon reculé de la forêt du mont Gourougou, près de Melilla, vers celle de Mariwari, près de Nador. Ce qui n'a pas bougé, ce sont en effet les lumières de la ville espagnole, qui continuent d'attirer les exilés malgré le renforcement du dispositif (le Maroc annonce 960 arrestations dans la zone pour les 5 premiers mois de 2008).
Ce dernier comprend en effet désormais un premier système de piquets mobiles pour empêcher les échelles de se poser, suivi d'un enchevêtrement de câbles et de filins de 6 et 12 mm qui se tendent avec le poids de la personne pour l'immobiliser. Le premier grillage dispose pour sa part d'un système d'alarme et surtout de diffuseurs de gaz lacrymogène au piment sous pression. L'alarme déclenche aussi de très puissants spots disposés tous les 125 mètres, le tout étant précédé de radars et de détecteurs de mouvement. Les tours de contrôle sont au nombre de 17 pour une dizaine de kilomètres à peine. Ce joujou technologique dénommé MIR (Muraille intelligente radicale), installé à partir de l'été 2006, a coûté la bagatelle de 20 millions d'euros, et laisse la sale besogne aux marocains, qui ont installé un poste militaire tous les 100 mètres d'où ils patrouillent mitraillettes en main et chiens à l'appui, financés par les fonds européens.

Nous aurions pu en rester là, avec la domination qui reprend le dessus dans cet épisode de la guerre sociale, si une information récente n'était pas venue nous rappeler que l'histoire n'est pas un continuum temporel qui se déroule avec son passé révolu et son éternel présent, mais qu'elle avance par bonds. Ces luttes d'exilés à base d'auto-organisation, de solidarité et de courage auraient ainsi pu rester cloisonnées en ce début d'automne 2005. Et pourtant...
Les 21 et 22 juin 2008, deux nouvelles vagues de migrants d'Afrique subsaharienne ont à nouveau victorieusement forcé l'entrée de Melilla, réussissant à pénétrer dans l'enclave espagnole. Renouvelant l'attaque de juillet 2006 où c'est directement le poste frontière de Beni-Asnar (près de Nador) qui avait été visé, coûtant la vie à un assaillant, près de 70 d'entre eux ont affronté directement les gardes le 21 juin vers 4h30, munis de pierres et de bâtons. S'élançant en groupe compact, ils ont enfoncé les gardes marocains puis espagnols (en en blessant trois) et une cinquantaine est passée, déclenchant alors une vaste chasse à l'homme. Certains ont été retrouvés dans des arbres ou sous des voitures, tous ont été conduits en centre de rétention, prochaine étape vers une possible relaxe dans les rues du continent. Bien inspirés, d'autres, moins nombreux, ont réitéré l'opération le lendemain soir, 22 juin, profitant cette fois de la séance de tirs au but du quart de finale de l'Euro 2008 entre l'Espagne et l'Italie, à une heure plus avancée, vers 21h15, mais avec moins de réussite.

Ce nouvel épisode de fraîche date nous rappelle donc à point nommé que tant qu'existeront les Etats et leurs frontières, il n'y aura pas de mur assez solide, fut-il technologisé à outrance, qui pourra contenir la rage et l'espoir des dominés en quête d'une vie meilleure. Il y aura toujours des forêts et des montagnes d'où partiront les assauts contre ce monde de mort. Des confins des déserts au cœur des métropoles.

Un sans-patrie

Beau comme des centres de rétention qui flambent

Australie

L'Australie a connu du 27 au 30 décembre 2002 une vague d'émeutes et d'incendies qui ont ravagé cinq de ses sept centres de rétention. Si ce pays, comme beaucoup d'autres, possède une solide tradition de camps (des délinquants anglais déportés pour coloniser l'île-continent aux aborigènes jusque dans les années 60, en passant par les prisonniers allemands fournis par les Etats-Unis pendant la guerre), il offre la particularité d'incarcérer pendant des années les immigrants dans d'immenses centres de rétention jusqu'à la décision concernant leur cas - souvent des demandes d'asile.

Les camps de rétention

C'est le gouvernement travailliste qui a décidé en 1992 d'incarcérer dans des camps de rétention l'ensemble des demandeurs d'asile débarquant sans papiers. Près de 3000 personnes y végètent actuellement, dont environ 600 mineurs. Les réfugiés proviennent pour un tiers d'Afghanistan puis d'irak et du Moyen-Orient, le reste étant originaire d'Asie. Depuis septembre 1997, leur gestion a été confiée à un groupe privé, l'Australasian Correctional Management (ACM), une filiale du groupe américain Wackenhut qui possède déjà 55 prisons dans sept pays. Bien entendu, ses employés ont tout loisir d'exercer leur cruauté avec la bénédiction de l'état australien. Cette firme a été absorbée en mai 2002 par le plus grand groupe mondial de sécurité privé, Group 4 Falck. Ce dernier gère notamment les centres de rétention en Angleterre, dont celui de Yarl's Wood (nord de Londres) qui a brûlé en février 2002 suite à une révolte. Il possède aussi la prison australienne de Port Philip (à Melbourne) où il est régulièrement mis en cause pour le taux de «suicide» élevé des prisonniers. Depuis le 23 décembre 2002, il a remporté le marché des camps de rétention de ce pays pour un montant de 100 millions d'euros par an, en offrant des prix encore inférieurs à ceux d'ACM. Le ministre de l'immigration, Philip Ruddock, a même tenu à préciser que Group 4 serait payé en fonction de son rendement «en termes d'émeutes et d'évasions».
Car dans cette situation de délais insupportables sans perspective, de conditions concentrationnaires (des tentes dans le désert comme à Woomera, entourées de barbelés électrifiés et blindées de matons-vigiles et de caméras), tortures, soins médicaux défaillants (comme ce témoignage d'un réfugié qui est resté quinze jours avec une jambe cassée avant d'être soigné), les révoltes se multiplient. En juin 2000, près de 700 réfugiés s'évadent des camps de Woomera, Curtin et Port Hedland puis se rendent dans les centres-villes pour protester contre leurs conditions. Suite à des manifestations depuis le 25 août devant le camp de Woomera, certains se révoltent, jettent des pierres contre les matons, incendient des bâtiments (réfectoire, école, nettoyage, «détente») dont celui de l'administration. «*Le 28 août, ils utilisaient les piquets de construction d'une seconde clôture comme des lances contre les matons tout en essayant de s'échapper à travers les trous dans la clôture*». En août 2000, des Chinois (principalement) fomentent une émeute qui blesse treize matons et cause des millions d'euros de dégâts en détruisant notamment trois bâtiments. En janvier 2001, près de 180 réfugiés, pour la plupart du Moyen-Orient, attaquent les matons avec des briques et des barres de fer et prennent le contrôle du camp avant que la police intervienne. Le 27 février 2001, 40 réfugiés s'attaquent aux matons pour protester contre l'expulsion de trois des leurs vers le Moyen-Orient. Le 3 avril 2001, 200 réfugiés du camp de Curtin «*abattent des clôtures intérieures, font des trous dedans, allument des feux et incendient entièrement deux préfabriqués*» selon la police. En novembre 2001, nouvelle émeute à Woomera, trois bâtiments sont incendiés. Outre les tentatives d'évasion individuelles ou certaines immolations par le feu suite à un refus d'asile,

près de 350 réfugiés de Woomera entament une grève de la faim qui durera seize jours en janvier 2002 pour obtenir que le dossier des Afghans soit examiné et qu'ils ne soient plus renvoyés «chez eux» suite à la chute des Talibans. Cinquante d'entre eux s'étaient en plus cousus les lèvres et l'un d'eux s'était volontairement jeté dans les barbelés du haut d'un grillage. Le gouvernement a cédé, pour une fois seulement. Enfin, suite à des mobilisations en mars 2002 devant le camp de Woomera, l'attaque extérieure des clôtures et les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre a permis à 35 sans-papiers de s'évader (15 sont toujours dans la nature) ; une cinquantaine s'échappera aussi le 27 juin 2002.



Woomera, Australie, 20 décembre 2002

Face à tout cela, l'Etat n'est cependant pas resté inactif. Le 19 octobre 2001, un bateau sombre au large de l'Australie mais dans les eaux internationales, avec à son bord 424 personnes (dont 150 mômes). Ce pays avait refusé l'accostage du Harapanindra et l'avait renvoyé vers l'Indonésie d'où il était parti. Des pêcheurs Indonésiens ne récupéreront que 45 survivants de ce rafiot de 19,5 mètres de long sur 4 de large, de nombreuses heures après. Un des responsables de la police fédérale australienne Mick Keelty a refusé de répondre à toute question d'une commission d'enquête sénatoriale bidon au nom de «l'intérêt public». Deux mois avant, en août 2001, le gouvernement australien l'avait joué plus finement : après avoir empêché le cargo norvégien Tampa d'accoster sur les côtes australiennes de l'île Christmas avec 460 Afghans à son bord, il les a déportés vers le micro-état de Nauru (où ils poirotent toujours). Un premier groupe de 800 et un second de 400 demandeurs d'asile les ont ensuite rejoints dans cette déportation. C'est depuis cette date que la marine de guerre australienne empêche les bateaux de réfugiés de s'approcher, avec comme conséquence immédiate l'assassinat des centaines de personnes du Harapanindra deux mois après. Aujourd'hui, près de 2200 réfugiés (afghans, sri-lankais et irakiens) végètent dans des camps sur l'île de Nauru (12 000 habitants sur 12 km2), l'Alcatraz australien. Ce micro-pays s'est enrichi entre 1919 et 1968 par l'exploitation de mines de phosphore et, désormais à cours de ressources (sans terre cultivable mais paradis fiscal), a volontiers accepté le deal de son voisin : l'épongement de sa dette (déjà 18 millions d'euros et d'autres à suivre avec la construction de nouveaux camps) et tous frais payés pour le fonctionnement des camps. L'Australie a déjà versé 29 millions d'euros aux gouvernements de Papouasie-Nouvelle-Guinée (autre état qui a déjà accepté 1000 réfugiés dans des camps australiens) et de Nauru pour installer ses camps. Son budget total s'élève à 170 millions d'euros et 120 sont prévus chaque année pendant au moins cinq ans. Les îles de Kiribati, Palau et les Iles Cocos sont en pourparlers après le refus de Fidji. La marine australienne emploie désormais cinq navires de guerre et quatre avions de reconnaissance uniquement pour chasser les bateaux de sans-papiers, en plus de ses garde-côtes. Enfin, les travaillistes et les conservateurs unis ont durci les lois sur l'immigration en septembre 2001, autorisant la marine à remorquer de force les bateaux ancrés dans ses eaux territoriales, instituant un visa de résidence renouvelable tous les trois ans pour les immigrés entrés clandestinement (supprimant l'espoir d'obtenir un permis de résidence définitif) et interdisant le regroupement familial. Cette nouvelle loi, la déportation à Nauru et la chasse du Harapanindra au prix de 353 assassinés ont subsidiairement permis au premier ministre John Howard d'être réélu pour un troisième mandat le 10 novembre 2001. Le 11 septembre 2001 ou l'attentat de Bali le 12 octobre 2002 (192 morts dont 88 Australiens dans une boîte de nuit) n'ont ainsi que peu modifié la donne dans la continuité raciste de l'état australien. A une exception près : le gouvernement accuse maintenant en plus les camps d' «héberger» des terroristes et a lancé une campagne anti-«terroriste» de trois mois le 29 décembre 2002.

Les belles émeutes de décembre

Le climat était donc à son comble lorsque cinq des sept camps se sont embrasés, lorsque les prisonniers ont décidé une nouvelle fois de prendre leur destin en main. Le vendredi 27 décembre, un premier incendie se déclenche au camp de Baxter, détruisant trois chambres et un bloc sanitaire du bâtiment Red 1. Les réfugiés sont transférés dans le bâtiment Red 2. Le camp de Baxter, situé à proximité de la ville de Port Augusta dans le sud de l'Australie, est en projet depuis le 23 août 2001 et sa construction a été achevée un an plus tard. Bâti dans l'enceinte d'un terrain militaire, il est de type prison de haute sécurité, avec barbelés électrifiés, vidéosurveillance 24h/24, mitard (où on peut rester menotté avec un bandeau sur les yeux), tabassages

et règlement intérieur blindé : demande écrite pour circuler à l'intérieur du camp, politesse obligatoire, etc. «Depuis que l'on a comparé Woomera à un enfer, il n'y a plus de termes pour qualifier Baxter», selon un prisonnier. Le samedi 28 au soir, ce sont trois nouveaux feux allumés à partir des literies, du mobilier et des rideaux des bâtiments Red 2 qui embrasent le centre, détruisant cette fois partiellement le camp, 64 des 79 chambres (17 des 19 bâtiments) sont détruites ou endommagées. Le lendemain, un dernier incendie qui démarre à partir du réfectoire du quartier White 2 (où sont regroupés les détenus) tente d'achever le travail, 17 nouvelles chambres partent en fumée. Ce camp dernier-cri à peine construit pour une somme de 22,3 millions d'euros, subit là une première critique pratique pour le moins radicale de la part de ses 215 détenus (55 sont plus précisément accusés, ceux dont la demande de visa a été rejetée après appel) qui le rendent en grande partie inutilisable. 11 réfugiés et deux matons ont reçu des soins suite à l'inhalation de fumées toxiques, les premiers ayant été parfois obligés de demeurer à l'intérieur des bâtiments en feu par des gardes en tenue anti-émeute. La première réaction pleine de bon sens récupérateur est venue du directeur du bureau du développement local de Port Augusta, Andrew Eastick : «*Bon, il y aura clairement des retombées économiques même s'il est tragique que nous pensions en ces termes. Mais il y a évidement un travail de reconstruction et de déblaiement qui doit être fait, et la majeure partie de ce travail échouera à des entreprises et des gens du coin*».

Le camp de Port Hedland (à l'ouest de l'Australie) est construit sur la base de bâtiments qui ont accueilli les célibataires des industries minières dans les années 60, à l'intérieur d'un quartier résidentiel. Il est devenu un camp de rétention en 1991, notamment à cause de la proximité d'un aéroport international permettant facilement les déportations. Le dispositif de sécurité a été considérablement renforcé en 2001 et le camp comptait 146 personnes réparties dans les 11 blocs au moment de l'émeute. Celle-ci débute dans la nuit du dimanche au lundi 30 décembre, suivant celle de Baxter. Le feu détruit un camion de pompiers, un énorme entrepôt (après effraction) et l'un des blocs d'habitation. Plusieurs maisons du voisinage ont dû être évacuées à cause de la fumée, deux matons soignés pour les mêmes raisons. 20 réfugiés sont spécifiquement sur la sellette. La moitié des 16 cellules du poste de police de South Hedland ont immédiatement été réservées par ACM (la boîte privée qui gère les camps), en attendant les premières enquêtes. En termes financiers, les dégâts sont plus importants qu'à Baxter (environ 1,7 millions d'euros).

Le troisième camp à s'embraser, après celui de haute sécurité de Baxter et celui qui sert de sas avant la déportation, Port Hedland, est Woomera (sud de l'Australie). Selon le ministère de l'immigration, les émeutes dans les camps de rétention avaient déjà causé près de 2,8 millions d'euros de dégâts au cours des 18 derniers mois, dont les ¾ sont attribués à celles de Woomera. Construit en plein désert à 500 km d'Adelaïde à la fin des années 50 pour abriter les travailleurs qui ont construit un complexe de bureaux, ce site est devenu un camp en novembre 1999, continuellement agrandi et avec des dispositifs de sécurité en constante augmentation. Deux premiers feux sont allumés le dimanche 29 décembre au matin dans le bloc sanitaire (5 bâtiments abritant les toilettes sont réduits en cendres). Le lendemain soir, ce sont deux quartiers d'habitation (37 bâtiments) et deux réfectoires qui sont incendiés et partiellement ou totalement détruits. Les pompiers mettent plus de quatre heures à les éteindre. Les 130 réfugiés, principalement du Moyen-Orient et d'Afghanistan, doivent être évacués vers un autre quartier inutilisé. Les dégâts sont encore supérieurs aux précédents, montant à 1,95 millions d'euros. 7 hommes sont immédiatement transférés en prison. Une vaste perquisition est menée dans le camp, pendant que les réfugiés passent deux jours assis et menottés sur le terrain de basket, sous le soleil brûlant de l'été et sans eau, de 10 heures du matin à 9 heures du soir. Les trois familles du camp sont transférées à Baxter alors que les autres, célibataires, subissent des pressions pour signer leur accord en vue d'une expulsion vers l'Iran ou l'Afghanistan (la plupart ont épuisé leurs recours, le tribunal ayant par exemple rejeté, au cours de sa session 2001-2002, 62 % des appels pour les Afghans et 87 % pour les Irakiens). Le téléphone a été coupé, les prisonniers interdits de courrier et sans possibilité de cantiner.

Le lundi 30 décembre, un soulèvement a lieu dans le camp de Perth. Un maton est blessé au visage. Au départ, la police a tenté de s'emparer de deux réfugiés qui devaient être conduits à l'aéroport pour y être déportés. Leur rébellion a provoqué la solidarité d'une quinzaine d'autres, ce qui a nécessité l'intervention de la police anti-émeutes. 4 personnes sont désormais accusées d'agression et de rébellion (à leur arrestation) et incarcérées.

Ce même jour, c'est un quatrième camp (après Baxter, Port Hedland, Woomera) de rétention qui prend feu. Le camp de Christmas Island est situé au large de l'Australie, à 2400 km à l'ouest de Darwin, et à 550 km au sud de l'Indonésie dans l'océan indien. C'est un bagne isolé où sont directement transférés les boat-people des bateaux arraisonnés dans les eaux australiennes (les autres sont repoussés par la marine de guerre australienne avant même de les atteindre). La quarantaine (?) de prisonniers mettent le feu en deux endroits, dont le réfectoire, et

prennent le contrôle du camp, armés de piquets de tentes et de tuyaux. Les pompiers doivent donc dans un premier temps rester à l'extérieur, tandis que les anti-émeutes affrontent les réfugiés. « Nous savons qu'aucun revolver n'a certainement pas été utilisé » a déclaré Jenny Hoskin, porte-parole du ministère de l'immigration, ce qui augure tout même de la vigueur de l'affrontement. Après le rejet de leurs demandes de visa, les boat-people avaient déjà enflammé une première fois un bloc d'habitations et le hall du réfectoire le 7 décembre dernier. Très peu d'informations ont filtré dans la presse australienne sur la révolte dans cette île.



Yarl's Wood, Angleterre, 15 février 2002

La dernière émeute, la plus violente aussi peut-être de ce week-end, s'est produite dans le camp de Villawood situé à Sydney. Ce camp comporte la particularité d'incarcérer les personnes dont le visa a expiré, celles qui ne remplissent plus les conditions (en dehors du quota fixé par emploi et nationalité, condamnation, travail au noir) et celles qui ont été interceptées dans les aéroports et les ports. Les réfugiés sont tous en attente d'expulsion, le nombre officiel étant de 513 (393 hommes, 88 femmes, 32 enfants). Les dégâts ont été moins importants que dans les autres, 280 000 euros, mais la révolte plus offensive : après avoir allumé six feux autour d'équipements surveillés dans la nuit du 31 décembre vers 10h30, 35 détenus ont tenté de s'évader en volant un véhicule de matons pour s'en servir comme bélier. Ils auraient été stoppés par un véhicule de police bloquant les portes. Ils ont également attaqué les matons avec des barres de fer. Selon un porte-parole du camp, «*environ 60 à 80 «détenus» ont également mené une émeute dans une autre partie de Villawood*». De nombreux dortoirs et un bloc consacré aux loisirs (sport ?) ont été détruits, les feux n'ont pu être éteints que trois heures après. 15 prisonniers ont ensuite été incarcérés dans les prisons de haute sécurité de Silverwater et Parklea (Sydney) pour émeute et tentative d'évasion. Leur nationalité montre notamment que la révolte peut dépasser les fausses divisions d'origine : Chine, Vietnam, Espagne, Turquie, Jordanie, Angleterre.

Le total des dégâts causés par les émeutes dans tous les camps est désormais estimé à au moins 4,7 millions d'euros.

Angleterre

L'émeute qui a rasé la moitié du plus grand centre de rétention d'Angleterre, Yarl's Wood, le 15 février 2002 est devenue le symbole des révoltes dans ce pays. On notera cependant que d'autres révoltes lors de transferts ou par la grève de la faim, comme à Rochester de janvier à mars 1997, ont accompagné la mise en place des camps. Car contrairement à sa réputation, l'Angleterre n'a rien d'un havre de paix pour les immigrés sans-papiers. En juin 2001, il y avait 688 détenus dans les 10 centres de rétention et 1 142 sans-papiers dans les prisons, la grande majorité sur simple demande de la police de l'immigration. Certains attendent là le résultat de leur appel contre le refus d'une demande d'asile. Il s'agit en général de sections spéciales des prisons. Suite au scandale de sans-papiers incarcérés pour ce seul fait, de nouveaux centres de rétention ont été construits... et des quartiers de prisons transformés en centres. En mai 2002, il y avait en tout pès de 3 500 places, soit un nombre de retenus facilement supérieur.

Le transfert d'un centre de rétention à la prison est souvent une mesure disciplinaire, et trois quarts des retenus ne sont pas en situation irrégulière mais demandeurs d'asile, dont une centaine incarcérés depuis plus d'un an en septembre 2000. Les demandeurs d'asile qui ne sont pas en prison sont assignés à résidence, de préférence dans un coin perdu. Ils doivent pointer périodiquement dans un *enforcement center*, où on en profite pour les fouiller. Ils n'ont pas le droit de travailler et, pour mieux les tenir, la misérable allocation qui leur est versée se fait presqu'exclusivement sous forme de bons valables uniquement dans certains magasins, sans rendu de monnaie. La grande bénéficiaire de cette méthode est la Sodexho française, qui émet les bons.

Un centre flambant neuf

Le centre de Yarl's Wood, géré par le groupe privé Group 4 Falck a ouvert le 19 novembre 2001 dans le Bedfordshire, avec 900 places, en faisant le deuxième plus grand d'Angleterre. Dès le 10 décembre, il y a eu une série de grèves de la faim et de refus de repas, et massivement à partir du 18 janvier 2002, contre les conditions inhumaines de détention et notam-

ment la pratique de menotter les retenus à tout bout de champ (comme lors des transferts à l'hôpital). Le 14 février, des gardiens menottent une femme de 55 ans, malade depuis trois jours sans médicaments, et la traînent par terre pour l'emmener à l'hôpital. Un groupe de retenus s'interpose, la protestation s'étend en un éclair et 200 retenus montent sur le toit (sur 383 de compte le centre à ce moment-là). Un incendie est allumé vers 20h dans le hall de réception, suivi de deux autres dans les ailes D (hommes) et C (mixte), qui brûlera la moitié du centre, pendant que se produiront de durs affrontements entre retenus et gardiens jusqu'à 7 heures du matin. Deux d'entre eux sont attaqués et leurs clés dérobées, quatre autres enfermés de force dans un bureau. Les détenus ont ensuite affronté les forces de police anti-émeute accourues au secours des gardiens privés, non sans penser à détruire les caméras de sécurité et la salle de contrôle high-tech qui contenait les enregistrements.

Les pompiers ont mis une heure à pénétrer dans le centre après leur arrivée, et de mauvaises langues prétendent qu'ils en ont été bien empêchés par quelques révoltés, le temps que le feu fasse son travail. Pendant ce temps, 20 prisonniers se sont échappés et seuls 8 ont été repris, malgré les deux hélicoptères et les chiens lancés dans les collines et les champs alentours pour les reprendre.

Suite à l'incendie, les retenus ont été transférés à Campsfield House (Oxford), le centre a été fermé, puis réouvert et agrandi. Quand le Group 4 Falck a lancé une campagne de recrutement pour compléter ses effectifs en vue de la réouverture, chacun de ses rendez-vous a été contesté par des manifestations. Quant au verdict contre les onze inculpés d'émeute et incendie, il est tombé le 15 août 2003 : sept acquittements, trois condamnés pour violences et un pour émeute. Ils ont pris près de 4 ans ferme chacun.

Un rapport officiel publié en novembre 2004 précisera que ce centre tout neuf avait été construit à la va-vite en même temps que deux autres, pour remplir les objectifs fixés de 30 000 expulsions par an. Cela explique selon lui la vitesse de propagation de l'incendie sur du matériel de mauvaise qualité et l'absence d'extincteurs, alors qu'il est incapable de voir que la privation de liberté et des conditions de détention particulièrement insupportables, vu son objectif de simple centre de transit confié à une boîte privée en vue d'expulsions massives, ont fait l'essentiel. Ainsi, la plupart des retenus étaient en attente d'expulsion, tous leurs recours ayant été épuisés, et une petite partie arrivait de prison, où ils avaient été en punition. Il confirme par ailleurs qu'un gardien a été gravement blessé en sautant du deuxième étage pour échapper aux émeutiers auxquels il voulait barrer l'accès aux ateliers. Enfin, les dégâts finaux sont estimés à 100 millions de Livres, soit les deux ailes incendiées et une partie des autres saccagées jusqu'aux toits.

Harmondsworth prend le relais

Mais les émeutes et incendies n'allaient pas s'arrêter en si bon chemin. Après Yarl's Wood en février 2002, c'est le centre de rétention de Harmondsworth qui allait faire parler de lui le 19 juillet 2004 puis le 29 novembre 2006.

Situé près de l'aéroport d'Heathrow (à l'ouest de Londres), ce centre de deux fois 550 places a ouvert en 2001 et était géré par l'entreprise privée Uk Detention Services (UKDS), en contrat pour huit ans avec le ministère de l'Intérieur, rebaptisée Kalyx Ltd suite à la première révolte. En mai 2004, éclate une première grève de la faim collective de 220 retenus, protestant contre la longueur des procédures et les violences des gardes. Le 19 juillet vers 20h, un demandeur d'asile kosovar de 31 ans est retrouvé pendu, sa demande venant d'être rejetée et son expulsion programmée pour le lendemain (il y a eu 17 suicides officiels en centre de rétention de 2001 à 2006 et 185 auto-mutilations rien que pour les 10 premiers mois de 2006). La nouvelle se diffuse alors comme une traînée de poudre et un groupe de Jamaïcains refuse de réintégrer les cellules vers 23h. L'affrontement avec les gardiens tourne à leur avantage et ces derniers se retirent. La révolte s'étend alors rapidement et les insurgés commencent à mettre le feu et à détruire la structure. Une petite centaine continuera jusqu'à 9h du matin, lorsqu'ils seront défaits face à la police, aux matons et à leurs groupes spécialisés anti-émeutes (les «*tornado teams*»). Le camp de Harmondsworth sera en partie fermé suite aux dégâts structurels (22 millions de Livres) et nombre de détenus seront transférés.

Suite à cette révolte, les conditions de détention se rapprocheront encore un peu plus de celles d'une prison de haute sécurité. A titre d'exemple, et en plus des tabassages punitifs, les matons ont institué le rapport disciplinaire, nommé I.P. dans leur jargon, sachant que plus de deux rapports envoyaient directement au mitard (une heure de promenade par jour et isolement total sans affaires personnelles). Les retenus ont raconté comment des I.P. étaient bien entendu totalement arbitraires, comme le fait d'adresser la parole à un garde «de manière maléduquée» ou pour «non-coopération». Cet isolement qui va jusqu'à 45 jours avait été utilisé près de 129 fois à Harmondsworth rien que pour les six premiers mois de 2006. Un second facteur de l'explosion est liée au durcissement des conditions extérieures : en plus d'incarcérer les immigrés en attente de déportation ou en attente de révision de leur refus de permis de séjour, Harmondsworth a vu croître de façon exponentielle au cours des dix mois précédant la seconde révolte la quantité d'immigrés incarcérés suite à un

passage en prison. Le ministre de l'Intérieur John Reid avait en effet multiplié les dispositifs pour accélérer l'expulsion de tout étranger ayant commis un délit, y compris lorsqu'ils avaient la citoyenneté britannique depuis des années (soit un permis de résidence). Nombre de fils d'immigrés ayant grandi en Angleterre se sont retrouvés ainsi pris dans les filets de la double-peine.



Harmondsworth, Angleterre, 29 novembre 2006

Si les causes conjoncturelles liées à la révolte n'ont pas filtré, l'enfermement suffit à expliquer que du 28 au 29 novembre 2006, c'est l'ensemble du centre et ses quatre ailes qui ont été cette fois saccagés pendant 18 heures par les 484 retenus : sanitaires, murs, fenêtres, caméras de surveillance. Initiée vers 12h30, la révolte s'est amplifiée à partir de 23h30 lorsque le feu est venu remplir son office ravageur, aidé ensuite par l'inondation générale provoquée par les détecteurs anti-incendie. Se servant de couvertures, certains révoltés ont également composé le texte géant «SOS FREEDOM» (Sos, Liberté) dans la cour, qu'un hélicoptère de la télé Sky News a diffusé, provoquant immédiatement le black-out du coin, décrété «zone d'opération avec interdiction de survol». Enfin, une tentative de tractation a eu lieu pendant les affrontements dans l'aile C du centre : parlant au nom des autres, des retenus acceptaient l'expulsion immédiate des déboutés définitifs («plutôt déportés que prisonniers à temps indéterminé [jusqu'à 3 ans] dans un méandre juridique») en échange de la liberté conditionnelle pour tous les autres. Mais même ce réformisme revendicatif n'a suffi à éviter l'intervention des flics, pas plus qu'il n'a freiné la rage des autres (Jamaïcains, Iraniens, Irakiens, Kenyans, Nigérians,...), achevant la démolition entreprise deux ans auparavant.
Les retenus ont été transférés, et les dégâts se montent à plusieurs millions de Livres.

Campsfield House en révolte

Le centre de rétention de Campsfield House, d'une capacité de 218 places pour des demandeurs d'asile en cours de procédure mais aussi en attente de déportation, est situé à Kidlingtown, dans le Oxfordshire. Ouvert en 1993, il est géré depuis septembre 2006 pour trois ans par l'entreprise américaine GEO, prenant la suite de Group 4.

Le 20 août 1997, une gigantesque émeute causait près de 100 000 Livres de dégâts au centre, pendant qu'une manifestation de solidarité se déroulait à l'extérieur. 13 retenus furent arrêtés et 9 renvoyés en procès pour saccage et incendie volontaire (un Libanais et trois Caribbéens ont été sortis de l'histoire, ne laissant que neuf Africains de l'ouest face à la justice, alors de toutes les nationalités étaient présentes pendant l'émeute). Incarcérés dans les prisons de Bullingdon et Reading, ils seront tous acquittés le 18 juin 1998.

Ces derniers temps, de nombreuses révoltes ont à nouveau perturbé la normalité de l'inhumanité carcérale, la remettant au centre de l'actualité.
En mars 2007, une émeute éclate vers 7h du matin, suivie d'un incendie, provoqués par l'expulsion «violente» d'un retenu. En juin 2004 déjà, une révolte similaire avait éclaté suite à l'expulsion d'un Algérien. Si les dégâts ne sont pas précisés, on relève neuf blessés, dont sept membres du personnel intoxiqués par les fumées.
En août 2007, lors d'un incendie volontaire, près de 26 demandeurs d'asile parviennent à s'évader (8 sont toujours dans la nature).
En décembre 2007, ce sont près de 120 retenus qui repartent en émeute lorsque les gardiens tentent d'extraire un des leurs de la cellule vers 5h30 en vue d'une expulsion. De brefs affrontements ont lieu, les installations électriques des couloirs sont détruites, tout comme les caméras de vidéosurveillance. Les toilettes sont bouchées et provoquent l'inondation désirée, en mettant une partie du centre hors service.
Le 14 juin 2008, un nouvel incendie est déclenché, nécessitant l'intervention de 10 camions de pompiers et d'un hélicoptère.
Le 18 juin 2008, c'est une évasion collective de sept retenus qui a lieu tôt le matin. Quatre sont rapidement repris (un blessé aux chevilles est hospitalisé, et un autre caché dans le jardin botanique d'Oxford repris), tandis que deux Palestiniens et un Afghan courent toujours.

Si l'incendie volontaire et simultané des deux ailes du centre de rétention de Vincennes (Paris) qui a conduit à sa destruction le 22 juin 2008 est encore dans les mémoires, cette révolte qui a suivi le décès la veille d'un retenu dans le centre n'est pas isolée ces dernières années.

Le 18 septembre 2006, sept retenus s'évadent du centre de rétention de Cornebarrieu (Toulouse-Blagnac). Cinq courent toujours.

En décembre 2006, grèves de la faim collectives dans les centres de rétention de Vincennes, de Lyon et de Marseille.

Le 24 janvier 2007, deux incendies éclatent dans chacun des bâtiments du centre de Vincennes, endommageant sérieusement l'un d'eux. Cinq retenus (malien, ivoirien, marocain et tunisien) sont accusés d'en être les auteurs.

Le 27 juillet 2007, un Kurde incendie une partie du centre du Mesnil Amelot (20 places sur 120) à partir de son matelas.

De décembre 2007 à avril 2008, de nombreux sans-papiers se mettent en grève de la faim et parfois s'affrontent aux flics dans les centres de rétention du Mesnil-Amelot, Vincennes, de Rennes et de Nantes.

Le 23 janvier 2008, des retenus mettent le feu à une chambre à Vincennes.

Le 27 janvier 2008, deux départs de feu nécessitent l'intervention des pompiers à Vincennes.

Le 12 février 2008, nouvelle mise à feu de deux chambres à Vincennes.

Le 16 mars 2008, cinq retenus s'évadent du centre de rétention du Canet (Marseille), deux Algériens, deux Tunisiens et un Marocain. Deux courent toujours.

Le 6 avril 2008, incendies de draps à Vincennes, projectiles contre la police et dégradations.

Dimanche 22 juin 2008 vers 14h45, plusieurs incendies sont allumés dans les deux bâtiments du centre de rétention de Vincennes. En quelques heures, les 280 places sont totalement détruites tandis que dehors se déroule un rassemblement. La veille, un retenu tunisien de 41 ans, Salem Essouli, y avait trouvé la mort, attendant de nombreuses heures avant d'être évacué vers l'hôpital.

Un retenu témoignera clairement de l'intérieur : « *Moi, pour "centre de rétention", je dis toujours "détention", et les flics n'aiment pas ça. Mais pour moi, nous sommes en prison, on n'est pas libres. La manière dont les gens sont expulsés, le fait même que les gens soient expulsés, quand tu penses à tout cela, tu es démoralisé. C'est ça qui a créé ce sentiment de révolte. Comment le feu est arrivé ? Comment ils ont fait ? Franchement, je ne veux même pas savoir. C'est la mort du monsieur qui a suscité toutes ces violences-là, légitimes ou pas. Mais quand même, les révoltes, ça arrive partout. Quand il y a quelque chose qui ne va pas, il y a des révoltes, même en ville, dans la vie courante, il y a toujours des révoltes et ça peut être avec des violences. Une révolte, c'est une révolte, d'une seule façon.* »

Les retenus seront tabassés et parqués dans l'école de police attenante avant d'être évacués en bus ou TGV spécialement affrété vers les centres de Rouen-Oissel (22), Lille-Lesquin (54), Nîmes-Courbessac (100), Palaiseau (18), Mesnil-Amelot (10) et Paris-dépôt-Cité (40). Si quelques uns seront expulsés, la plupart seront libérés (93 retenus sur les 100 transférés à Nîmes par exemple), souvent débarqués au milieu de nulle part. Depuis, six sans-papiers sont incarcérés à Fleury ou Fresnes, accusés de « *destruction de biens par l'effet d'incendie et violence à agent de la force publique* ». Une campagne de solidarité a commencé en octobre. Le 10 novembre, c'est un nouveau centre de 60 places qui a été inauguré à Vincennes. Deux autres doivent suivre plus tard à côté du premier. Cette capacité moins importante a pour but évident de mieux contrôler les retenus, suivant en cela un rapport de la Cimade, l'organisation « humanitaire » religieuse qui cogère ces camps avec la police (un appel d'offre récent doit mettre son monopole en concurrence avec d'autres crapules).



Vincennes, France, 22 juin 2008

Dimanche 20 juillet vers 18h30, c'est un Turc de 44 ans, expulsable depuis la veille, qui met le feu au centre de rétention administrative de Nantes à partir de sa cellule. Le centre est obligé de fermer provisoirement et, le lendemain, les sept autres retenus sont transférés au centre de Rennes-Saint-Jacques-de-la-Lande après une nuit en garde-à-vue. Le 2octobre, l'unique accusé sera condamné à 3 mois ferme.

Samedi 2 août, c'est au tour du centre de Mesnil Amelot, situé derrière l'aéroport de Roissy, de faire l'objet d'une tentative d'incendie. Deux chambres brûlent tandis que se déroulent des affrontements dans les bâtiments 1 et 4 aux cris de « Liberté », sans que le feu ne parvienne toutefois à consumer l'ensemble de la structure. Selon le témoignage d'un retenu *: «Nous n'avons fait que crier avec les manifestants présents à l'extérieur. Alors, les policiers nous ont demandé d'arrêter et ont voulu nous faire rentrer sur le terrain de foot. Nous avons refusé, puis un incendie a éclaté. Les policiers ont alors insisté violemment, jusqu'à nous gazer et tabasser l'un des jeunes émeutiers*».

Ce qui est sûr, comme le proclame une affiche qui a commencé à circuler en novembre sur les murs de plusieurs villes, « *c'est que l'enfermement est une raison suffisante en soi pour se rebeller contre les geôliers et leurs murs barbelés. Ce qui est certain, c'est que tout individu qui a encore le goût de la liberté et la rage au cœur ne peut que se reconnaître dans ces révoltes dévastatrices.* »

Belgique

Fin juillet 1998, 31 personnes s'évadent du centre lors d'un rassemblement organisés par l'ancien Collectif Contre les Expulsions. Des manifestants avaient cisaillé le grillage, tandis que les prisonniers se sont affrontés aux gardiens et ont cassé des vitres pour s'évader. 7 personnes sont reprises lors de la chasse à l'homme, les autres sont toujours hors des griffes des chiens de la démocratie. Cet évasion a fait monter définitivement la tension dans et autour des centres fermés.
En septembre 1998, Semira Adamu est assassinée lors d'une tentative de déportation, asphyxiée par deux policiers sur l'avion. Suite à des appels d'aller manifester devant le centre fermé 127bis de Steenokkerzeel, le gouvernement décide de vider le centre, c'est-à-dire de transférer les prisonniers considérés comme des complices ou des amis de Semira vers d'autres centres et de libérer les autres.
Ces deux faits marquent la première période d'agitation autour des centres fermés. A ce moment-là, les camps étaient beaucoup moins renforcés – les évasions étaient très nombreuses.
Avec la construction d'un nouveau centre fermé à Vottem, l'Etat choisit une autre direction : transformer les centres fermés en bastions sécurisés à l'égal des maisons d'arrêt. Tandis que dans la rue l'agitation descend et la lutte contre les centres commence à se transformer en une lutte pour la régularisation, l'Etat restructure les centres et leur gestion.

Dans les années de 2000 jusqu'à 2007, les émeutes et les évasions se font assez rares dans les centres. A l'extérieur, une coordination nationale des sans-papiers (l'UDEP) et leurs souteneurs essayent surtout de se construire une certaine crédibilité politique auprès de l'Etat pour obtenir des régularisations – il y a très peu d'attention pour ce qui se passe dans les centres.

A partir de 2007, la rage commence définitivement à montrer sa force dans les prisons belges. Les émeutes et incendies se succèdent et se répandent au fur et à mesure dans presque toutes les taules. Cette diffusion a certainement en partie été possible grâce aux transferts suite à des mouvements de rébellion de prisonniers considérés comme les meneurs. Ainsi, l'expérience de la révolte pouvait se répandre dans presque chaque taule de la démocratie belge.
Les mutineries dans les prisons ont affecté la situation dans les centres fermés de deux manières. D'abord, le fait que même dans les pires conditions de «contrôle» éclatent des mutineries (et pas une, mais surtout leur continuation dans le temps et dans l'espace) a fonctionné comme une sorte de flambeau. Même avec tous les barreaux, tous les gardiens, les cellules d'isolement, les tabassages, se révolter restait possible. La peur laissait la place à la conscience que la rébellion dépend surtout de sa propre détermination. Deuxièmement, des prisonniers sans-papiers qui ont participé aux mutineries dans les prisons sont ensuite transférés dans les centres pour attendre leur éventuelle déportation. Il est à noter que la durée de cette détention administrative dans les centres peut aller facilement jusqu'à 6 mois, parfois même plus. Ces prisonniers avaient déjà une expérience de révolte dans les taules où les moments d'être ensemble à quelques dizaines sont assez rares (en fait, seulement pendant les promenades et les quelques activités comme le sport) tandis que dans les centres fermés, les prisonniers (à part les punis) sont tout le temps ensemble. Dans tous les centres, ils sont groupés dans des dortoirs de plus de 20 personnes – ce qui rend une émeute collective beaucoup plus facile.

En janvier 2007, des prisonniers du centre fermé de Merksplas attaquent les gardiens et en blessent quelques uns. Au même moment, une mutinerie très vaste a eu lieu à l'autre côté, dans la prison de Merksplas lors de laquelle plusieurs ailes ont été détruites et deux pavillons ont été incendiés. Un mois plus tard, quelques dizaines de prisonniers dans le centre fermé de Vottem se mutinent et détruisent la salle à manger et la salle de « récréation » pendant qu'un rassemblement se déroule à l'extérieur du camp. Les manifestants gueulent leurs slogans et… rentrent à la maison. En mars et en avril, plus de 40 personnes

s'évadent des centres à différentes occasions. Tandis que la plupart des plans pour les évasions consistent à couper les barreaux et les grillages, cette fois-ci à Vottem, plusieurs prisonniers attaquent un gardien pour lui prendre ces clés et réussissent ainsi à s'évader. Le 25 avril 2007, une mutinerie éclate au centre fermé 127 bis à Steenokkerzeel. Le temps que la police intervienne, les révoltés avaient déjà détruit une bonne partie d'une aile, ce qui entraîne sa fermeture temporaire. Le 9 juin, les prisonniers du même centre s'affrontent aux gardiens pour empêcher la déportation d'un camarade. Les flics anti-émeute doivent charger plusieurs fois pour réussir à repousser les émeutiers vers les dortoirs. A la fin, ils réussissent à déporter la personne en question. Le 30 juillet 2007, une explosion dans une cabine d'électricité à côté du centre fermé de Merksplas coupe le courant dans ce camp. Quelques heures plus tard, des prisonniers refusent de quitter le préau. Quand la police intervient, les prisonniers sont repoussés vers les dortoirs. Le 29 septembre, suite au mort d'un prisonnier de 22 ans, une mutinerie éclate dans le 127 bis. Le prisonnier avait fait plusieurs années de prison pour un hold-up. Trois jours après son transfert de la prison de Lantin au 127 bis, il a été retrouvé mort. L'Office des Etrangers prétend que sa mort est due à l'usage de drogues. Les mutinés détruisent la salle de séjour et le sanitaire. Lors de l'intervention de la police, les mutinés résistent en s'engageant dans des affrontements qui durent plusieurs heures. Pendant toutes ces émeutes, le mouvement « formel » des sans-papiers et leurs souteneurs à l'extérieur ne bouge qu'à propos des régularisations… En octobre et novembre 2007, la police perquisitionne les centres de Vottem, Steenokkerzeel et Merksplas sur demande des gardiens qui ont peur que les prisonniers aient confectionné des armes ou préparent des évasions. La police retrouve effectivement des couteaux artisanaux, des scies, des pinces,… En 2007, au moins 80 personnes se sont fait la belle des cinq centres fermés de Belgique, tandis que des dizaines de tentatives échouent.

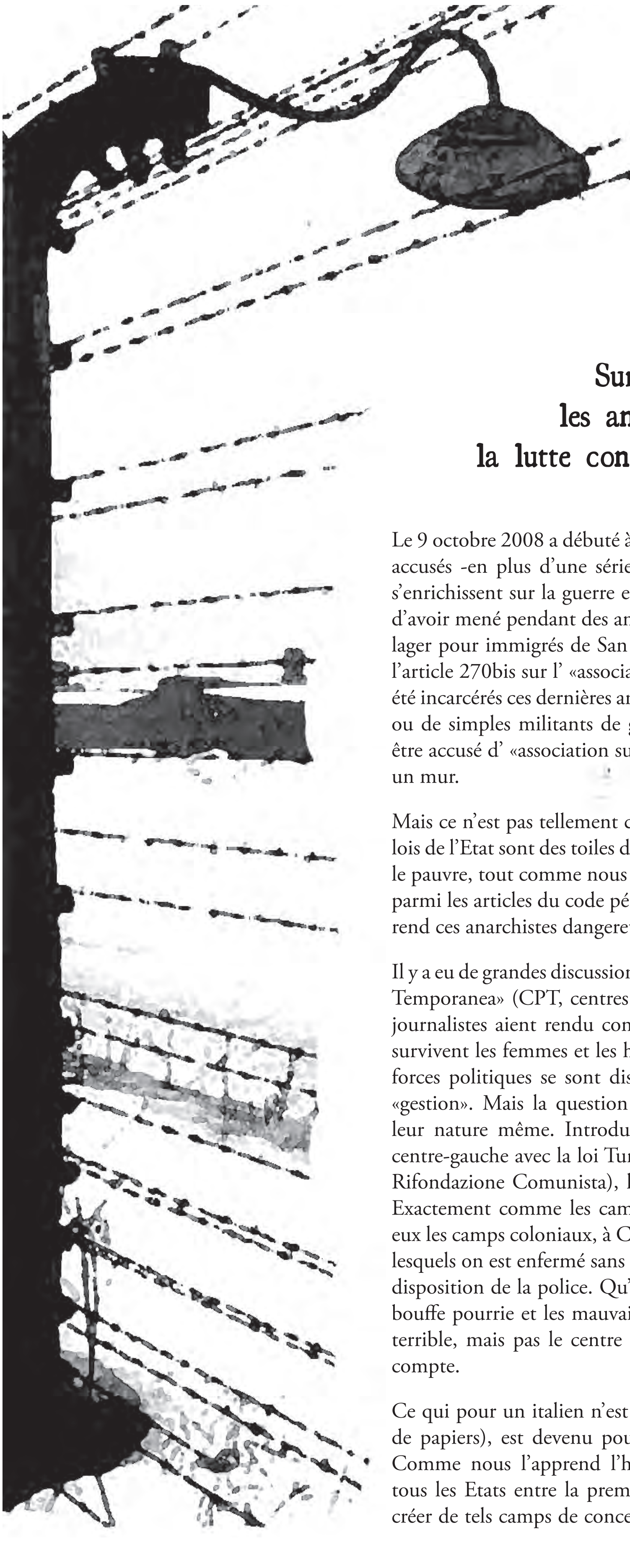
Ce n'est que le 6 janvier 2008 qu'une nouvelle émeute éclate. Des dizaines de prisonniers dans le centre de Merkplas se rebellent pour empêcher la déportation d'un camarade, ce qui cause des dégâts estimés à plus de 40 000 euros. Trois gardiens sont envoyés à l'hôpital. Leur camarade est libéré une semaine plus tard. En février 2008 commencent des grèves de la faim dans plusieurs centres, avec plus de 150 grévistes. La grève n'aboutit à rien de « concret ».

Quand le 1 mai 2008, un prisonnier est retrouvé mort dans la cellule d'isolement du centre de Merskplas suite à une tentative ratée de déportation, quelques dizaines de prisonniers commencent à détruire tout ce qu'ils peuvent. Ils boutent aussi le feu à un dortoir. Onze prisonniers sont mis en isolement, un d'entre eux casse la cellule d'isolement le 10 mai avant d'être déporté.
Le 10 juillet, la police fait de nouveau une perquisition dans le centre 127 bis de Steenokkerzeel. Huit prisonniers sont cagoulés et transférés vers d'autres centres.


Steenokkerzeel 127bis, Belgique, 24 août 2008

Le 21 juillet, le jour de la Fête Nationale, deux prisonniers montent sur le toit du centre fermé de Merksplas tandis que dans le centre une mutinerie éclate. La police doit charger plusieurs fois pour repousser les mutinés, qui détruisent beaucoup de vitres et de mobilier.
Le 24 août, des prisonniers mettent le feu à plus de 8 endroits dans le centre de Steenokkerzeel, peu après minuit. La nuit retarde l'intervention de la police et des pompiers. Deux des trois ailes sont évacuées et brûlent entièrement. Un prisonnier réussit à s'évader. L'incendie réduit la capacité du centre à moins de 30 %. Une partie des détenus est alors transférée tandis que l'autre est libérée en toute discrétion parce qu'il n'y avait simplement plus de place.

1. En 2004, le danois Group 4 Falck a fusionné avec le britannique Securitor, donnant naissance à Groupe 4 Securicor (GAS). Début 2008, c'était derrière Securitas le deuxième opérateur de sécurité privée en France.



A CEUX QUI NE SONT PAS RESTÉS AU CHAUD PENDANT LA TEMPÊTE

Sur le procès contre les anarchistes de Lecce et la lutte contre les centres de rétention

Le 9 octobre 2008 a débuté à Lecce le procès d'appel contre douze anarchistes accusés -en plus d'une série d'actions contre certaines multinationales qui s'enrichissent sur la guerre et le génocide des populations du Sud- du crime d'avoir mené pendant des années une lutte constante et déterminée contre le lager pour immigrés de San Foca (1). La base du procès est encore une fois l'article 270bis sur l' «association subversive à but terroriste», avec lequel ont été incarcérés ces dernières années des dizaines de révolutionnaires, de rebelles ou de simples militants de gauche, sans le moindre début de preuve. Pour être accusé d' «association subversive», il suffit désormais d'un simple tag sur un mur.

Mais ce n'est pas tellement cela que nous tenons à dire. Nous savons que les lois de l'Etat sont des toiles d'araignée pour le riche et des chaînes d'acier pour le pauvre, tout comme nous n'avons jamais cherché le sens de ce qui est juste parmi les articles du code pénal. Ce qui nous intéresse de souligner est ce qui rend ces anarchistes dangereux et ce qu'il y a d'universel dans leur lutte.

Il y a eu de grandes discussions ces derniers mois sur les «Centri di Permanenza Temporanea» (CPT, centres de rétention). Après que certains reportages de journalistes aient rendu compte des conditions inhumaines dans lesquelles survivent les femmes et les hommes internés dans ces structures, les diverses forces politiques se sont disputées à propos des responsabilités d'une telle «gestion». Mais la question n'est pas comment ils sont gérés, mais plutôt leur nature même. Introduits en Italie en 1998 par le gouvernement de centre-gauche avec la loi Turco-Napolitano (votée également par les Verts et Rifondazione Comunista), les CPT sont sous tous leurs aspects des lagers. Exactement comme les camps de concentration fascistes et nazis (et avant eux les camps coloniaux, à Cuba ou en Afrique du Sud), il s'agit de lieux dans lesquels on est enfermé sans n'avoir commis aucun délit et retenu à complète disposition de la police. Qu'à l'intérieur les conditions soient désespérées, la bouffe pourrie et les mauvais traitements constants en est une conséquence terrible, mais pas le centre du problème. Il suffit de peu pour s'en rendre compte.

Ce qui pour un italien n'est qu'un simple «délit administratif» (ne pas avoir de papiers), est devenu pour un étranger un délit passible d'internement. Comme nous l'apprend l'histoire -il suffit de penser aux lois racistes de tous les Etats entre la première et la deuxième guerre mondiale-, avant de créer de tels camps de concentration, il faut au préalable imposer l'équation

étranger=délinquant. C'est en ce sens qu'on doit lire la législation -de droite comme de gauche- sur l'immigration en Italie (mais nous pourrions dire en Europe et partout). Si les mêmes critères qui président à l'obtention du permis de séjour pour les immigrés étaient appliqués aux soi-disant citoyens, nous serions des millions à être enfermés ou à vivre en clandestins. En effet, combien d'Italiens peuvent démontrer qu'ils ont un travail en règle ? Combien vivent à plus de trois dans un appartement de 60 mètres carrés ? Sachant que les contrats d'intérim ne sont pas valables pour obtenir le permis de séjour, combien d'entre nous seraient des «réguliers» ? Définir tout ceci comme un racisme d'Etat n'est pas de l'emphase rhétorique, mais bien un constat rigoureux.

Aujourd'hui, les CPT (mais plus généralement toutes les formes de rétention administrative : des centres d'identification aux «zones d'attente» dans lesquelles sont gardés les réfugiés ou les demandeurs d'asile) sont la matérialisation de ce racisme. Et c'est justement parce que le fil barbelé est le symbole des lagers et de l'oppression totalitaire depuis soixante ans que la cohérence involontaire du pouvoir a entouré ces nouveaux camps de fils barbelés. Tout comme ce n'est pas un hasard si la rétention administrative, depuis toujours un dispositif typique de la domination coloniale, se diffuse aujourd'hui partout dans le monde (des ghettos palestiniens à Guantanamo, des geôles secrètes anglaises où sont enfermés les immigrés «suspectés de terrorisme» aux CPT italiens). En même temps qu'on bombarde et qu'on massacre au nom des «droits de l'homme», des millions d'indésirables sont brutalement privés de tout «droit», détenus dans des camps gardés par la police et confiés aux «bons soins» de quelque «organisation humanitaire».

Si les CPT sont des lagers -comme le disent désormais beaucoup de gens-, il est tout à fait logique de chercher à les détruire et d'aider les hommes et les femmes qui y sont enfermés à s'évader. Et il est tout à fait logique de frapper les collaborateurs qui les construisent et les gèrent. C'est ce que pensaient les anarchistes de Lecce. Ils ont alors dénoncé publiquement, dans l'indifférence générale, la responsabilité des gérants du CPT de San Foca -c'est-à-dire la curie de Lecce, à travers la Fondation «Regina Pacis»- et les conditions infâmes auxquelles étaient soumis les détenus ; ils ont recueilli des témoignages, des données, et se sont organisés. Ils sont devenus une épine dans le pied de la curie et du pouvoir local. En été 2004 déjà, un des leurs fut arrêté pour avoir essayé de favoriser la fuite de quelques immigrés au cours de la révolte qui a éclaté à l'intérieur du centre «Regina Pacis». Ils sont allés dans les fêtes de village pour rendre publics les noms et prénoms des agents responsables des tabassages dans le CPT, des médecins qui les couvraient, du directeur qui frappait, séquestrait et contraignait certains musulmans à manger de la viande de porc. Tout ce, sans jamais perdre l'objectif de vue : fermer pour toujours ces lagers, et non pas les rendre «plus humains». Pendant que se déroulait tout cela, quelques actions anonymes touchaient les banques qui finançaient le CPT, mais aussi les propriétés de la curie et du directeur de la fondation «Regina Pacis», don Cesare Lodeserto. Et ces anarchistes étaient prêts à les défendre publiquement. Les autorités ne pouvaient plus cacher le problème. Qu'ont-elles fait alors ? Elles ont d'abord incarcéré Lodeserto sous l'accusation de séquestration de personne, détournement de biens publics, violence privée et diffusion de fausses nouvelles tendancieuses (le prélat s'envoyait des messages de menace qu'il attribuait ensuite à la «malavita albanaise»). Puis elles ont fait fermer le C PT de San Foca. Lodeserto placé en résidence surveillée, puis remis en liberté, elles ont donc incarcéré les anarchistes afin de s'en débarrasser pour des années. Les gens qui comptent ont défendu le prêtre de façon tonitruante. En défense des anarchistes, il n'y a eu au mieux que d'honnêtes préjugés. Justice est faite...

Mais quelque chose ne tourne pas rond. Le château de carte de l'accusation contre les rebelles est maladroit et branlant, et, surtout, les luttes contre les CPT prennent de 1a vigueur dans toute l'Italie. En avril, les reclus du lager de via Corelli à Milan montent sur les toits, ils se taillent les veines et hurlent la plus universelle des revendications : la liberté. Suivis par les immigrés enfermés dans le CPT de corso Brunelleschi à Turin, la révolte s'étend à Bologne, Rome, Crotone. Des dizaines d'entre eux réussissent à s'évader, tandis que le soutien pratique à la lutte commence à s'organiser à l'extérieur. En même temps que des manifestations et des initiatives qui dénoncent les responsabilités de ceux qui s'enrichissent sur les déportations des immigrés (d'Alitalia à la Croix Rouge, des compagnies de transport aux entreprises privées impliquées dans la gestion des lagers), les petites actions de sabotage ne manquent pas. Et lors de cette convergence spontanée qui constitue le secret de toutes les luttes, les crimes imputés aux anarchistes de Lecce se diffusent.

C'est ce mouvement -encore faible mais croissant- qui a posé publiquement le problème des CPT, envoyant paître les politiciens de gauche dans leur tentative pathétique d'attribuer au seul gouvernement de droite la responsabilité des lagers.

Que tout cela foute le bordel est démontré par les déclarations du ministre de l'Intérieur Pisanu sur les anarchistes qui «incitent à la révolte» les immigrés (comme si les conditions inhumaines dans lesquelles ils vivent n'étaient pas en soi une incitation permanente) et sur la nécessité des CPT pour affronter le «terrorisme» (il est en effet connu que ceux qui veulent passer les contrôles de la police pour accomplir un attentat se

promènent sans papiers). Pourquoi ?

Les CPT mettent à nu non seulement l'exclusion et la violence comme fondements de la démocratie, mais aussi le lien profond entre la guerre permanente, le racisme et la militarisalion de la société. Ce n'est pas un hasard si la Croix Rouge est présente dans les conflits militaires aux côtés des armées et en même temps impliquée dans la gestion de nombreux lagers en Italie. Comme ce n'est pas un hasard si elle participe aux «exercices antiterrorisme» avec lesquels les gouvernements voudraient nous habituer à la guerre et à la catastrophe.

La criminalisation de l'étranger -bouc émissaire du malaise collectif- est depuis toujours le trait distinctif



L'ancien CPT de San Foca, situé à coté de la plage

des sociétés moribondes, et en même temps un projet d'exploitation bien précis. S'ils ne vivaient pas dans la terreur d'être enfermés et renvoyés au pays - où les attendent souvent la guerre, la faim, le désespoir-, les immigrés sans papiers ne travailleraient certainement pas pour deux euros l'heure sur les chantiers de quelque Grand'œuvre, pas plus qu'ils ne mourraient recouverts d'une coulée de ciment lorsqu'ils tombent des échafaudages. Le Progrès a besoin d'eux : c'est pour cela qu'on les clandestinise et qu'on ne les expulse pas tous, on les «accueille» dans des lagers, on les trie, on les sélectionne sur la base d'accords avec les pays d'origine, et selon leur docilité face au patron. Le sort qui les attend est le reflet d'une société en guerre (contre les concurrents économiques et politiques, contre les populations, contre ses propres limites naturelles).

Une des premières victimes de cette mobilisation totale est le sens des mots. Qu'aient pu entrer dans le vocabulaire courant des expressions comme «guerre humanitaire» -ou qu'on puisse nommer «centre d'accueil» un lager- en dit long sur l'écart entre l'horreur qui nous entoure et les mots qui la nomment. Cet écart est en même temps une anesthésie de la conscience. Ils appellent les CPT des «lagers» puis vont voter pour ceux qui les construisent, ils disent «massacres» mais se contentent de défiler tranquillement contre la guerre [les troupes italiennes sont engagées en Irak], pour qu'il ne se passe rien. Pendant que se déroulait à Milan la manifestation océanique du 25 avril [60e anniversaire de la Libération], les révoltés du centre de rétention de via Corelli étaient sur les toits en train de crier que la résistance n'est pas terminée, mais la rhétorique sur la «libération» n'a même pas secoué les manifestants, ils ont continué à faire la fête.

Peut-être quelque chose est-il en train de changer. Alors que la propagande d'Etat met sur le même plan l'ennemi intérieur -le rebelle, le «terroriste»- et l'étranger -le fanatique, le kamikaze -, les résistances s'arment et les «périphéries» à deux pas de chez nous explosent, là où les pauvres brûlent les dernières illusions d'intégration à cette société. Des jeunes généreux entendent dire lager lorsqu'ils disent lager, et s'organisent en conséquence, en tant qu'étrangers dans un monde étranger. Ils sont prêts à conquérir la liberté avec les autres, même au risque de mettre en jeu la leur. Ils haïssent les barreaux au point qu'ils ne les souhaitent pas même aux pires charognes (les trop nombreux Lodeserto). Ces formes d'insatisfactions actives dialoguent pour le moment à distance, mais sont déjà l'ébauche de quelque chose de commun. La fausse parole se mutine, et de nouveaux comportements libèrent de nouvelles paroles dans la réalité de la vie quotidienne.

N'abandonnons pas à la vengeance des juges ceux qui ne sont pas restés au chaud quand d'autres hommes étaient emportés par la tempête. En des temps tristes et serviles, il est un choix qui contient tous les autres : décider de quel côté rester.

1. Le 12 juillet 2007, quatre de ces compagnons ont été condamnés pour «association de malfaiteurs» de 1 an et dix mois à 5 ans de prison ferme. Trois autres ont reçu des peines de 100 euros à 1 an de prison pour des délits spécifiques et les huit derniers sont acquittés. L' «association subversive» n'a donc finalement pas été retenue, au profit d'un montage juridique plus complexe.

Publié dans *Cette Semaine* n°88, mars 2006 et actualisé

Où en sommes-nous?

et autres textes de Miguel Amorós, Typemachine, Gand (Belgique), 88 p. mai 2008

Beaucoup n'ont découvert Amorós, membre espagnol de l'Encyclopédie des Nuisances, que lors de la parution de son Durruti dans le labyrinthe (EdN, 2007). Il existe maintenant une traduction de plusieurs de ses textes, qui reflètent plus les thèmes sur lesquels il s'est fait connaître de l'autre côté des Pyrénées, comme l'autonomie ouvrière et la question des assemblées, ou la technologie et la question de l'Etat. De nombreux points séparent ce marxiste post-situationaliste des anarchistes, aussi, plutôt que de procéder à une resucée de ces divergences, avons-nous jugé intéressant de republier ici l'introduction critique à ces traductions.

Les articles et comptes rendus de causeries qui composent ce recueil ont été écrits par Miguel Amorós comme autant d'apports aux débats en cours en Espagne.

Nous avons décidé de les traduire pour l'éclairage qu'ils portent sur l'histoire contemporaine espagnole, pour la réflexion menée autour de la technologie et des rapports sociaux et le lien fait entre les luttes contre les nuisances et l'histoire de la lutte des classes. Nous avons aussi apprécié la critique portée sur les différentes formes que peut prendre l'aliénation moderne y compris la fausse contestation (réformisme, luttes parcellaires, pièges des conflits régulateurs du capitalisme, etc.).

En revanche, nous avons fait le choix d'écarter d'autres textes parce qu'ils contenaient un certain nombre de points avec lesquels nous étions en désaccord. Les discussions qu'a suscitées l'élaboration de cette brochure nous ont incité à rédiger la présente introduction pour y poser quelques pistes de réflexions.

Il nous semble tout d'abord nécessaire de lever quelques ambiguïtés quand à la nature et la fonction de l'Etat. Chez Amorós, comme chez bien d'autres, il n'est en effet guère traité pour ce qu'il est fondamentalement. Loin de se résumer à ce qu'il convient d'appeler l'appareil d'Etat, l'Etat moderne englobe l'ensemble des rapports sociaux, réduisant tout individu à son rôle de membre d'une communauté organique qui le transcende. L'Etat se pose à la fois comme l'incarnation et le garant de l'intérêt général, voire universel, face à une supposée somme d'intérêts particuliers qui "par nature" seraient antagoniques. Dès lors, adoptant une fausse position d'arbitre, non seulement il sert les intérêts de la classe dominante, protège et justifie les rapports sociaux existants, mais il pénètre aussi toutes les consciences. Les "citoyens" se voient sommés ou contraints de "se rendre utiles" et de se dépouiller de leurs attributs et désirs "égoïstes". Les relations sont médiées par la collectivité, les rapports directs étant considérés comme potentiellement dangereux. Cette intégration de la pensée, de l'idéologie de l'Etat – dont une des manifestation est la participation citoyenne – va ainsi bien au delà du simple nombre de fonctionnaires! Il parait donc bien hasardeux d'évoquer la "disparition" de l'Etat, comme cela arrive fréquemment aujourd'hui. En outre, si certaines formes (Etat-Nation ou Etat-Providence par exemple) tendent effectivement à s'effacer derrière d'autres, comme des instances supranationales – bien que ce processus ne se déroule pas de manière univoque et linéaire – nous n'y voyons pas une perte d'Etat mais des transferts de pouvoir, le renforcement de certaines de ses fonctions, de certains de ses aspects selon les conditions et les nécessités. Au même titre nous refusons de nous perdre en conjectures sur la disparition de l'Etat social au profit de l'Etat pénal, non par dénégation des évolutions, mais parce que reprendre à notre compte cette fausse opposition revient selon nous à séparer ce qui va de pair et à ignorer le pouvoir et le rôle de coercition intrinsèques à l'Etat.

Enfin, le prétendu effacement de l'Etat est souvent avancé pour parler d'un développement autonome du Capitalisme. Or, si ce dernier s'étend effectivement désormais à l'ensemble de la planète et des rapports qu'il tend à uniformiser, il n'est cependant toujours pas détaché de l'Etat (y compris dans ses structures traditionnelles) sur lequel il continue de s'appuyer.

Il est un autre point que nous souhaiterions approfondir à propos de certains textes d'Amorós, et surtout plus largement en regard de nombreuses analyses dites anti-industrielles, c'est celui du rôle et de la place de la technologie.

Amorós, en décrivant à juste titre le système technocratique comme l'imbrication étroite des in-

térêts convergents économiques, politiques et technologiques, place ce dernier aspect comme un élément en plus dans une continuité. Et il est indéniable que l'émergence et les avancées technologiques ont amplement participé à la réification du monde comme au bouleversement des rapports sociaux et au double mouvement d'atomisation et de massification.

Nous avons pourtant trouvé qu'il n'échappe pas totalement à une tendance qui fait de la technologie le point central de sa critique, lui conférant un poids démesuré et parfois même une autonomie. Cela revient précisément à la détacher des rapports sociaux qui continuent de la produire en même temps qu'elle les produit. Et cette séparation conduit souvent à donner une vision monolithique des processus en cours.

Or, la technologie n'est pas l'unique moteur de ce monde. Le capitalisme ne se réduit pas à des flux financiers virtuels. Nous ne vivons pas le seul règne des gestionnaires et des experts qui, malgré la prégnance de leur parole, dans la droite ligne de l'idéologie du progrès, restent des relais d'intérêts qui bien souvent les dépassent. Les nouvelles technologies – outre les profits qu'elles représentent – sont aujourd'hui un instrument de domestication supplémentaire dont se dotent les possédants et l'Etat. Ces moyens sophistiqués viennent s'ajouter aux autres formes de contrôle social, policières et militaires, citoyennes et communautaires qui, quoique parfois contradictoires, ont toujours été complémentaires. Il nous semble qu'une opposition qui se cantonne à la diabolisation de la technologie se condamne à rester sur des bases parcellaires qui ne remettent guère en cause l'ordre existant. La dépossession de plus en plus manifeste de tous les aspects de notre vie par le capitalisme technologisé vient s'ajouter aux formes d'exploitation et d'aliénation antérieures (esclavage, rapports salariés préindustriels, religion, esprit grégaire, etc.) qui perdurent. L'oublier risquerait de nous faire tomber dans l'exaltation nostalgique de valeurs anciennes et de communautés perdues et nous nous retrouverions bien désarmés face au présent.

Enfin, souligner l'ampleur du désastre engendré par le rouleau destructeur du capitalisme ne saurait conduire à sombrer dans l'idéologie de la peur promue par les pouvoirs en place, ni dans le fatalisme qui paralyse. En effet ces deux réactions reviennent soit à masquer les causes réelles de la situation, soit à nier les possibilités de révolte pour se placer dans une perspective de survie, et à renvoyer de fait la transformation révolutionnaire de ce monde à un hypothétique « après-catastrophe ». Une fois encore, c'est la passivité face à l'ordre existant qui en sort renforcée. C'est pourquoi ce fut pour nous une réelle déconvenue de lire en conclusion du bilan que tire Amorós de l'Encyclopédie des Nuisances (dont il fit partie)[1] des objectifs de retrait tels que la sécession du monde de la marchandise, comme si c'était possible, ou le maintien de la théorie en attendant des temps meilleurs. Nous pensons au contraire que, face à ces effroyables avancées, si l'inquiétude est justifiée, c'est la colère qui est de mise et que son expression en actes reste possible et nécessaire.

Il y a un dernier point sur lequel nous aimerions nous attarder : la notion de démocratie. Si Amorós en critique les avatars institutionnels – démocratie bourgeoise, parlementarisme, syndicalisme –, il la réhabilite sous la forme de démocratie directe sans remettre en cause les principes sur lesquels elle se fonde : la représentation des individus et la souveraineté collective. Or, comme pour l'Etat, il nous semble essentiel d'attaquer la fiction démocratique pour ce qu'elle prétend être : l'incarnation d'un intérêt général supérieur auquel les individus sont supposés s'identifier et sommés de se soumettre. Au nom de la «volonté de tous » elle prétend régler les conflits à coups de majorités, de droits et de devoirs; au nom de la liberté pour tous, c'est la liberté de chacun qui se voit amputée ; au nom de la souveraineté collective, c'est le principe d'autorité sur chacun des membres qui est érigé. Mettre en évidence ce paradoxe nous conduit à porter la critique également sur les formes de démocratie directe, comme l'assemblée, particulièrement exaltées en des temps où l'horizontalité de la forme prend le pas sur le contenu. Il ne s'agit pas pour nous de dénier tout intérêt aux assemblées qui peuvent évidemment être des espaces de discussion et de coordination, mais de poser leurs limites dès lors qu'elles deviennent une instance décisionnelle et à valeur d'autorité et d'imaginer d'autres possibles de libre association qui dépassent la fausse dichotomie entre intérêt individuel et collectif. Or nous nous sommes heurtés dans différents textes d'Amorós à une idéalisation de l'assemblée présentée comme la forme d'auto-organisation par excellence, alors même qu'elle peut aussi se transformer en frein à toute initiative individuelle. Ainsi, dans le texte sur l'autonomie ouvrière des années 70 [2], l'auteur présente ce qui échappait au « contrôle des assemblées » comme généralement nuisible à l'autonomie de la lutte. L'expérience a pourtant prouvé depuis belle lurette que les pires ennemis de l'autonomie peuvent à leur tour arguer de la « souveraineté » de l'assemblée pour isoler les actes des « minorités » les plus décidées et les soumettre à l'apathie des secteurs les plus modérés. Et s'il réhabilite aujourd'hui partiellement l'action individuelle ou en petits groupes, pratiques qu'il traite en d'autres temps d'aventuristes, c'est pour dégager des perspectives de luttes dans un contexte qu'il décrit

comme catastrophique, en partant de l'impossibilité d'une action collective ou de classe.

Forcés de constater la décomposition des communautés de classe, nous voyons néanmoins que l'exploitation perdure voire s'intensifie, que malgré l'obtention – par la coercition et l'intégration – d'un certain consensus social les contradictions demeurent et se manifestent dans la guerre sociale en cours. Les prolétaires révoltés existent encore bel et bien. Toutefois, pour notre part, nous ne raisonnons pas en terme de « sujets historiques » et nous n'admettons la soumission des individus ni aux masses aliénées d'aujourd'hui ni à la classe consciente d'hier. En effet, si les antagonismes sont de classe, la révolte est elle individuelle et c'est à travers les complicités qui se tissent qu'elle devient collective.

Si le fonctionnement de l'Etat et du Capitalisme s'est complexifié au point que bien souvent il nous dépasse littéralement, il ne s'agit pas pour autant de monstres désincarnés, lointains et inaccessibles. L'imbrication même des différentes formes d'exploitation et de domination, plus que nous pousser à l'impuissance ou à la résignation, pose avant tout la nécessité de relier dans la critique les différents aspects du système, pour mieux l'attaquer dans son ensemble et dans ses fondements, dans la perspective qui nous intéresse : celle de la liberté et de la révolution sociale.

Les traducteurs
Mai 2008

Notes

(1) Postface à l'édition espagnole de l' « *Histoire des dix ans* » p. 65

(2) *Que fut l'autonomie ouvrière* ? p. 72

Incognito

Ervaringen die de identificatie tarten
Typemachine, Gand (Belgique), 100 p. octobre 2008

« Une attaque dans l'obscurité, un saut dans le mystère de l'incognito, une dimension parallèle dans laquelle même ce qui peut être dit, souvent n'est pas dit. »

Publié en 2003 à Cuneo (Italie) et maintenant traduit en néerlandais (1), ce livre rassemble une dizaine de textes sur la clandestinité, et à partir des expériences de personnes qui se retrouvent ou se sont retrouvées dans cette situation souvent inconnue.

Ces textes n'ont pas pour ambition de distiller une théorie à partir de la possibilité de la clandestinité. Ainsi, ce livre ne fait-il ni l'éloge avec lequel certains, qui souvent n'en savent rien, aiment actuellement faire de la surenchère en terme de « radicalité », pas plus qu'il ne présente la clandestinité comme une étape supérieure du parcours révolutionnaire. Au contraire, les différents auteurs (rigoureusement anonymes, ce qui témoigne, disons, d'un certain bon goût) l'apprécient selon leurs caractères et leurs projectualités comme une possibilité, qui se transforme parfois en nécessité, et à propos de laquelle il faut ouvrir la discussion. Ne seraitce que parce qu'il y a toujours des dizaines de compagnons qui sont actuellement en cavale – mais selon nous plus encore parce que la condition de clandestinité est le sort d'une partie toujours plus importante de la population.

Confondre ce processus de clandestinisation avec un pas destiné à être moins contrôlable, signifie à l'inverse nier l'intention du pouvoir de séparer et isoler les personnes considérées comme gênantes, ou visant à faire accepter à une partie de la population des conditions d'exploitation encore pires. On pourrait même dire que cette logique se place carrément sur le terrain posé par l'Etat, c'est-à-dire la légalité ou son contraire, en s'imaginant que l'illégalité est une condition incontrôlable, alors que la question est plutôt de développer une projectualité qui se veut a-légale. Ainsi, si l'on considère simplement le voyage à travers la clandestinité comme une possibilité, non seulement à cause du coup de fouet donné par la répression mais aussi en tant qu'instrument qui peut avoir son sens pour mener à bien certaines actions, il est clair que briser les tabous autour de cette question et ouvrir la discussion et l'échange là-dessus, a gardé toute son urgence et sa nécessité.

Soulignons enfin que si l'intention de ce livre est tout d'abord d'ouvrir des discussions à travers les expériences de plusieurs compagnons, il s'agit aussi d'une tentative de partager certains aspects - plutôt techniques – liés à la clandestinité. Ainsi, le livre pourrait presque être lu comme un « manuel », ce qui a certainement aussi son importance. □

(1) Une version anglaise est disponible chez *Elephant Editions*, tandis que quelques extraits circulent déjà en français (voir par exemple *Tout le monde dehors*, février 2004, pp. 18-21) et en espagnol.

Del tiempo en que los violentos tenían razón

Asturies 1990-2005
Ed. Llar & Klinamen, Espagne, 275 p. mai 2005

« Les textes que nous présentons dans ce livre n'ont pas été écrits par un, deux ou un groupe de théoriciens. La quasi-totalité des personnes qui ont fait partie du mouvement autonome internationaliste et révolutionnaire en Asturies au cours de ces quinze ans ont participé à leur rédaction. Nous avons tous connu les commissariats et certains d'entre nous les prisons de la démocratie.» Ce recueil de textes, tracts et pamphlets embrasse une période qui va de 1990 à 2005. Il réunit des traces d'agitation touchant à divers sujets tels que les squats, l'insoumission au service militaire, les grèves dans la construction navale, la marée noire du Prestige, le dit mouvement antiglobalisation, le Premier Mai, la répression spécifique contre les révolutionnaires, la deuxième guerre d'Irak, ou encore les attentats de Madrid.

On peut voir un certain nombre de contradictions entre les textes, qui ont été écrits à des moments différents et pas nécessairement par les mêmes personnes. On y sent bien la forte impression qu'ont laissée certaines luttes (telles que les violentes résistances à la restructuration industrielle) et surtout le pot-pourri théorique qui semblait inévitable à l'époque. En Espagne, l'hégémonie de la CNT battait de l'aile et les compagnons qui prenaient leurs distances avec l'anarchisme officiel, découvraient ou redécouvraient des courants allant de ce que l'on qualifiait alors d'« insurrectionnalisme » au conseillisme qui, consommés indistinctement, causaient des mélanges très indigestes. Ainsi, les auteurs se situent selon leurs propres mots dans la lignée des spartakistes, des insurgés de 1934 (qui aux cris de « Unissez-vous, frères prolétaires ! » allièrent toutes les forces ouvrières d'Asturies contre la bourgeoisie), des révolutionnaires de juillet de 1936 et de mai 1937, de l'Internationale Situationniste, du MIL, des Commandos Autonomes Anticapitalistes, des Brigades de la Colère ou du 77 italien, etc. Un cocktail quelque peu disparate mais pour le moins explosif.

Pas mal d'humour et d'ironie, des comics détournés, le ton d'une bonne partie du bouquin est très situ. Toutefois, il ne s'agit pas de ces situs qui pullulent de ce coté-ci des Pyrénées. En effet, on a toujours bien vu la différence entre ceux qui utilisent la théorie pour cracher sur les luttes du moment (tel un Sanguinetti à l'époque, ou un Mandosio aujourd'hui), et ceux qui s'en arment pour partir à l'assaut de ce monde. Les auteurs du présent recueil font indubitablement partie des seconds.

L'article intitulé *Du sabotage comme l'un des plus beaux arts* publié dans le journal *Llar* en 1999 et signé par l'Institut Asturien de Vandalisme Comparé en est un excellent exemple. Le sabotage et le vandalisme y sont défendus comme une des formes que prend aujourd'hui la rage prolétaire et replacés dans le contexte historique de la lutte des classes. En passant, il critique la lutte armée et fait un plaidoyer pour les groupes d'affinité et l'attaque diffuse qui, entre autres de par la variété des objectifs, contiendrait une critique qui serait totale. A une époque où les attaques contre des agences d'intérim étaient devenues monnaie courante, il proposait ainsi de ne pas limiter ces attaques aux formes les plus extrêmes d'exploitation. Deux longues chronologies, agrémentées de citations qui vont de Baudelaire à Bonanno en passant par Rosa Luxembourg (*Annuaire asturien de poésie 1999* et *2000*) illustrent aussi l'effervescence de ces années-là, qui n'est ici recensée que pour les Asturies mais s'étendait à toute la péninsule.

Vers la fin du livre, on trouve quelques articles provenant du journal *Arde* parus entre 2002 et 2003, le ton est ici beaucoup plus marxiste. S'ils crachent sur les bolcheviques du PCE, ils défendent par ailleurs le concept de « dictature du prolétariat » en prenant comme exemple l'insurrection asturienne de 34, où « le prolétariat armé a mis à bas autoritairement le pouvoir de l'Etat capitaliste ». Si une insurrection est toujours sanglante et une révolution est un processus extrêmement violent et, je l'admets, pas nécessairement des moins autoritaires, assumer cette violence pour imposer et défendre une révolution face à ses ennemis n'a rien à voir avec une quelconque « dictature ». Et il est complètement débile d'aller recycler un concept qui devrait avoir fini aux poubelles de l'histoire il y a belle lurette, ayant démontré dans la pratique ce qu'il était déjà *en soi*. En effet, une « dictature du prolétariat » (avec ses lois, ses armées et ses prisons du peuple) ne pourra jamais être qu'une dictature *sur* les prolétaires.

Enfin, on regrettera en général l'enrobage théorique un peu confus et pour le moins jargonneux qui vient parfois masquer la rage des auteurs. En gros ça reste un document intéressant, qui donne bien le reflet d'une époque, mais il y a vraiment à boire et à manger. Donc, gare à l'indigestion !

□

Le groupe « De Moker »

La jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des années folles.

Le soulèvement de la jeunesse

Herman Schuurman (1897-1991), l'auteur du pamphlet *Le travail est un crime*, fut l'un des cofondateurs du Mokergroep (groupe La Masse [1]), qui rassemblait de jeunes prolétaires avides de révolution, très librement organisés autour du journal De Moker, alors sous-titré *Opruiend blad voor jonge arbeiders* [Journal d'agitation pour jeunes travailleurs]. Le Mokergroep secoua le mouvement ouvrier et libertaire hollandais pendant plus de quatre ans, de la fin 1923 à l'été 1928 :

> « Cela peut, donc *cela doit* sonner comme un coup de masse à leurs oreilles : nous, les jeunes, refusons radicalement de nous ranger plus longtemps derrière les sales trucs des vieux dans le mouvement […]. Que tout le monde sache que nous sommes des sans-pouvoir, des sans-dieu, des sans-le-sou et de préférence des sans-emploi dans cette société, et que nous n'aimons pas non plus toute cette agitation éthico-religieuse. Ce répugnant prêchi-prêcha, le rabâchage, depuis des années, *du droit au travail*, nous le changeons en *droit à la paresse* [2], car il s'agit là des premiers symptômes de l'anéantissement. Destruction ! Bakounine, quand il était vieux, était encore révolutionnaire, voilà pourquoi il a désigné la voie de la destruction.
> La situation du prolo s'est-elle améliorée ? […] Non ! Mille fois non ! L'organisation, politique et syndicale, a laissé intacts les fondements du système. On a seulement voulu en changer les "excès", et même en cela on a totalement échoué […]. Le travail a toujours été la devise de la bourgeoisie, mais aussi celle des dirigeants des partis politiques et des syndicats. Aujourd'hui – et c'est en cela que l'histoire ne cesse de se répéter sans que le prolétariat y gagne quoi que ce soit – même des anarchistes pur-sang exultent en annonçant dans leurs organes que l'emploi a augmenté en Belgique. Voilà pourquoi nous ne faisons aucun effort pour avoir une organisation unifiée : nous ne connaissons pas de front unique révolutionnaire, nous reconnaissons et provoquons la solidarité dans l'usine et dans l'atelier, pour stimuler le sabotage. Le terrain de l'agitation, nous le trouvons partout… » [3]

L'un de ces jeunes libertaires précisera plus tard :

> « Les groupes De Moker et Alarm n'existaient pas pour exister en tant que groupes, mais étaient composés d'un certain nombre de gens qui éprouvaient le besoin de combattre le ramollissement dans la génération plus âgée et de s'attaquer à ces vieux. » [4]

Alarm, fondé en mai 1922 et très proche du *Moker*, avait déjà publié un article contre le travail, qui faisait également référence à Lafargue :

> « Le capitalisme qui tire sa sève du travail, en empoche la plus-value, sera voué à l'effondrement dès le moment où ce travail, donc ce profit, feront défaut. Paul Lafargue, l'auteur du *Droit à la paresse*, dit que dans cette société, le travail est une honte. Or, il aurait été plus radical d'intituler son bouquin *Le Devoir de paresse*. Le *devoir* des révolutionnaires est de priver le capitalisme de sa sève. C'est pourquoi l'organisation syndicale est contre-révolutionnaire, parce qu'au lieu du sabotage et de la désobéissante *paresse*, elle prône le droit au travail en faisant croire aux travailleurs qu'ils pourraient en tirer un quelconque avantage. […]
> Mais l'organisation syndicale existe grâce à *l'esclavage salarial* : quand le travail salarié s'effondre, l'organisation syndicale s'effondre avec lui. Existant par et grâce au capitalisme, elle ne peut pas faire autrement que contribuer à sa réédification, tandis que les travailleurs sont constamment détournés du renversement du capitalisme par la lutte pour les salaires. En tant qu'anarchistes nous ne devons pas seulement

lutter contre le capitalisme, mais aussi contre l'ennemi en notre sein : contre les organisations syndicales. Le capitalisme et le syndicalisme ont en effet un ennemi commun : la paresse. Et là où les capitalistes et les notables affirment tout le temps *le devoir et le droit au travail*, les révolutionnaires doivent propager partout *le devoir et le droit à la paresse*. » [5]

À l'inverse de ceux d'*Alarm*, du reste pas forcément plus âgés, ceux du *Moker* se définissaient explicitement comme « jeunes » – comme Schuurman le dit lui-même : « Nous, les jeunes, nous avons trop de droit à la vie, trop de passion, trop de foi et de confiance en nous-mêmes, trop de volonté et de courage pour nous laisser foutre comme ça au piquet. » [6] Il n'empêche qu'au contraire de la quasi-totalité de la presse ouvrière et libertaire, *Alarm* réagit avec enthousiasme à la parution du *Moker* :

> « Très rafraîchissant. Publié uniquement pour propager le sabotage. Tout comme Alarm, il combat toute forme de salariat, car les travailleurs ne comprennent pas qu'"aussi longtemps qu'existe le salariat, l'exploitation reste un fait". Le journal combat donc l'organisation syndicale, car "les syndicats collaborent à l'endormissement des travailleurs". Huit de ces jeunes anti-syndicaux ont déjà comparu devant la justice pour agitation et atteinte à la sûreté de l'État. Cette revue est donc très prometteuse. La jeune génération doit avoir le salariat en horreur, elle doit devenir fainéante : voilà l'effondrement de la bourgeoisie. » [7]



À ses débuts, la plupart des participants au *Moker* avaient en effet entre dix-sept et vingt-trois ans – Schuurman était relativement « vieux » dans le groupe. Par ailleurs, tous les fondateurs du groupe et rédacteurs du journal étaient issus des courants les plus radicaux d'un mouvement d'émancipation de la jeunesse, qui émergea à la fin du xixe siècle avec l'industrialisation, plutôt tardive en Hollande mais dont les effets désastreux n'en ont pas été moindres, notamment pour les jeunes, d'où une forte tendance anticapitaliste au sein de ce mouvement. Parfois dès l'âge de douze ans, à la moindre expression de mécontentement dans la rue, ces jeunes se retrouvaient confrontés aux sabres de la police et aux fusils de l'armée : ils comprenaient donc vite quel ordre était défendu aux Pays-Bas. De plus, ce sont eux qui formaient la piétaille de l'armée puisque les riches pouvaient s'acquitter d'une taxe pour échapper au service militaire, contribuant également à l'expression d'une forte tendance antimilitariste : c'est sur ce terrain fertile que fut fondée, en 1904 à Amsterdam, l'Association internationale antimilitariste (Internationale Antimilitaristische Vereniging, IAMV), dont Ferdinand Domela Nieuwenhuis, « grand-père » du mouvement socialiste et libertaire hollandais, était l'inspirateur. Des délégués d'Angleterre, d'Espagne, de Belgique, de Suisse et de France (représentée par la Ligue antimilitariste, fondée entre autres par Georges Yvetot) avaient pris part au congrès fondateur, mais la branche néerlandaise fut la seule à récolter un succès considérable : avec des slogans tels que « Pas un homme, pas un sou pour l'armée » et « Guerre à la guerre », accompagnés systématiquement du mot d'ordre anticolonialiste « Les Indes délivrées de la Hollande » [8], elle fonctionna plusieurs dizaines d'années, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, comme instrument de liaison entre différents groupes libertaires et antimilitaristes, qui se rencontraient lors de congrès et réunions, participaient à ses campagnes et colportaient ensemble son journal, *De Wapens Neder* [À bas les armes].

Au sortir de la première guerre mondiale, la vague révolutionnaire qui submergea le vieux monde, atteignit aussi notre plat pays soi-disant « neutre » [9]: émeutes contre le coût de la vie et la pénurie, multiples manifestations prolétariennes, grèves, et même mutinerie dans une caserne ; au sein des Jeunesses social-anarchistes (Sociaal-Anarchistische Jeugd Organisaties, SAJO), qui regroupaient des jeunes prolétaires en révolte contre la « mollesse » des organisations existantes, quelques-uns tentèrent de faire sauter la Bourse d'Amsterdam ainsi qu'un dépôt d'explosifs aux abords de la ville, mais la malchance fit échouer leur projet. Dans les réunions et les publications de ces Jeunesses social-anarchistes, les discussions sur les principes, mais aussi et surtout sur les pratiques de la « dictature du prolétariat », se mêlaient à celles sur le rôle général des partis et syndicats dans la lutte révolutionnaire. Vers 1919-1920, la tendance antibolchevique des Jeunesses social-anarchistes, qui en somme niait toute représentativité aux organisations, avait éclipsé toutes les autres, notamment parce que celles-ci partaient rejoindre les diverses organisations « adultes », des

communistes aux syndicalistes. Cette tendance radicale se regroupa en 1922 autour du mensuel *Alarm*, sur le modèle du *Nabat* de l'Ukraine révolutionnaire [10], et/ou vint s'agréger un peu plus tard au groupe qui gravitait autour du *Moker*.

À l'extérieur des Jeunesses social-anarchistes, ou avant de les rejoindre, beaucoup de participants au *Moker*, et non des moindres, comme Herman Schuurman lui-même, étaient passés par la Ligue des jeunes anti-alcooliques (Jongelieden Geheelonthoudersbond, JGOB). L'importance accordée à l'antialcoolisme dans le mouvement socialiste et libertaire est certainement une particularité néerlandaise. (Le très populaire Domela Nieuwenhuis avait même lancé le slogan : « Un travailleur qui boit ne pense pas. Un travailleur qui pense ne boit pas. ») Que cet antialcoolisme ait rencontré un tel succès au sein de la jeunesse subversive de l'époque doit sûrement beaucoup au calvinisme dont la population hollandaise est profondément imprégnée, mais aussi au fait que nombre de ces jeunes prolétaires connaissaient de près les ravages que pouvait causer l'alcoolisme dans leur propre milieu, jusque dans leurs propres familles. Pour eux, l'antialcoolisme signifiait aussi bien émancipation de la personnalité que contestation des relations sociales, et leur apparaissait presque comme une condition sine qua non de tout changement social. Les débats qui agitaient les Jeunesses social-anarchistes se retrouvaient aussi au sein de la Ligue des jeunes antialcooliques, et si quelques-uns de ses membres rejoignirent les communistes, Herman Schuurman et ses camarades libertaires organisèrent fin 1920 le congrès fondateur d'une Ligue de la jeunesse libre (Vrije Jeugd Verbond, VJV), qui fit cette *Déclaration de principes* :

> « La Ligue de la jeunesse libre est l'association nationale des jeunes qui, ayant conscience qu'ils ne peuvent ni ne savent se résigner à la situation qui détruit la vie, travaillent, chacun à sa façon et autant que possible ensemble, à la révolution spirituelle et sociale.
> Là où notre société, se révélant dans le capitalisme, et le militarisme qui en découle, se maintient seulement par la destruction de la libre personnalité humaine, la VJV se place sur le terrain "de la libre personnalité humaine". Afin de stimuler le développement de la libre personnalité humaine, la VJV accepte tous les moyens pour détruire les facteurs qui l'entravent, comme le capitalisme, le militarisme, l'école et la religion. »

En juin 1921, le jeune Herman Groenendaal, qui avait lui aussi quitté la Ligue des jeunes antialcooliques pour s'affilier à la Ligue de la jeunesse libre et qui avait été emprisonné pour refus du service militaire, commençait une grève de la faim et déclenchait en sa faveur une gigantesque campagne antimilitariste, lancée et coordonnée par l'Association internationale antimilitariste ; pendant plusieurs mois se succédèrent manifestations, réunions contestataires et grèves auxquelles participèrent des milliers de travailleurs ; quelques autres insoumis rejoignirent Groenendaal dans sa grève de la faim. Puis, au début du mois de novembre, alors que le mouvement stagnait, un petit groupe d'activistes attaqua à la bombe la façade de l'immeuble où logeait l'un des juges de Groenendaal, dans le but notamment de critiquer la « passivité » des non-violents (ce qu'était d'ailleurs Groenendaal). Un des auteurs de l'attentat dira plus tard :

> « On s'est étonné que, devant la Cour, aucun de nous trois n'ait tenu de discours retentissant, un peu dans le style dont avaient l'habitude les vieux sociaux-démocrates dans l'Allemagne de l'empereur Guillaume, et que nous n'avions pas de défenseurs qui partageaient notre point de vue. À tort. *L'acte* était notre propagande. Nous avions *fait* ce que nous avions à dire. Nous avons dit cela à l'adresse de la bourgeoisie *et* du prolétariat. Et ce que nous avons à dire pour l'avenir est toujours la même chose, exprimé dans des termes un peu différents : saisie des entreprises, organisation par entreprise. […] Ce que nous avons voulu dire tout d'abord avec notre attentat, c'est : voilà, prolétaires, vous vous perdez en admiration pour le non-violent Groenendaal, réveillez-vous donc et réfléchissez un peu sur cet attentat. » [11]

L'attentat, évidemment, provoqua quelques dissensions. Peu de gens appréciaient ce genre de critique. Or, ceux qui l'approuvèrent et organisèrent la campagne pour la défense des auteurs de l'attentat – qui furent condamnés à de lourdes peines – formaient bientôt les groupes autour d'*Alarm* et, un peu plus tard, autour du *Moker*. Les deux groupes étaient très proches, tout comme l'étaient les Jeunesses social-anarchistes et la Ligue de la jeunesse libre, au sein desquelles ils avaient vu le jour, si bien que De Moker adopta la *Déclaration de principes* de la Ligue. [12]

L'antimilitarisme prononcé du *Moker* et d'*Alarm* se distingue systématiquement d'un certain antimilitarisme libertaire fortement imprégné de pacifisme et d'éthique à la Tolstoï, de cette « non-violence » de principe qui continue à proliférer dans chaque

mouvement de contestation, pour le frustrer et l'étouffer. La critique du militarisme développée par les Mokers se veut bien plus profonde et concrète. Jo de Haas évoque ainsi l'imbrication de l'armée et du militarisme avec l'État et le capitalisme, dans une polémique contre le manifeste d'un groupe de tendance bolchevik appelant les jeunes à « apprendre à manier les armes » :

> « Quels farceurs ! Car, disent-ils, on ne pourra en finir avec la guerre si ce n'est par la *révolution mondiale.* Et pour ces marxistes, *la révolution = une bataille* ! Chacun en comprend les conséquences absurdes. Le capitalisme a inventé des moyens qui, en vingt-quatre heures, peuvent faire d'une ville comme Londres un cimetière. "L'armée prolétarienne" devra donc disposer des gaz, des bactéries, etc. pour être capable, par exemple, de faire de Londres un cimetière *en dix heures*. Car sinon la bataille – la "révolution" selon eux – est perdue d'avance [...]. Cela, les écoliers l'ont déjà compris, qui ne s'aventurent pas dans une bagarre sans un bâton qui soit au moins un décimètre plus long que celui des autres.
> Cependant, les jeunes doivent comprendre *ceci* : les sociaux-démocrates aspirent à la conquête du pouvoir de l'État. Dans le manifeste susmentionné on lit : "Quand le capitalisme est détruit et que partout les travailleurs prennent eux-mêmes en mains le pouvoir de l'État, la guerre devient impossible." *C'est ici que se cache l'imposture ! Les travailleurs* ne prennent pas en mains le pouvoir de l'État. Ce sont *les dirigeants qui font ça !* Ça change beaucoup et ça explique tout. [...] En Russie, on trouve à la tête de l'Armée *rouge* des généraux *blancs* qui, *exactement comme ici,* font tirer sur des grévistes et disperser les manifestations de femmes. Imaginez un instant que ces soldats n'aient pas su tirer... » [13]

Voilà pourquoi *nous* allons saboter consciemment chaque entreprise capitaliste. Chaque patron essuiera des pertes par notre fait. Là, où nous, jeunes révoltés, sommes *obligés* de travailler, les matières premières, les machines et les produits seront *obligatoirement* mis hors d'usage. À chaque instant les dents sauteront de l'engrenage, les couteaux et les ciseaux casseront, les outils les plus indispensables disparaîtront - et nous nous communiquerons nos recettes et nos moyens.

Nous ne voulons pas crever à cause du capitalisme : voilà pourquoi le capitalisme doit crever à cause de nous.

Herman J. Schuurman, Le travail est un crime, 1924

La critique à coups de masse

Herman Schuurman fut sans conteste une figure centrale du *Moker*, du moins au cours des premières années, lorsqu'il en était rédacteur et qu'il y publiait de nombreux articles et traductions de l'allemand, et qu'il en faisait aussi habituellement la couverture [14]. Sous le titre « Notes d'un garçon », il y livrait régulièrement ses commentaires et analyses de l'actualité étrangère, ainsi que les conclusions qu'il en tirait pour ses camarades aux Pays-Bas. Par exemple, dans *De Moker* du 10 février 1924 :

> « En Angleterre, les sociaux-démocrates sont soudain parvenus au pouvoir. Grâce à une crise de gouvernement forcée, la dissolution de la chambre basse et la tenue d'élections, ils ont obtenu un grand nombre de sièges. Les travailleurs anglais vont donc jouir des mêmes bienfaits que ceux apportés à l'Allemagne et à l'Autriche par les chefs de la IIe Internationale. Les ministres "socialistes" anglais exécuteront l'asservissement des dirigeants sociauxdémocrates au grand capital [...] dans une version encore plus jolie. Comme tous leurs prédécesseurs, ils sont les valets rampants et serviles du grand trust du pétrole anglo-néerlandais Royal Dutch Shell Co. [...] Aux Pays-Bas ces messieurs voulaient jouer le même petit jeu. Lors de la crise gouvernementale, Troelstra [dirigeant socialdémocrate] a déclaré que le SDAP voulait obtenir la direction du gouvernement. [...] Ça n'a pas marché. [...] Les traîtres aux travailleurs voudraient tant entrer au gouvernement. Car alors, ils seraient à l'abri. [...] Les leaders des travailleurs sont les pires ennemis de l'humanité car ils ne peuvent donner libre cours à leur volonté de puissance que si les travailleurs restent esclaves. »

Dans *De Moker* du 1er janvier 1925 :

> « L'attaché diplomatique russe à Rome a offert un banquet à Mussolini, son collègue à Berlin a reçu la visite du nonce Pacelli, le représentant du pape. À Londres, Rakovski [pour Rakovsky, diplomate russe] a porté un toast au roi d'Angleterre. Et Krass [pour Krassine, autre diplomate russe] est arrivé cette semaine à Paris et tout se déroule dans le cadre des anciennes traditions machiavéliques de la diplomatie. Avec une ruse toute capitaliste, les despotes russes savent monter les intérêts des différents États les uns contre les autres, et les peuples, les travailleurs, en sont les victimes. [...]
> Le 19 décembre, cela fera un an que l'on a massacré des prisonniers sans défense dans l'enfer

bolchevik de l'île Solovetsky, dans la mer Blanche. Partout dans le monde, ce jour sera gravé dans les âmes de ceux qui aiment la liberté humaine. Et ils sauront qu'ils ont à détruire tout gouvernement sans rien en laisser. »

Dans De Moker du 15 octobre 1926, lors de la grande grève des mineurs en Angleterre :

> « Enfin ! Enfin des nouvelles d'Angleterre qui donnent de l'espoir, qui démontrent que les mineurs ne se laissent plus embrouiller par des discours et des conférences, et ont la volonté d'appliquer la méthode qui est finalement la seule capable de briser la résistance du capitalisme, c'est-à-dire le sabotage [...]. Maintenant que l'on a enfin pris la décision de stopper le travail d'entretien des mines [au risque d'explosions, d'inondations, etc.], les hurlements des "dirigeants ouvriers" de toutes nuances se font entendre partout. [...]
> Les *dirigeants* qui, après un an de réunions et de courriers, savaient que le gouvernement et les propriétaires des mines étaient préparés à cette grève et qu'ils pouvaient tenir jusqu'à ce que les travailleurs soient sacrifiés ;
> Les *dirigeants* qui suppliaient le gouvernement de ne pas aller jusqu'à provoquer une grève "générale" ;
> Les *dirigeants* qui prônaient le calme et l'ordre et faisaient en sorte que le transport des vivres et du charbon fonctionne bien ;
> Ces *dirigeants-là* se lamentent maintenant à pleins poumons parce que les travailleurs après que des milliers d'entre eux ont abandonné tout espoir – commencent enfin à parler d'inonder les mines. Ce qui est, du point de vue révolutionnaire, la seule méthode juste. *Si les travailleurs n'ont pas la possibilité d'occuper les entreprises, elles doivent être anéanties.* [...]
> Aux Pays-Bas également, une grève des mineurs menace [...]. Cela restera, tant que les syndicats des mineurs auront le pouvoir entre leurs mains, une histoire de trahison et de martyre, comme en Angleterre aujourd'hui, comme en Twente il y a deux ans avec les travailleurs du textile. Camarades, faisons en sorte qu'en cas d'action, celle-ci devienne d'envergure révolutionnaire. Redoublons d'efforts pour que les travailleurs répugnent enfin aux grèves de longue durée. *Soutenez l'occupation des entreprises. Sinon, place au sabotage !* »

Au cours de la deuxième année, Schuurman disparaît du comité de rédaction (qui devient anonyme), mais continue de collaborer au *Moker* jusqu'en 1927, lorsqu'il s'engage notamment dans la campagne internationale en défense de Sacco et Vanzetti. Peu après, il quitte le mouvement et se retire dans la vie privée. 15 Avec *Le travail est un crime*, il a parfaitement résumé ce que les jeunes du *Moker* essayaient de mettre en pratique, leur programme. D'après la tradition orale, le groupe était composé d'environ cinq cents garçons et filles (celles-ci bien moins nombreuses), éparpillés dans tout le pays, notamment dans le Nord et l'Ouest. Il n'y avait pas de dirigeants, à ceci près que le comité de rédaction du *Moker* en déterminait le contenu ; on trouve dans nombre de numéros du journal des listes d'articles refusés avec un argumentaire très sommaire, comme : « inadéquat, lettre suit », « très confus, essaie de te fixer sur un point », « trop long », « trop mal rédigé », « contradictoire », etc. À l'occasion de congrès trimestriels, l'assemblée évaluait la rédaction et nommait éventuellement de nouveaux rédacteurs. Le groupe n'avait pas non plus de liste de membres : il suffisait de collaborer d'une manière ou d'une autre au *Moker*. Ainsi, on peut lire dans un « compte rendu sommaire de l'assemblée trimestrielle des "Mokers" du 10 avril 1927 » : « Comparée à il y a quelques années, nous pouvons constater que la communication au niveau national s'est améliorée, que les jeunes des différentes parties du pays se connaissent mieux. Et il y a des contacts internationaux. Nous avons un journal indépendant [...] rempli de petits articles vigoureux, écrits par les jeunes eux-mêmes, et distribué aux gens également par des jeunes, un périodique qui exprime donc une magnifique part de la lutte. » [16] Pour nombre de participants, la collaboration au *Moker* consistait essentiellement à colporter les trois mille, parfois quatre mille exemplaires mensuels, ce qui provoquait souvent des affrontements avec des adversaires politiques et surtout avec la police, et donc des arrestations, tandis que le journal était fréquemment saisi et ses rédacteurs maintes fois condamnés à de lourdes peines. Mais les Mokers considéraient cette répression comme une propagande pour leur cause. Après toute une série de saisies, d'arrestations de colporteurs jusqu'à Anvers, en Belgique, puis la condamnation d'un rédacteur à deux mois de prison pour provocation à l'insoumission, puis même les tirs à balles réelles de la police d'Amsterdam lors d'un affrontement, *De Moker* pouvait affirmer :

> « Ainsi, notre Moker est devenu le journal par qui les propriétaires et les maîtres se savent le plus gravement menacés, parce que nous incitons précisément les jeunes à être hommes. [...]
> Parce que nous rendons les jeunes conscients du fait que le capitalisme existe par leur travail

> et qu'ils doivent donc lui refuser leur force de travail. […] C'est pour cela que le pouvoir lâche après nous ses chiens sanguinaires. Dans notre grandiose lutte pour l'humanisation de l'humanité, nous trouvons face à nous le front des propriétaires et des maîtres, impitoyables. » [17]

Dans cet article, comme dans bien d'autres, on voit transparaître les idées de Bakounine, notamment celles sur *Dieu et l'État*, son livre le plus connu et le plus souvent réédité en néerlandais, dans lequel il parle de l'émancipation humaine vis-à-vis de la prosternation religieuse – dont il situe les origines dans l'animalité de l'homme – et de la « tâche » de l'homme qui est de devenir de plus en plus homme, en abolissant dans un même mouvement Dieu et l'État. Pour les jeunes du *Moker* aussi, la liberté était l'essence de la vie. Leurs adversaires au sein du mouvement ont souvent dénigré avec malveillance tout à la fois leur « subjectivisme extrême », leur comportement risqué et ce qu'ils ont nommé leur « goût du martyre », négligeant ainsi ce fait que la vie quotidienne de l'immense majorité des travailleurs était (et est) considérée par beaucoup comme « un martyre » – et pas seulement par ceux qui jugent que le travail est un crime. Cela ne signifie pas pour autant que les Mokers ne cherchaient pas à faire front contre l'inévitable répression ; par exemple, pour protéger les réfractaires au service militaire, on fit la proposition suivante : «Comme à Amsterdam, où tout le quartier s'insurge quand on expulse un ouvrier de son logement, le quartier doit aussi s'insurger quand un réfractaire est sorti de son logement par la police. Et si on essaye de l'arrêter à son travail, alors les camarades doivent être solidaires au point d'arrêter le travail. » [18] Dans *De Moker*, on exhorte parfois les plus sauvages à un peu de prudence vis-à-vis des forces de l'ordre, plus fortes qu'eux ; certains textes indiquent qu'une discussion était en cours sur les méthodes de la guérilla. Début 1926, après une tentative avortée de fusion avec les éléments plus modérés de la Ligue de la jeunesse libre, le comité de rédaction adoptait comme signature collective le nom de « Teun le Démolisseur, représentant ambulant en dynamite et en pieds-de-biche », tandis que les articles étaient seulement signés d'initiales ou de noms fantaisistes tels que « Rebelle », « Quelqu'un », « Morveux ». Il faut noter à ce propos la relative impénétrabilité du Mokergroep. Les membres des différents groupes se connaissaient bien, se fréquentaient à la maison, chez eux, partageaient tout, opéraient en bandes d'amis, ce qui formait une barrière contre les petits profiteurs voulant se donner un air révolutionnaire sur le dos de leurs camarades, mais aussi contre les infiltrations policières.

Il est clair que les méthodes des jeunes « Mokers » étaient avant tout provocatrices. La même chose est vraie en ce qui concerne leurs moeurs, aussi austères qu'elles puissent nous paraître aujourd'hui. Garçons et filles se fréquentaient librement ; ils nageaient nus ; ils ne buvaient pas et nombreux étaient végétariens ; fumer était mal vu, de même que le libertinage. Ils vagabondaient, avaient des relations avec le mouvement des vagabonds allemand et certains voyageaient ainsi un peu partout en Europe ; ils refusaient aussi, en tant qu'équivalents de « l'église et du bistrot », les débuts des délices spectaculaires : le football et le cinéma. Un rédacteur, qui signe de son prénom Gerrit, s'en explique ainsi :

> « L'effet nocif de l'alcool sur le corps humain est suffisamment connu » toutefois « l'alcool n'est pas la cause, mais seulement une conséquence de toute cette misère. Voyez comment maintenant le genièvre est remplacé par le "sport". Comment, tandis que la question de la tempérance occupe de plus en plus l'attention de la classe ouvrière, les esprits se lâchent en cris et hurlements autour des terrains de football. Et cela sera toujours ainsi. On trouvera toujours de nouvelles manières d'empoisonnement, parce qu'elles sont nécessaires pour maintenir la classe ouvrière dans la passivité. Cela durera aussi longtemps que vous continuerez de combattre les conséquences au lieu de la cause. […] Oh, nous voudrions crier à tous ces bleus : "Arrêtez vos beu-



DE STEUNPILAAR VAN HET KAPITALISME

glements sur l'alcoolisme." Ne luttez plus contre les excès, mais attaquez la cause. Venez et "mokerez" avec nous. »[19]

Il s'en trouvait même qui étaient tellement « antisystème » qu'ils refusaient jusqu'à l'aide sociale à laquelle ils avaient « droit ». Si, pour survivre, beaucoup, bien sûr, travaillaient quand même, c'était le plus souvent des boulots occasionnels, et ceux-là ne recherchaient pas une quelconque sécurité d'existence ; pour le reste, ils s'adonnaient au plaisir de la grivèlerie ; ils « gagnaient leur vie en chantant et en volant » – comme les petits-bourgeois bien-pensants le leur reprochaient : « La fausse éthique du capitalisme, le respect pour la propriété, nous l'avons bannie. Prendre selon ses besoins et exproprier les propriétaires sont pour nous des principes de vie raisonnables et moraux. »[20] Quant au sabotage, dont ils soutenaient si vivement la propagation, à l'exception de quelques actions de plus grande envergure, on n'en trouve que peu de traces. Ainsi, un ancien Moker racontera plus tard qu'ils avaient un jour saboté une source importante du réseau d'électricité d'Amsterdam, si bien « qu'il n'y avait plus de lumière et que les usines ne fonctionnaient plus ».[21] *De Moker,* le 1er juillet 1924, mentionne, en les approuvant, une explosion dans un entrepôt de poudre, des incendies dans un hangar d'artillerie, dans un bâtiment de la gendarmerie et dans un entrepôt d'armes. Lorsqu'un peu plus tard, la répression se mit à frapper ses collaborateurs, *De Moker* réagit avec insolence, en se parant des habits de la vertu outragée, tout en se disant bien content que la presse fasse de la propagande pour leurs idées en ébruitant l'affaire.[22] Malgré tout, l'emploi d'explosifs était et est resté rare en Hollande.

Comme ils le mentionnent dans leur déclaration de principes, le système scolaire est une de leurs cibles. « Il faut mettre le feu à toutes les écoles », écrit Jacob Knap dans *De Moker* : « Le système scolaire fait des enfants des gens lâches et avachis qui n'ont pas de conscience de soi et s'habituent tellement à être commandés qu'ils n'y voient plus ce qui est humiliant. [...] L'émancipation ne sera acquise que quand les prolétaires chasseront leurs dirigeants et agiront pour eux-mêmes. »[23] Les participants au Mokergroep n'étaient pas pour autant seulement des « activistes » ; ils étaient en général avides de connaissance. Les plus instruits – souvent des instituteurs qui ne trouvaient pas d'emploi parce qu'ils avaient un casier judiciaire ou qui, par principe, ne voulaient pas travailler dans le système scolaire – aidaient les autres. Ils lisaient les « classiques » – du moins le peu qui était disponible en néerlandais, ou, à la limite, en allemand. Ils faisaient de la musique, organisaient des cours de langue (d'espéranto, entre autres), de dessin et d'autres techniques graphiques, et attachaient beaucoup d'importance à la forme de leurs publications. Ils organisaient aussi des conférences et des débats qui attiraient pas mal de monde – et qui étaient souvent tumultueux. Avec *De Moker* ils colportaient aussi *Alarm* et d'autres périodiques libertaires, ainsi que des dizaines de brochures et de petits bouquins sur le mouvement ouvrier, anarchiste et antimilitariste. En plus des congrès qu'ils tenaient tous les trois mois avec les autres groupes de la Ligue de la jeunesse libre, ils organisaient chaque année, pendant le congé de Pentecôte, des « mobilisations » anticapitalistes libertaires et surtout antimilitaristes, qui se voulaient internationales. Ainsi *De Moker*, le 10 juillet 1926, donne un compte rendu de « la troisième mobilisation de Pentecôte de la jeunesse antimilitariste » à Soest : la police et l'armée patrouillent, les douanes essaient de bloquer des camarades venant de l'étranger. Parmi eux, trois cents Hollandais et deux cents Allemands, et d'autres venant de Belgique, de Suisse, d'Autriche, d'Angleterre et de France. « En France, on fait des efforts acharnés dans l'agitation contre la guerre au Maroc et en Syrie. Il est très difficile là-bas de faire de la propagande, pour avoir affiché des manifestes on peut en prendre pour six, huit mois, ou plus, de prison. Refuser le service militaire est pratiquement impossible en France. Un réfractaire est puni à chaque fois à cinq ans de prison, jusqu'à ses quarante-huit ans. » (Et aujourd'hui encore, alors qu'en Hollande comme partout les « droits acquis » dans de durs combats sont abolis à vive allure, les oppresseurs locaux peuvent se vanter de leur clémence en comparaison de leurs homologues des pays voisins.)

Ceux qui pensent qu'avec "un sou en plus et une heure de moins" on stimule la révolution, prouvent qu'en somme ils n'ont rien, mais alors vraiment rien compris aux facteurs psychologiques qui doivent porter et propulser un tel changement social. Et celui qui, comme E.B., va jusqu'à appeler de la "gymnastique révolutionnaire" une lutte pour l'amélioration de son sort dans le cadre des relations existantes, et qui découle d'un intérêt collectif restreint, outrepasse la limite au-delà de laquelle le sérieux tourne au ridicule.

De Moker, n° 27, 15 novembre 1926

Klaas Blauw, peu avant sa mort subite, exprimait le plus cruellement la frustration et la motivation de ces enragés (sans révolution) :

« Presque tout ce qu'on nomme travail *aujourd'hui* ruine nos corps [...]. Les gens

empoisonnent leurs corps avec de la mauvaise nourriture qu'ils produisent eux-mêmes, et leurs têtes avec des mots et des idées qu'ils acceptent pour pouvoir se résigner à leur existence. Si cela ne suffit pas, il y a l'alcool, la morphine, le football, le cinéma et les femmes pour oublier la misère dans l'étourdissement, la religion pour rêver d'une félicité à venir. […] Et nous ? Nous voulons un corps vivant aussi longtemps que possible, de la santé et de la force, un cerveau qui pense, nous voulons créer et jouir, jouir de notre vie et de toute vie. […] Nous avons des idées et ne pouvons pas leur donner une réalité. Nous rêvons de belles et bonnes choses, mais la société ne permet pas que nous les exprimions et les rendions physiquement tangibles. […]
L'État nous ligote dans un filet de lois, de règlements et de prescriptions, écrits et non écrits. Si malgré tout, nous ne pouvons maîtriser nos pulsions à l'épanouissement, si nous voulons être libres et si nous voulons *faire* – alors nous pouvons donner libre cours à notre "étourderie juvénile", comme on dit, sur les murs ternes des prisons, comme voyous numérotés.
Dans nos cœurs brûle une haine farouche contre cette société, qui fait *ça* de nous, qui nous contraint à nous violer nous-mêmes en travaillant ou à succomber en ne faisant rien. Mais nous nous levons, nous ne succombons pas.
Nous utilisons nos forces, *nous allons SUER et BOSSER.*
Mais notre *seul travail* sera la démolition de l'organisation à but lucratif qui s'appelle société capitaliste. C'est le seul travail qui nous plaît *maintenant*, car ainsi nous libérons la Terre. Elle ne nous satisfait pas, nous devons pouvoir créer le nouveau, qui ne peut pas se figer comme le vieux, mais doit être le vivant en marche. Mais d'abord… nous ne pouvons pas faire autrement.
Fais gaffe, capitaliste, grand, petit, entier ou à moitié ; *fais gaffe, travailleur,* si tu es contre nous et te bats pour ton chef ou si tu aspires toi-même au pouvoir. Faites gaffe, car la même danse macabre vous entraîne. Nous démolissons votre État à coups de masse – et vos têtes vont suivre. Car vous êtes l'ennemi de la vie tant que vous ne luttez pas avec nous. » [24]

Extrait de Herman J. Schuurman, *Le Travail est un crime* suivi de Els van Daele, *Le Groupe « De Moker »,* l*a jeunesse rebelle dans le mouvement libertaire hollandais des années folles*, Editions Antisociales, Amsterdam-Paris, 2008

Notes

[1] Un *moker* (dit aussi *vuist*, « poing », en argot de métier) est une sorte de petite masse (cf. logo du *Moker*).

[2] La première traduction néerlandaise du célèbre pamphlet de Lafargue, établie par J. de Wachter, parut en 1916.

[3] J. Verhave, « Het moet ! » [« Il faut ! »], *De Moker*, n° 4, 10 février 1924.

[4] Fike van der Burght, *Die moker en alarmgroepen bestonden niet om te bestaan als groep : sociaal anarchistiese jeugdbeweging in Nederland 1918-1928* [Les groupes De Moker et Alarm n'existaient pas pour exister en tant que groupes : le mouvement de la jeunesse social-anarchiste aux Pays-Bas de 1918 à 1928], Amsterdam, 1982, p. 44. Bon nombre des informations utilisées ici sont tirées de ce livre, ainsi que de celui de Ger Harmsen, *Blauwe en rode jeugd. Ontstaan, ontwikkeling en teruggang van de Nederlandse jeugdbeweging tussen 1853 en 1940* [Jeunesse bleue et Jeunesse rouge. Naissance, développement et régression des mouvements de jeunesse aux Pays-Bas de 1853 à 1940], Nijmegen, 1975.

[5] A. J. Jansma, « Luiheid en kapitalisme » [« Paresse et capitalisme »], *Alarm. Anarchistisch maandblad*, n° 6, 1922 .

[6] Fike van der Burght, ibid., p. 3 5.

[7] Annonce de la parution du Moker, par Jo de Haas, dans *Alarm*, janvier 1924.

[8] L'État néerlandais, qui avait hérité en 1799 du droit de prédation sur l'archipel indonésien, jusqu'alors détenu par la Compagnie hollandaise des Indes-Orientales, se voyait contraint, un siècle plus tard, à l'époque de « l'impérialisme », de défendre son monopole contre l'avidité intrépide de nouveaux concurrents dans le pillage, et entamait en conséquence une sinistre « pacification » de la « Ceinture d'émeraude », pour y asseoir définitivement son pouvoir et en tirer davantage de butin. Au cours de multiples campagnes militaires, où la cruauté la plus extrême répondait à la farouche résistance des indigènes, l'armée hollandaise finit d'anéantir les relations féodales encore en vigueur dans les divers principautés ou sultanats dont l'absolue soumission ne pouvait être garantie, et y

introduisit le capitalisme moderne et son exploitation industrielle du sol et du sous-sol, avec ses champs de pétrole, ses mines et plantations géantes nécessitant la concentration d'un prolétariat déporté de toutes les îles d'Indonésie, d'Asie continentale et même d'Afrique. Les régulières révélations d'atrocités perpétrées par l'armée et les colons scandalisaient certes l'opinion publique hollandaise, donnant lieu parfois à des disputes parlementaires, mais seuls les anarchistes et, plus tard, les communistes du courant trotskisant de Sneevliet (fondateur du Partai Komunis Indonesia en 1914) et les conseillistes prirent carrément le parti de la résistance indonésienne. Les antimilitaristes s'opposaient notamment à « l'envoi de jeunes Hollandais pour assurer les bénéfices usuraires de la bourgeoisie en Orient ». Ceux qui se réunirent autour d'*Alarm* et du *Moker* précisaient leur position en déclarant vouloir « les Indes délivrées du capitalisme, donc délivrées de la Hollande » ; et ils affirmaient que le meilleur soutien à apporter aux Indonésiens dans leur lutte pour l'émancipation, le meilleur moyen aussi pour que la cause nationaliste se voie dépassée par la cause du prolétariat internationaliste, était de saper en métropole même la racine de l'impérialisme : le capitalisme.

[9] La Hollande était officiellement « neutre » durant la première guerre mondiale, et l'est restée jusqu'à son invasion par l'Allemagne en mai 1940.

[10] Selon Anton Constandse, cofondateur et rédacteur d'*Alarm*, « un rapprochement s'effectua entre les communistes de conseils, qui avaient quitté le Parti communiste (comme Leen van der Linde, Piet Kooijman, Wim Hoenders), et des groupes anarchistes comme les Alarmistes, qui adoptaient certaines conceptions marxistes radicales sur le terrain économique, qui avaient été aussi celles de syndicalistes comme Georges Sorel. Pendant la période durant laquelle on peut le compter parmi les anarchosyndicalistes, lui aussi a vu dans ce mouvement l'expression d'une lutte de classe sans ambages, à mener tout d'abord dans les entreprises. L'idée de l'occupation de l'entreprise était une forme de "dictature du prolétariat", et n'était donc justement pas celle d'une "dictature du parti". Le courant anarchiste des Alarmistes est resté caractérisé par ses liens avec les communistes de conseils ». (*De Alarmisten*, 1918-1933, Amsterdam, 1975.)

[11] Citation de Leen van der Linde dans P. A. Kooijman, Neem en eet. Bomaanslag en opruiing als sociale filosofie [Prends et mange. L'attentat à la bombe et l'incitation à la révolte comme philosophie sociale], « *Manifesten* », L. J. C. Boucher, La Haye, sans date (autour des années 1970), p. 18-19. D'autre part, les auteurs de l'attentat s'expliquèrent par écrit dans P. A. Kooijman, L. v. d. Linde, Jo de Haas, *De Revolutionnaire Daad, Uitgave : Agitatie-Commissie : Weg met de Partijen, de Vakorganisaties en de Bonzen* [L'Acte révolutionnaire, Édition : Commission d'agitation : À bas les partis, les organisations syndicales et les notables], 1922 . Anton Constandse fit remarquer plus tard que deux des auteurs de l'attentat venaient d'un groupe marxiste dissident. « Il était déjà notable, à l'époque, que des social-anarchistes collaboraient occasionnellement avec des marxistes qui avaient accepté le principe du communisme de conseils. Ils se retrouvaient mutuellement dans la défense de l'insurrection de Cronstadt de 1921. » (Dr. A. L. Constandse, *Anarchisme van de daad van 1848 tot heden* [Les Anarchistes et la Propagande par le fait de 1848 à aujourd'hui], La Haye, 1970, p. 178.) Pour tenter d'accélérer le mouvement, les mêmes imaginèrent de kidnapper le maire d'Amsterdam et de lui refuser toute nourriture jusqu'à ce que Groenendaal soit libéré… On projeta aussi de commettre un attentat contre un propriétaire de chantier naval responsable d'un lock-out des métallurgistes, qui ne put non plus être mené à bien ; mais tout ceci prouve que leur mobile principal n'était pas la solidarité avec Groenendaal ou la cause antimilitariste, mais bien leur « passion destructrice » contre le système capitaliste tout entier.

[12] Cette déclaration est reproduite dans chaque numéro du Moker. Les éléments plus modérés de la Ligue de la jeunesse libre se regroupèrent autour des périodiques *De Kreet der Jongeren* [Le Cri des jeunes], et plus tard, *De Branding* [Le Déferlement]. Il existait aussi une feuille « interne » de la Ligue, couvrant les deux tendances, *De Pook* [Le Tisonnier].

[13] *De Moker*, n° 11, 1er octobre 1924.

[14] Voir l'illustration p 68 , reproduction de la couverture du n° 12 du *Moker,* du 1er novembre 1924.

[15] Il y eut des conflits, des disputes entre personnes, des petits jeux de pouvoir, des rumeurs, etc., mais c'est de la petite histoire qui est, par manque de documents, difficile à juger et peu intéressante.

[16] *De Moker,* n° 3 0, mai 1927.

[17] Herman S[chuurman], « De Bloedhonden zijn los » [« Les chiens sanguinaires sont lâchés »], *De Moker*, n° 12, 1er novembre 1924.

[18] Rinus van de Brink, « Niet in de kazerne – Niet in de gevangenis » [« Ni en caserne, ni en prison »], *De Moker,* n° 11, 1er octobre 1924.

[19] « Jeugd en alcohol zijn vijanden » [« Jeunesse et alcool sont ennemis »], *De Moker*, n° 8, 1er juillet 1924.

20 De Moker, n° 9, 1er août 1924.

21 Cité dans Fike van der Burght, Die moker en alarmgroepen bestonden niet om te bestaan als groep, p. 2 7. Elle fait aussi remarquer qu'« il est difficile de vérifier dans quelle mesure on a réellement mis en pratique le sabotage d'entreprises, d'usines et d'ateliers. On n'écrivait pas là-dessus, c'était trop risqué ». Le sabotage était du reste presque toujours dirigé contre des bâtiments ou du matériel militaires.

22 Herman S[chuurman], « Wie zijn de brandstichters ? » [« Qui sont les incendiaires ? »], De Moker, n° 15, 1er février 1925.

23 Jac. Knap, « School- en Partijgif » [« Le poison de l'école et du parti »], De Moker, n° 5, 1er mars 1924.

24 « Daad-loos » [« Sans rien faire »], De Moker, n° 4, 10 février 1924.

Et ailleurs ?

Belgique

Local Acrata, bibliothèque anarchiste
32, Rue de la Grande Ile
1000 Bruxelles

acrata@post.com

Italie

Biblioteca F. Ferrer
C.P. 1849
16100 Genova Centro
Italia

Espagne

Zapateneo Kultur Elkartea (bajo)
Zapateria, 95
01001 Gasteiz -Araba

www.zapateneo.net

Uruguay

Biblioteca Anarquista del Cerro
Chile y Viacaba
Montevideo

A Corps Perdu

21ter, rue Voltaire
75011 Paris
France

3 euros

revue.acorpsperdu@gmail.com
www.acorpsperdu.net
Prochain numéro: avril 2009